

Editorial

Quand *Carré Rouge* a été fondé, voici maintenant neuf ans, l'une des intuitions qui nous a guidés a été celle d'avoir vécu la fin d'un cycle historique de la lutte des classes. Ce cycle historique a été ouvert par la révolution d'Octobre 1917, mais il a été totalement dominé ensuite par les conséquences de la prise de pouvoir de Staline en URSS. Celle-ci a ouvert la voie à la victoire d'Hitler en Allemagne en 1933. Elle a ensuite permis l'étranglement et la défaite de la révolution espagnole entre 1936 et 1938, qui fut l'un des points culminants du côté des exploités et des opprimés en Europe, puis assuré le blocage de la révolution en Europe en 1944-1946, quand elle n'a pas permis sa liquidation physique comme en Grèce. L'effondrement entre 1989 et 1991 du « glacié soviétique », puis de l'URSS même, base du pouvoir de la bureaucratie, n'a été que l'épilogue du combat que celle-ci a livré en permanence contre toute expression indépendante des ouvriers, des intellectuels et des exploités à Moscou, à Berlin, à Budapest, à Prague.

Après l'ensemble des expériences et des événements du XX^e siècle, rien ne peut plus être considéré comme *intouchable* au plan de l'expérience de la lutte des opprimés pour remplacer le capitalisme par des rapports sociaux libérés de l'exploitation, mais aussi de la domination, et donc des éléments de *théorisation* de cette lutte. La nécessité de la transformation révolutionnaire de la société ainsi que les voies qu'elle pourrait prendre, doivent être ré-établies ou re-confirmées. Les objectifs de cette transformation révolutionnaire (ce que nous nommons à

Carré Rouge le « socialisme-à-réinventer ») doivent être expliqués avec des mots compréhensibles pour les exploités et les opprimés d'aujourd'hui. Un début de travail allant dans ce sens a été entamé il y a quelques années, puis interrompu, faute très certainement d'en être suffisamment convaincus nous-mêmes, faute aussi de rencontrer un écho d'une conviction du même type dans des courants de pensée et d'action n'ayant pas la même filiation politique, ou lorsque nous la trouvions, ayant la même expérience. Au cours des réunions que nous avons tenues au mois de juin pour commencer à tirer l'expérience tant de la lutte des salariés que de notre propre activité au cours des deux dernières années en France, nous sommes tous tombés d'accord pour dire qu'il est devenu impératif de reprendre la réflexion et l'élaboration politiques de fond, en cherchant à les lier en permanence à une expérience pratique aussi bien qu'aux luttes des exploités. Nous sommes donc tombés d'accord pour faire notre possible pour que, **même en l'absence d'une activité internationaliste très importante ou de liens internationaux forts, le travail mené soit internationaliste dans sa méthode**. Cette volonté est d'abord exprimée dans ce numéro par l'article sur le Venezuela que nous envoie un militant de ce pays, qui vient après de nombreux articles sur le Brésil et l'Argentine (dont nous poursuivrons la publication dans les prochains numéros, ensuite par la traduction) et par la présentation du texte de militants russes, et enfin par le court échange par écrit avec un militant allemand sur la portée du mouvement

contre la politique du gouvernement Schröder qui se développe en Allemagne, à Leipzig, Dresde, Berlin, mais aussi à Sarrebruck et dans d'autres villes à « l'Ouest ».

Enfin lors de nos réunions, s'est exprimée une volonté très forte de nous mettre à l'écoute de l'expérience des travailleurs (le terme « écoute » incluant la lecture et l'interprétation des récits et des analyses d'ouvriers ou d'exploités, mais aussi de chercheurs critiques, comme le font plusieurs contributions à la réflexion dans ce numéro). Par rapport aux constats rappelés plus haut, il est primordial de tenter de prendre la mesure des changements objectifs et subjectifs qui traversent le « prolétariat », ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail et qui subissent la domination quotidiennement comme salariés, et pire encore comme chômeurs. Pourra-t-on avancer très loin dans la voie du « socialisme-à-réinventer » sans l'intervention active de nombre d'entre eux ? Nous en doutons. La question de l'auto-organisation et de l'auto-émancipation, ainsi que celle des rapports entre l'une et l'autre occuperont de ce fait une place centrale dans nos préoccupations.

Aussi bien la re-confirmation de la nécessité de la transformation révolutionnaire de la société et la recherche des points d'appui et des voies de passage possibles, que la compréhension des changements objectifs et subjectifs que connaissent les salariés supposent qu'un travail soit mené sur un ensemble de terrains très vastes :

□ **la crise écologique en marche**, comme d'autres dimensions de la « crise de civilisation », telles que la

Au mois de juin, j'ai écrit un texte qui a été discuté dans plusieurs réunions avant d'être amendé un peu et mis sur le site Internet de *Carré Rouge*. Tous ceux et celles qui ont une connexion à Internet peuvent le consulter (**www.carré-rouge.org**). Ceux et celles qui n'y ont pas accès peuvent nous écrire et non leur enverrons une copie papier.

Retour critique et autocritique sur 2002-2004... et quelques prolongements

Le texte du mois de juin ne portait pas directement sur le résultat des élections, ni sur la situation politique française, puisque son objet était autre : proposer un agenda de travail pour *Carré Rouge* au cours de la prochaine période. Il reposait cependant sur des éléments d'appréciation implicites ou partiellement exposés qu'il est possible d'explicitier ou de développer un peu. Il comportait aussi des éléments de retour critique sur une partie des positions que j'ai défendues, seul ou avec d'autres, dans *Carré Rouge*. Ces éléments peuvent et doivent aussi être développés. Le texte intéressant envoyé par Laurent Cavelier contient des appréciations qui exigent d'être débattues. Ce sont aussi des remarques faites par des militants et lecteurs dans des conversations qui me poussent à faire ce retour critique et autocritique.

PLUSIEURS ERREURS

DE SURESTIMATION

Le reproche m'a été fait oralement par plusieurs militants d'avoir

constamment surestimé la situation à *Carré Rouge*, entre avril 2002 et mars 2004. Cela aurait commencé avec l'interprétation du résultat électoral des organisations trotskistes puis, plus tard, avec la surestimation du mouvement de 2003. Le reproche s'adresse collectivement au comité de rédaction, mais aussi évidemment individuellement à chacun de ceux qui en font partie. Le texte de juillet contenait des éléments sur la LCR et LO, mais pas sur les grèves de 2003. Avec le recul, je reconnais, en ce qui me concerne personnellement, avoir sous-estimé les difficultés objectives et subjectives que les travailleurs, vendeurs de leur force de travail, salariés et chômeurs, doivent surmonter lorsqu'ils cherchent à prendre le chemin de la grève générale. J'ai sous-estimé le degré auquel les appareils syndicaux, étroitement associés au système de domination économique et politique du capitalisme en tant qu'interlocuteurs et « partenaires » des gouvernements et du MEDEF, continuent, malgré un affaiblissement de leur contrôle, à pos-

séder une forte capacité de canalisation et de dislocation des mouvements lancés en dehors d'eux comme cela fut le cas fin avril 2003 dans l'enseignement. Ils continuent à représenter un obstacle d'autant plus fort qu'ils sont épaulés par le Parti socialiste et les débris du PCF lorsque ceux-ci ne sont pas au gouvernement. Toutes les grèves générales ont exigé le débordement des appareils syndicaux et politiques par les travailleurs. Pour cela il faut cependant que des conditions subjectives particulières soient réunies. Elles ne l'ont pas été en mai-juin 2003, même s'il y en a eu peut-être l'amorce dans des catégories circonscrites, comme les jeunes enseignants qui ont commencé les grèves dès avril 2003 et qui en sont restés l'épine dorsale jusqu'à la fin. **Quelles étaient (et demeurent) les conditions subjectives nécessaires pour que la grève générale puisse surmonter les obstacles ou plus exactement tout emporter sur son chemin ?** Une classe sociale ne se définit pas seulement « objectivement » : elle est une *construction sociale* dont l'une des composantes est la sensation, même confuse, qu'ont des individus, en l'occurrence les salariés, d'être unis par des intérêts, un destin communs. Pour cela il faut que se dégage une « utopie » unificatrice, un « au-delà » qui peut être rêvé en commun, le sentiment que, si on s'y mettait ensemble, on pourrait changer les choses. Pendant de nombreuses décennies, cette utopie existait et avait un nom : le socialisme. Aujourd'hui, comme phénomène social de masse, elle est au mieux une aspiration latente.

C'est sur ce plan-là que je situe l'impact, dont j'ai tardé à apprécier l'importance, de la défaite de « la grève qui a tenté de devenir une grève générale, mais qui a échoué » (expres-

sion plus longue mais plus satisfaisante que celle de « grève généralisante ») sur la grande majorité de ceux et de celles qui s'y étaient engagés à fond. Ce sentiment d'échec n'est pas simplement le fait de ne pas avoir pu empêcher la réforme, ou celui de subir des pénalités économiques significatives pour fait de grève, ou de savoir que la retraite va être coupée. C'est, me semble-t-il, une conscience au moins partielle du rôle qu'a joué cette absence de conception de « l'au-delà du capitalisme » et du fait que ni soi, ni personne n'ait fait grand chose pour y remédier, conscience qui pèse très lourd. Ce sentiment, avec la double critique à soi-même et à ceux qui pourraient faire plus qu'ils ne font pour y porter remède (d'autant plus qu'ils se sont portés candidats à ce rôle) a été perceptible lors de l'université d'été d'ATTAC à Arles.

Ce facteur a joué très fortement dans la très forte perte de voix de LO et de la LCR. **Puisque ces organisations, dont cela paraît pourtant être le rôle par excellence, refuse d'ouvrir le chantier du « socialisme-à-réinventer » et de créer les conditions permettant au maximum de salariés et de jeunes de s'y associer, à quoi bon voter pour elles ?** Sur ce plan, je reconnais avoir encore pensé (espéré ?) jusqu'en février 2004 que la LCR et LO feraient une campagne au moins *un peu* en prise avec la colère contenue des travailleurs et leurs aspirations à un changement profond, une campagne tournée au moins *un peu* vers l'avenir. Ce qui a prévalu, avec des dosages variables d'un candidat à l'autre, a été une forme de « syndicalisme » politique sans prise sur la réalité des rapports politiques, le misérabilisme et le manque de toute perspective d'avenir, doublés de la politique réduite aux apparitions du ou de la « militant(e)-phare »

sur les plateaux de télévision.

En ce qui concerne l'idée que le Parti socialiste ne parviendrait plus jamais à renverser la pente de ses résultats électoraux de 2002, dont on trouve l'écho dans mes articles, j'ai pris mes désirs pour des réalités. J'ai superbement ignoré les mécanismes du vote sanction, mais aussi certaines caractéristiques du Parti socialiste qui jouent en faveur de sa permanence sur l'échiquier politique pendant une longue période encore. J'y reviens en fin d'article.

QUALITÉS ET DÉFAUTS

DE L'OPTIMISME

MILITANT

Avant de développer certains points plus longuement, je veux faire une parenthèse sur la tendance récurrente chez les militants à la surévaluation positive, progressiste, voire révolutionnaire des situations. Celle-ci est inhérente à l'engagement pour en finir avec le capitalisme. L'un de ses fondements est une confiance dans le fait que les qualités les plus positives dans l'Homme finiront par prendre le dessus et mettront un terme à la profonde irrationalité de la société, et donc à l'exploitation et à ses corollaires. **Il faut que la théorie et l'expérience viennent discipliner le réflexe de surévaluation, sans étouffer l'élément d'utopie qui le soutient.** La tendance à la surévaluation positive a un aspect contradictoire dont il faut voir les deux bouts. Pousée à l'extrême, elle prend en temps d'accalmie dans l'activité indépendante de classe des salariés ou de recul face au capital, la forme de ces « piqûres de ciment », pour recourir à une image venant du trotskisme, et dont les organisations révolutionnaires sont souvent coupables. Inver-

sement, la disparition du « travers » de la surévaluation chez des gens qui se disent révolutionnaires, ou sa transformation en un rêve lointain, un millénarisme abstrait, sont un signe assez sûr de maladie grave. Elles vont de pair avec une tendance à une adéquation de l'orientation et de l'activité politiques à ce qui est bon pour « la défense de "l'orga" », pour la préservation de ce qui a été durement construit (ce qui inclut le petit appareil et ceux qui y travaillent). La disparition du « travers » de la surévaluation peut annoncer une adaptation aux « rapports de force » politiques et donc aux partis qui les incarnent.

L'enjeu est donc de parvenir à contenir le réflexe de surévaluation, à le discipliner. Lorsqu'un militant travaille sur le mouvement du capitalisme, il peut prendre appui sur le cadre théorique dont Marx a jeté les fondements. Cela ne lui évite pas les erreurs d'analyse, mais cela peut lui permettre de les circonscrire considérablement. Le travail de lecture et surtout de relecture des textes fondateurs de la critique de l'économie politique et leur confrontation aux faits, facilite leur correction. Marx n'a pas été exempt du péché de surévaluation. Il y a des passages du *Capital* et des autres écrits économiques (*Grundrisse*, *Chapitre inédit*, *Histoires des théories de la plus-value*) où il se laisse de façon évidente emporter par l'enthousiasme lyrique, mais ils sont peu nombreux. Le corps des écrits économiques de Marx est fait d'analyses qui aident et même qui poussent à comprendre la grande solidité des fondements du capitalisme comme celle de beaucoup de ses mécanismes sociaux (par exemple la représentation fétiche de la marchandise et de l'argent, exploitée à fond par le capitalisme contemporain).

L'appréciation des conjonctures politiques est très, très loin de bénéficier d'un cadre théorique se rapprochant de quelque manière que ce soit de cette situation « modèle ». La tendance à la surévaluation positive des situations n'est pas facile à borner à l'aide de références théoriques. Parce qu'elle est inhérente à l'engagement militant, seuls les dirigeants révolutionnaires jouissant d'une grande expérience et d'une très grande autorité politiques ont pu s'y opposer frontalement et caractériser immédiatement des situations comme des défaites, plus encore comme des défaites *historiques*, comme Trotski l'a fait sur l'Allemagne et l'Espagne.

Dans les discussions que nous avons eues en juin, j'ai exprimé ma conviction qu'il fallait tenter d'échapper au pragmatisme pour porter des appréciations nourries autant que possible par l'analyse de faits, et en leur donnant autant que possible un fondement théorique. J'ai également écrit que nous devions faire l'effort de centrer la discussion sur « *les problèmes politiques qui pourraient se trouver occultés par une projection trop facile et rapide dans le présent ou dans l'avenir de situations passées* ». Poussant les choses jusqu'à la provocation, j'ai proposé que nous tentions de « *fonder une position politique commune sur quelque chose de plus consistant que des intuitions, voire (à propos de la grève générale) sur de purs "paris" (au sens fort pascalien du terme)* ». Dans ce qui suit, je vais partir du texte de Laurent Cavelier qui a continué à écrire pendant l'été et qui a fait un grand effort pour chercher à fonder son appréciation de la situation sur des arguments aussi serrés que possible. (voir son article dans les pages suivantes). Mais je vais aussi revenir sur l'article publié par Charles Jérémie dans le n° 29 de *Carré Rouge*.

A PROPOS DE

« MARS ET DE MAI »

La tentation est forte de suivre Laurent Cavelier dans son appréciation plutôt optimiste et rassurante. Il est préférable de lui opposer des contre-arguments. Il ne fait aucun doute que les lois votées et appliquées, par exemple en matière de retraites, sont « *bien en deçà de ce que le capital financier veut imposer, et impose déjà en partie dans d'autres pays du monde* ». Elles n'en viennent pas moins grignoter peu à peu un ensemble d'institutions conquises par les salariés en France et auxquelles ils ont été adossés dans leur combat contre le patronat. Ce grignotage serait peut-être négligeable s'il n'était pas contemporain de processus redoutables d'atomisation des salariés du privé, à commencer par les ouvriers et les techniciens d'usine. Il en va ainsi même dans le « meilleur des cas », là où il n'y a pas eu fermeture totale du site et délocalisation. Sur des sites comme Montbéliard ou Belfort, peu de choses paraissent avoir changé en apparence. En fait l'entreprise comme unité a été détruite pour laisser place aux relations éclatées entre un donneur d'ordre et des sous-traitants qui sont des entités juridiques distinctes, avec des systèmes de commandement, des heures de travail et des grilles de salaires propres. A de très rares exceptions près, tous les combats contre les fermetures d'usines, même menés avec le soutien de la population locale, ont été perdus. La montée du chômage et sa permanence gangrènent tous les rapports sociaux, facilitant toutes les stratégies politiques et patronales de division entre les salariés. Sur la base de combats non menés ou de défaites circonscrites, et pas apparemment « dé-

cisive » en soi, le gouvernement et le patronat peuvent attaquer en enfonçant le coin de la division. C'est ce qui a été fait pour les retraites puisque le régime des salariés du privé avait déjà été modifié.

Il est également indiscutable que Chirac, Raffarin, Sarkozy et l'UMP sont sortis affaiblis du mouvement de mai-juin 2003, voire très affaiblis. Ils ont ensuite été battus dans les urnes. Les élections ont confirmé la perte profonde de *légitimité* politique qu'ils ont subie et qu'ils continuent à subir. Il reste qu'une fois les élections régionales et européennes terminées, le gouvernement Raffarin III est resté en place. « *Mars est sorti de mai* » : c'est le titre et le fil conducteur de l'article de Charles Jérémie dans le n° 29 de *Carré Rouge*. Mais au même titre que mai-juin 2003, mars 2004 reste pour l'instant exclusivement un chaînon *possible* dans un processus, dont l'issue repose, ici encore exclusivement, sur la reconstitution des facteurs subjectifs qui sont nécessaires au regroupement des salariés en tant que classe ou « collectivité », chez qui l'idée de la nécessité de l'auto-émancipation a vraiment commencé à prendre corps.

Pour l'instant on en est très loin. On est dans une situation où même « désavoué dans les urnes » le gouvernement peut se permettre de continuer la même politique. Il est acquis que Chirac va changer de Premier ministre en octobre ou au plus tard en novembre et procéder à un vaste remaniement gouvernemental. Le futur gouvernement sera frappé d'une illégitimité aussi grande que l'actuel. Les différentes fractions de l'UMP et de l'UDF et leurs chefs respectifs continueront à se faire la guerre. Mais les salariés continueront à être confrontés à la poursuite des privatisations et des réformes. L'ensemble des salariés

d'EDF ont combattu le changement de statut après qu'une large majorité l'a même repoussé lors du vote de janvier 2003. Dans les sondages, 80 % des personnes interrogées se sont exprimées contre. Intervenant après quinze ans ou plus d'expérience de privatisations des systèmes d'électricité, on sait qu'il s'agit d'une aberration dont seul le capital de placement financier est momentanément le bénéficiaire, tant que des rentes peuvent être tirées des investissements existants. Tous les cadres de la bourgeoisie française formés dans les écoles d'ingénieurs ont exprimé leurs réserves et posé la question de la nécessité du changement de statut. La loi a quand même été votée.

C'est donc au double bilan, celui de « mars » (2004) comme celui de « mai » (2003), que les salariés sont confrontés. En un an les salariés, à commencer par ceux des entreprises publiques et de l'État, ont exprimé une position majoritaire tour à tour par la grève et la manifestation et par le bulletin de vote. Ils ont peut-être eu la satisfaction de voir des ministres disparaître et Chirac et Raffarin s'affaiblir. Ils n'en vont pas moins subir une diminution sensible des retraites (sans parler des fortes pertes de salaire pour fait de grève). Ils vont également subir les effets d'une décentralisation qui, même menée à un rythme inférieur à celui qui avait été prévu, n'en contribue pas moins à l'atomisation syndicale et politique des salariés, dont les effets sont déjà sensibles à la SNCF où elle est en vigueur depuis huit ans. S'agissant des grandes entreprises publiques, ils vont subir des changements successifs de statut ainsi que des licenciements, à petite dose peut-être, mais au final massifs. Entre juin 2003 et juillet 2004, les opérations de « bousille » syndicale se sont multipliées.

Elles ont ouvert toute grande la voie à la loi en préparation sur la restriction de l'exercice du droit de grève.

ASSEMBLÉES DE GRÉVISTES ET CONTROLE VÉRITABLE DES GREVES

Laurent Cavellier reprend enfin l'idée que le résultat positif des mouvements de mai-juin et des intermittents se mesurerait par la tenue, en dehors des cadres établis par les appareils syndicaux, d'assemblées et de coordinations interprofessionnelles dans lesquelles des discussions d'un type nouveau auraient donné à ceux et à celles qui y ont participé « *une vision plus claire des rapports de forces sociaux et politiques ou des contours de la société à laquelle ils aspirent, plus humaine et plus solidaire, contradictoire avec les intérêts du capital* ». Nous avons été plusieurs, à commencer par moi, à avoir mis en valeur la tenue des assemblées, la teneur des discussions qui y ont eu lieu et la portée des aspirations qui ont commencé à s'y exprimer. Je ne voudrais pas que nous nous payions de mots et que nous donnions de « l'auto-organisation » une version extrêmement édulcorée, presque vide de contenu. Dans le terme « auto-organisation », il y a le mot *organisation*. C'est une des questions sur lesquelles il est proposé d'engager un travail collectif. Ici je dirai donc seulement ceci. Il me semble que les formes « d'auto-organisation » correspondent, sont en adéquation avec les buts du mouvement au cours duquel elles surgissent. Si certains des buts sont plus lointains, ne faut-il pas aussi qu'il en reste quelques traces plus pérennes.

Or s'agissant du mouvement de mai-juin 2003, l'enjeu immédiat était que

les enseignants et les salariés des entreprises publiques prennent entre leurs mains le contrôle et la direction du processus de « grève généralisante », et l'enjeu plus lointain, c'est que des structures issues des assemblées soient l'un des lieux d'élaboration de certains des éléments du programme pour un « autre monde ». Laissons de côté le second aspect pour nous concentrer sur le premier. Tant sur les retraites que sur le statut des intermittents, la force du mouvement a pris les directions syndicales (pas seulement la CFDT, mais les autres également) au moins partiellement par surprise, et a perturbé le scénario qu'elles avaient mis au point pour elles-mêmes, mais aussi avec le gouvernement et le MEDEF. Mais ensuite il s'est agi pour elles, presque comme pour Raffarin et Fillon, d'attendre que les grévistes s'épuisent. Elles n'ont jamais été débordées, encore moins confrontées même à l'amorce d'une forme d'auto-organisation contestant leurs « prérogatives ». L'enterrement de première classe du meeting de Marseille en a été l'expression. Dire cela, c'est exprimer mon désaccord avec l'appréciation de Charles Jérémie (toujours dans CR n° 29), comme quoi « *il s'en est fallu d'un fil* » pour que les enseignants, cheminots et fonctionnaires parviennent à briser le blocus des appareils syndicaux, à imposer la grève générale. Jérémie ajoute « *Peut-être que si tous les militants révolutionnaires avaient agi pour que la démocratie dans l'action l'emporte, la grève générale portée par des centaines de milliers de grévistes aurait submergé les confédérations, les obligeant à se soumettre. Tel fut le cas pour les dirigeants de la CGT à EDF* ». Regret et jugement nés de ce besoin d'être politiquement optimiste qui fait notre force mais aussi notre faiblesse à tous

autant que nous sommes à *Carré Rouge*.

Il me semble que pour tous ceux qui se sont engagés dans les combats, cela fait beaucoup de choses à digérer. C'est toute une situation et un ensemble de moyens d'action et leurs résultats qui doivent être reconsidérés. Quelle peut être la ligne de conduite lorsque ceux de votre camp, soit vous trahissent, soit sont en deçà de ce qu'ils promettent en se déclarant « révolutionnaires » ? Que faut-il faire et par où passe l'issue lorsque la politique que vous combattez continue à être appliquée quoi que vous fassiez dans les registres connus de l'action politique que sont la grève et la manifestation d'un côté, et l'usage du bulletin de vote de l'autre ? Dans le texte de juin, j'ai utilisé l'expression « *la barre est placée très haut* ». Je la réemploie : que faut-il faire pour se faire entendre dans un tel contexte ? que faut-il faire pour qu'un vrai coup d'arrêt soit porté aux politiques qui vous agressent et qui mettent l'avenir de vos enfants en péril ? Dans le n° 27 de *Carré Rouge*, j'ai soulevé l'hypothèse qu'un jour viendra peut-être le moment « *où une fraction significative des travailleurs français (prendront) conscience que s'ils veulent un "autre gouvernement", il faut qu'ils en créent les conditions eux-mêmes* » (et qu'ils y participent directement). Expression s'il en faut de l'optimisme que je porte chevillé au corps et que je cherche ici à réfréner.

LE « SOCIALISME-À-
RÉINVENTER »
COMME FACTEUR
POLITIQUE EN SOI

La prise de conscience des tâches à accomplir, comme celle de devoir les mener à bien soi-même comme classe

nous renvoie à la question soulevée plus haut de « l'utopie-à-re-crée », du « socialisme-à-réinventer ». Je soumetts donc à la discussion l'idée selon laquelle cette question, et la lenteur extrême avec laquelle elle est abordée au sein du « mouvement social » et de ce qui peut rester du mouvement ouvrier, ont un rôle qui a été très fortement sous-estimé dans nos débats à *Carré Rouge*. Je pense qu'elles sont devenues un facteur constitutif de la situation politique en soi, et qu'aux côtés de facteurs objectifs tenant à la réorganisation de l'exploitation, du type de celles évoquées plus haut, elles pèsent sur la décision des salariés au moment où il faut agir. L'optimisme propre à ceux qui veulent en finir avec le capitalisme fait que je veux encore croire à la fois au fait que nous parviendrons à engager enfin ce travail (le *nous* étant les salariés et toutes les structures politiques et associatives acquises à l'idée qu'il faut vraiment vite définir cet « autre monde » à construire sur la base du démantèlement du capitalisme) et au fait que les progrès serviront de point d'appui pour le renforcement, tant de la volonté de lutter que de celle d'en arracher le contrôle aux appareils.

Le travail se met en route d'autant plus difficilement et lentement qu'il rencontre ce que j'ai nommé, dans un texte de discussion écrit fin mars, des « freins internes » au mouvement des salariés, dont l'élément le plus fort est le positionnement qui caractérise une couche charnière de militants syndicaux (surtout à la CGT), comme legs non encore surmonté du stalinisme. Leur négativité, sinon leur cynisme pèsent sur les salariés et les freinent dans la lutte (cela a été fortement le cas à EDF). Là où les débats s'ouvrent avec difficulté, comme à ATTAC, ils servent volontiers de plate-forme aux

« utopies réactionnaires » relatives à la re-régulation possible du capital mondialisé, idées qui dominent au sein du mouvement anti-mondialiste. Au total, je pense que pour l'instant la meilleure mesure de la progression du mouvement des salariés vers la conscience des tâches à accomplir et des obstacles à vaincre sera le contrôle effectif qu'ils exerceront sur la conduite des luttes, chaque fois qu'ils se seront décidés à s'y engager, et notamment à entrer en grève. La conscience d'être confrontés à un travail de bousille de la part des appareils est déjà forte. Le vote d'une loi restreignant le droit de grève peut être une « victoire à la Pyrrhus » pour la bourgeoisie, dans la mesure où elle pourrait conforter les travailleurs dans leur décision de ne se lancer que dans des mouvements dont ils garderaient le contrôle.

TOURNANTS BRUSQUES ET VERROUILLAGE DES ISSUES POLITIQUES

Cela posé, je ne peux que me remémorer une caractérisation politique de Trotski, selon lequel l'ère de la domination du capital financier est celle des « tournants brusques ». Charles Jérémie l'a fait également dans son article de juin en disant que nous sommes dans une période caractérisée par « *la rapidité des changements* ». Je soulève la question ici en relation avec la perte de flexibilité des systèmes de domination politique et avec le degré auquel le contenu de la « démocratie » (c'est-à-dire ses limites très, très étroites et sa sphère d'application toujours plus restreinte) est maintenant mis à nu. En France, mais aussi dans tous les pays d'Europe (pour s'en tenir au voisinage politique dont les événements nous affectent de façon immé-

diante), les bourgeoisies et les élites politiques de toutes couleurs ont mis en place sous la pression du capital, incarné par les grands groupes industriels et les fonds de placement financier ainsi que des États qui en prennent les intérêts totalement en charge, des systèmes politiques marqués par un degré très élevé de blocage des issues politiques et constitutionnelles « légales ». Le verrouillage politique face aux revendications des travailleurs comprend des niveaux différents, parmi lesquels celui toujours plus important des *Traités européens*. Les travailleurs sont confrontés au discours de « *la seule voie possible* », du « *ailleurs c'est comme ça, donc aussi ici* », de « *l'adaptation nécessaire* ».

La bourgeoisie paraît avoir fait de plus en plus ouvertement le pari cynique de la fatigue et de la résignation politiques des salariés, ainsi que de l'efficacité de l'exercice de la domination par la marchandise et l'argent et par « l'imaginaire » qui leur sied (voir les déclarations de Patrick Le Lay, qui auraient été considérées comme impensables il y a peu de temps encore) [1]. Le pari me paraît singulièrement risqué. Ce verrouillage, ce blocage sont-ils tenables dans des pays ayant le parcours historique de la France ? Sans pouvoir répondre autrement qu'en laissant libre cours de nouveau à mon « optimisme de militant », il me paraît nécessaire d'inscrire dans la situation (celle des deux ou trois années à venir) la possibilité qu'éclatent des formes « d'impatience » sociale brutales.

A PROPOS DU PARTI SOCIALISTE ET DU NON À LA « CONSTITUTION EUROPÉENNE »

C'est dans ce contexte qu'il faut situer

les répercussions et les prolongements possibles du vote PS aux régionales de 2004. Il serait nécessaire de reprendre en détail et de soumettre à une critique serrée tout ce que nous avons écrit dans *Carré Rouge* depuis le 21 avril 2002 au sujet du PS. Nous nous sommes enfermés dans la situation qui nous a conduits à sous-estimer, comme Charles Jérémie l'a écrit, « *la radicalisation politique antilibérale de masse qui enfle et donc à "zapper" le second tour* ». La LCR et LO n'ont pas été seuls à annoncer qu'ils ne voteraient pour le PS sous aucune condition. *Carré Rouge* l'a fait aussi. S'il en a été ainsi, c'est que nos discussions sur le PS ont dû être singulièrement imprécises, ce qui est d'autant plus surprenant et fâcheux que pas mal de membres du collectif ou de lecteurs de *Carré Rouge* y mènent une activité militante. Je ne vais pas tenter d'y remédier à moi seul en ajoutant de longs développements à ce texte, et je vais donc me limiter à de brèves remarques.

Le Parti socialiste est un parti dont la fonction politique a toujours été de canaliser et de discipliner les aspirations populaires au changement, même si, pendant des décennies, il a pu s'abriter derrière le PCF. Son existence a été indispensable pour la domination du capital sur les salariés en France. Dans les années 1980 et 1990, un pas de plus a été franchi. Celui de l'acclimatation en France de la mondialisation du capital. A lui seul, Parti socialiste a fait plus que les formations politiques de la bourgeoisie pour reconfigurer la société française dans le sens de son adaptation au régime économique et à l'*ethos* de la mondialisation du capital présente comme l'expression contemporaine de la modernité et du progrès. Sa participation de premier plan à la « convention » présidée par Giscard

d'Estaing et à la rédaction des textes préparatoires à la prétendue « constitution européenne » n'en a été que le dernier épisode, en même temps qu'une des expressions les plus voyantes. Cela fait, selon moi, de ses dirigeants et de son appareil, non plus ceux d'un parti « ouvrier-bourgeois », mais ceux d'un parti bourgeois tout court. Mais cela ne suffit pas à effacer la longue histoire du Parti socialiste, d'abord comme parti ouvrier authentique, et ensuite comme parti « ouvrier-bourgeois », encore capable à des moments critiques de recevoir et de traduire en lois les pressions de la classe ouvrière pour un changement profond, pour de vraies réformes. L'effondrement du PCF et l'absence de tout autre cadre politique attractif et crédible aidant, le Parti socialiste garde donc des militants dont la référence demeure les intérêts de classe des salariés, et il en attire même encore de nouveaux, fût-ce en petit nombre. Indépendamment de leur rôle pour appuyer les carrières de tel ou tel, la fonction des dirigeants des courants « gauche » à l'intérieur du PS est d'organiser, et bien sûr aussi de canaliser, une partie de l'activité de ces militants.

Le succès électoral très fort du PS aux régionales les a ragaillardis. Le contenu anti-libéral très marqué du vote de mars a renforcé de façon quasi mécanique les positions de la « gauche ». Elle a donc eu pour effet de consolider l'hostilité des militants de ces courants à la « constitution européenne », ainsi que leur détermination à la combattre. Il est hors de doute que le ralliement au *Non* de Laurent Fabius repose sur des ambitions politiques personnelles. Mais il faut comprendre les raisons et la portée de sa décision. Lorsque les commentateurs disent que sa décision traduit le fait que c'était toujours « par la gauche » que la prise de pouvoir au PS se fait, ils ne font qu'exprimer à leur façon la physiologie particulière que j'ai cherché à définir plus haut. L'une des questions en jeu maintenant est de savoir si les militants antilibéraux regroupés dans les courants « gauche » vont vraiment contribuer à faire le lien, dans la lutte des classes, entre la politique de Chirac-Raffarin-Sarkozy (à commencer par la nouvelle vague de privatisations en cours), et la campagne qu'ils vont engager, d'abord au sein du PS, puis dans le pays pour le *Non* à la « constitution européenne ».

Les dirigeants, sinon les militants, des courants « gauche » sont anti-libéraux, rien de plus. Le terrain de campagne des courants « gauche » du PS va donc être de façon prédominante celui de la re-régulation nécessaire, et selon eux parfaitement possible du capital mondialisé, avec la mise à jour de diverses recettes d'inspiration keynésienne. Autant il est indispensable d'apprécier le pas que ces courants font comme très **positif**, autant il faut que nous défendions nos propres positions dont le cadre est le combat pour les États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe [2]. Nous contribuerions alors déjà un peu à la création des bases pour la reconstruction par des milliers de femmes et d'hommes de cette « utopie-à-recréer », de ce « socialisme-à-réinventer ».

Notes

1- Voir l'article de Jacques Kirsner dans la rubrique Rebonds de *Libération* du 1^{er} septembre 2004.

2- J'ai cherché à en concrétiser un peu le programme dans mon article sur l'Europe dans *Carré Rouge* n° 29.

Cette contribution a pour objectif d'ouvrir la discussion sur un certain sentiment de défaite ressenti par de nombreux salariés, militants ou non, qui ont été des animateurs des luttes de l'année écoulée. D'où vient ce sentiment de défaite : des luttes elles-mêmes ou de la manière dont elles ont été interprétées ? Que nous ont-elles appris ? Ces questions mettent en cause la place, mais aussi l'utilité d'un point de vue et d'une pratique politiques des conflits sociaux pour combattre les forces du capital. Un chantier prioritaire pour reconstruire un mouvement pour changer le monde, adapté à notre époque.

Un an de luttes sociales et politiques, d'échéances électorales

Quelles relations ? Quels enseignements ?

DE QUELLES LUTTES PARLONS-NOUS ?

Même s'il s'agit des conflits sociaux les plus récents, je ne parlerai qu'à peine des réformes concernant l'Assurance-maladie, ni d'E.D.F. Pour l'Assurance-maladie, on ne peut pas vraiment parler de lutte sociale, c'est-à-dire de processus mettant en mouvement sur une période plus ou moins prolongée une fraction des couches populaires, consciemment engagée dans un rapport de forces. En ce qui concerne l'E.D.F., c'est faute de données suffisantes. Mais les choses sont peut-être amenées à durer et nous pourrions alors peut-être collectivement en rassembler davantage. Je ne

ferai qu'une brève incursion dans les différents conflits qui ont essaimé dans certaines entreprises autour des conditions de travail, des salaires, des licenciements. Non pas qu'ils ne soient pas déterminants pour comprendre le rapport des forces entre la classe des travailleurs et la classe des capitalistes. Mais en fait, en rendre compte est hors de portée pour l'instant, sauf de manière générale, et hormis le conflit autour de la fermeture de S.T.Microelectronics à Rennes, il n'y a pas eu de nouveautés significatives dans la manière dont ces conflits ont été menés durant l'année écoulée.

Des conflits qui présentent des traits nouveaux et ont eu une portée politique plus large ont occupé le devant

de la scène depuis plus d'un an : les chômeurs « recalculés », les chercheurs, les intermittents, et puis... mai-juin 2003.

C'est autour de cette date qu'il faut commencer à faire porter la discussion : elle n'est pas sans enjeu. Dans beaucoup de propos et dans un certain nombre d'écrits, on parle du « conflit de mai-juin 2003 sur les retraites » (pour expliquer que le poids de la défaite de ce conflit pèse sur la situation politique et sociale).

Or, il y a maldonne. Au printemps 2003, des personnels de l'Éducation, principalement enseignants, étaient en mouvement, certains depuis mars (au Havre, à Marseille...) d'abord autour de revendications propres à l'Éducation nationale : la lutte contre les suppressions de postes consécutives aux cartes scolaires, qui sont en général connues après les vacances de février ; la dimension de la lutte contre la précarité des emplois qui, cette année, a été plus présente ; et enfin certaines mesures de préparation des rentrées futures, dont la principale était un mouvement de décentralisation de moyens et de gestion de certaines catégories de personnels (médecins scolaires, assistantes sociales, infirmières, personnels T.O.S.). Entamés dès mars et avril, ces mouvements ont intégré la question des retraites fin avril-début mai, et surtout à partir du 13 mai pour la majeure partie des personnels de l'Éducation nationale, mais ils ont également perduré après que tout mouvement significatif sur les retraites ait cessé, : de la mi-juin à la fin juin pour certains personnels.

Certains personnels de l'Éducation nationale n'étaient attachés qu'à cette dimension spécifiquement Éducation nationale du conflit, tandis que d'autres l'étaient plutôt à la lutte pour la défense du système des retraites.

Mais force est de constater que deux mouvements se sont superposés, l'un généré par l'autre. Une discussion utile pour tous pourrait porter sur la réalité du mouvement sur les retraites en dehors de l'Éducation nationale et en dehors des quelques journées d'action balisées par les syndicats, non pour relativiser la portée politique et « généralisatrice » des deux mouvements du printemps (on y reviendra), en dehors de réalités locales mais au contraire à l'échelle nationale, mais plutôt pour savoir de quoi on discute et de la réalité de la perception de la « défaite » dudit mouvement sur les retraites. A ce titre, on pourra étudier de près les chiffres des grèves pour l'année 2003 que le ministère du Travail publiera comme d'habitude à l'automne prochain.

QUELLES DÉFAITES ?

Pour apprécier l'ampleur d'une défaite, il faut apprécier l'ampleur d'une attaque.

Or on a sans doute tous lu ou dit quelque part, qu'à la fois le gouvernement Raffarin était le plus libéral que la France ait connu depuis des années (voire qu'il s'agissait d'un gouvernement « ultralibéral ») et que Chirac se situait « à gauche de Tony Blair ».

Concernant la réforme des retraites, celle sur l'Assurance-Maladie ou E.D.F., il ne me paraît pas juste de dire qu'il s'agit de réformes « ultralibérales », et encore moins qu'au travers de ces réformes « tout se joue » à chaque fois. Ces offensives enfoncent des coins, créent pour la bourgeoisie des points d'appui qui sont défavorables aux travailleurs et à la société dans son ensemble. Le fait d'ailleurs que ce gouvernement ait décidé de s'attaquer à ces chantiers marque une avance de l'offensive libérale : une fraction plus conséquente des ri-

chesses servira à assouvir les besoins du capital financier, tandis que moins d'argent et de compétences seront disponibles pour la collectivité et en particulier pour les plus démunis.

Surtout, cela participe d'une logique où le chacun pour soi, qui profite aux plus forts, progresse aux dépens de la prise en charge collective des besoins sociaux, des services publics.

Mais c'est bien en deçà de ce que le capital financier veut imposer, et impose déjà en partie dans d'autres pays du monde. Les institutions internationales, la presse, les hommes politiques qui se font le relais de ses intérêts le déplorent à longueur d'articles, de rapports, de déclarations : « *la France est en retard par rapport à ses concurrents, ne serait-ce que britanniques ou allemands, pour ne parler que de l'Europe !* »

Occulter cette réalité, c'est passer sous silence la crainte réelle de nos « responsables » vis-à-vis des réactions toujours imprévisibles et de la force des couches populaires. Car c'est en grande partie ce qui explique leur relative modération par rapport aux gouvernements des autres pays. Il serait trop long d'en démontrer le mécanisme historique précis, mais au Royaume-Uni et aux USA par exemple, il n'y a pas eu de mouvements comparables à mai 1968 en France. Les contre-réformes libérales ont pu démarrer plus tôt et à partir d'un rapport de forces plus dégradé, dès les années 1970-1980. En France, l'offensive anti-ouvrière a été plus tardive (essentiellement à partir des gouvernements de gauche, dès 1983) et n'a pas porté d'emblée sur le cœur de l'Etat-Providence. Ces dernières années, le travail « préparatoire » opéré dans les années 1980-1990, mais également le « retard » accumulé par le capital financier français vis-à-vis de ses concurrents, ont rendu

une offensive libérale plus crédible et plus urgente du point de vue des classes dominantes. Mais nous ne sommes plus à l'époque du libéralisme triomphant : les résistances ont repris, et même si Madelin ou Sarkozy attendent leur heure pour 2007, Chirac et Raffarin, soucieux de leurs postes et de maintenir la « cohésion » sociale propice aux affaires de la bourgeoisie, sont contraints d'avancer prudemment dans la voie de « la réforme ».

Comme d'ailleurs un peu partout dans le monde.

S'agissant des réformes sur les retraites, les systèmes de santé, de distribution de l'énergie, des télécommunications, de l'éducation, etc., même les États les plus « libéraux » de la planète (Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, USA) mènent des politiques sur vingt ou trente ans depuis les années 1970. Il faut ajouter que même dans ces pays, on mesure encore l'écart entre les fantasmes les plus libéraux inspirés par la pensée de Hayek et la réalité. La contre-offensive entamée par la classe bourgeoise à l'échelle planétaire contre les droits sociaux et culturels des individus est une guerre, ponctuée de batailles. Certaines sont décisives, modifient le rapport politique entre les classes. D'autres le sont moins.

Les trois offensives menées en France contre les droits des travailleurs pendant l'année écoulée (retraites, assurance-maladie, statut d'E.D.F.) étaient-elles des batailles décisives ? Difficile de répondre. Mais je crois que répondre a priori par l'affirmative procède d'une déformation activiste, anarcho-sindicaliste peut-être, où les rapports de force entre les classes ne sont envisagés qu'au travers des résultats immédiats des luttes sociales. Osons deux hypothèses. La première consisterait à dire que si les tra-

vailleurs ne se sont engagés qu'en partie (faiblement, très faiblement) dans certaines batailles, ce n'est pas seulement parce qu'ils les estimaient perdues d'avance. Ça ne signifie pas forcément d'ailleurs qu'ils n'ont « pas le moral » : ils peuvent estimer que, par rapport à d'autres batailles perdues, plus importantes, celles qu'ils devaient mener étaient de peu d'importance immédiate, ou bien encore que le rapport rationnel entre le coût du sacrifice à consentir et le gain espéré était peu avantageux. Cette hypothèse est bien entendu à discuter.

VICTOIRES POLITIQUES

La deuxième hypothèse interroge tout autant (et même davantage) les pratiques militantes.

Le bilan d'une bataille se discute en considérant tout autant ses résultats sociaux immédiats (relatifs aux efforts réellement consentis) que ses résultats politiques. L'échec électoral récent des organisations d'extrême-gauche, censées incarner au plus près l'esprit des mouvements de mai-juin 2003, pourrait faire oublier que les dernières élections, en particulier régionales, ont été ressenties comme une gifle infligée au gouvernement, c'est-à-dire comme représentant dans une large mesure (mais pas exclusivement) le contre-coup politique de ces mouvements. Pas simplement une revanche ! Car le mot pourrait renvoyer à un acte électoral désespéré d'un mauvais perdant. Non, les dernières élections ont signifié que le gouvernement de Raffarin n'était plus légitime, parce que la légitimité, ce sont les acteurs des luttes de 2003-2004 qui l'ont gagnée ! Et cela, c'est fondamental ! Cela, c'est une victoire inestimable !

Preuve en est que les enseignants ont viré Ferry. Que les intermittents ont

viré Aillagon. Que si Haigneré a été maintenue à la Recherche, c'est pour mener une politique exactement contraire à celle qu'elle s'est échinée à défendre contre les chercheurs. Et au-delà de telle ou telle mesure ponctuelle, Chirac, en peine de légitimité, réenfourche son costume d'Abbé Pierre-Che Guevarra, pourfendeur des injustices sociales !

Ce sont des victoires, certes limitées, mais bien réelles. Des points d'appui pour tous ceux qui luttent, car elles témoignent de leur force et des faiblesses de ceux d'en face.

Et puis n'oublions pas que Ferry a remballé une partie importante de son projet de décentralisation : la gestion par les collectivités locales des médecins scolaires, des infirmières, des assistantes sociales. Les T.O.S., qui constituent près de 90 % des effectifs concernés, sont toujours sous le coup de cette réforme. Cela s'explique assez facilement par les difficultés rencontrées par leur mobilisation qu'a attesté le mouvement de l'an dernier. Mais là encore, tout n'est pas joué. Le peu d'empressement que manifestent les élus locaux (et pas seulement de gauche) à accueillir cette réforme laisse une certaine latitude. Il souligne une autre victoire politique du mouvement de l'Éducation nationale du printemps : avoir prouvé aux usagers-électeurs que cette réforme inutile ne tenait pas debout.

N'oublions pas, non plus, les reculs réels ou partiels sur les questions des intermittents et des chercheurs. Même si, de ce côté-là également, les choses ne sont pas jouées et s'il faudra accumuler des données permettant d'apprécier si le gouvernement « reprend du poil de la bête » ou pas. Ces reculs ont paru d'autant plus réels et spectaculaires au printemps dernier qu'ils se sont étendus à une catégorie qui avait peu défilé dans la

rue : les chômeurs « recalculés ». Est-ce qu'on ne peut pas dire que, par extension, et un peu par procuration, ils ont eux aussi gagné la bataille de la « légitimité sociale » entamée par les enseignants, prolongée par les intermittents, exprimée au Larzac et sanctionnée par les urnes aux dernières élections ?

Il serait important d'évaluer, d'une part, dans quelle mesure cette conquête d'une autre légitimité, celle de la rue, du collectif, du partage, de valeurs plus humaines, contre celle du capital incarné par le baron Seillères et le gouvernement Raffarin a affecté ou pas d'autres catégories des couches populaires ou de la jeunesse (Si oui, lesquelles ?), et d'autre part, s'efforcer de comprendre ce qu'il en reste face au poids réel (il ne s'agit pas de le nier !) de l'amertume, face aux victoires incomplètes ou à ce qui est perçu comme des défaites.

Deux choses en tous cas sont certaines, et cela me paraît être des pistes sur lesquelles il faut travailler. La première, c'est que les résultats électoraux ne traduisent pas nécessairement un désenchantement. On peut très bien comprendre l'ampleur de l'abstention dans les milieux populaires et dans la jeunesse comme une compréhension avancée de l'(in)utilité des élections. Quant aux résultats de l'extrême-gauche, ils peuvent également traduire le fait que les aspirations et la légitimité sociales qui se sont incarnées dans les luttes de 2003-2004 ne sont pas retrouvées dans le discours proposé : les acteurs des luttes de l'an dernier parlaient de « problèmes de société », de « crise de civilisation », de « place de la culture, de l'éducation, de la recherche », etc. On leur a répondu : plan d'urgence et grève générale... Voici pour la première chose.

Second point : si, pour faciliter l'expo-

sé, on délimite une sphère sociale et une sphère politique, les résultats globaux d'une bataille doivent embrasser les deux niveaux. Pour poursuivre un peu dans le sens de la provocation, il y a des victoires qui affaiblissent (si elles sont menées de bout en bout par des bureaucrates plus ou moins corrompus qui se servent des travailleurs comme de masses de manœuvre, comme jadis aux USA ou ailleurs) et qui renforcent la dépendance des travailleurs ; mais il peut y avoir aussi des défaites, des semi-défaites, des « matches nuls » qui renforcent : si les travailleurs se sentent plus forts, plus légitimés en tant que classe, s'ils ont une vision plus claire des rapports de forces sociaux et politiques, mais aussi des contours de la société à laquelle ils aspirent, plus humaine et plus solidaire, contradictoire avec les intérêts du capital.

Une approche purement activiste des conflits sociaux ne peut pas « acter », voire ne peut pas « entendre » de telles modifications. Elles sont pourtant fondamentales. Et pour compter, elles ont besoin d'être rendues intelligibles par des tracts, des discussions, des réunions, des brochures, pendant et après un conflit. Ce travail est indispensable pour construire un projet de changement de société en dialogue avec les aspirations des couches populaires et des jeunes qui se battent. Il ne peut être d'ailleurs envisagé que dans ce sens. Il incite en amont à une autre forme de militantisme. Cela a son importance pour le déroulement même des conflits, mais surtout, pour les traces politiques qu'ils laissent. Objectifs, les rapports entre les classes ne le sont pas tant que cela. C'est aussi l'oubli de la subjectivité, tant des travailleurs que de l'action révolutionnaire, qui renforce ou non la domination des classes possédantes.

MOUVEMENTS DE

MAI-JUIN 2003,

INTERMITTENTS,

CHERCHEURS :

TRAITS COMMUNS

ET DIFFÉRENCES

• **Enseignants, intermittents, chercheurs : des mouvements qui surprennent et bousculent les schémas**

Ayant milité successivement dans trois organisations d'extrême-gauche, en tant qu'enseignant, j'étais habitué à considérer ma profession comme une sorte de maladie honteuse, bien que cette catégorie ait été mobilisée comme aucune autre ces dernières années (en 1995, en 2000 pour les mobilisations les plus importantes). En était-il de même pour des révolutionnaires intermittents du spectacle, voire chercheurs, qui ne font vraiment pas partie du « cœur de la classe ouvrière » ? Toujours est-il qu'en matière de lutte sociale, c'était évident, les enseignants ne pourraient pas initier un mouvement contre la loi Fillon sur les retraites. Des camarades expérimentés me le disaient : on pouvait attendre quelque chose des cheminots, mais des enseignants...

Sans tomber dans un corporatisme à rebours, j'ai d'ailleurs fait l'expérience, à Rouen, de ce que le mouvement de l'Éducation Nationale n'était compris par les militants révolutionnaires que comme un point d'appui à un mouvement « inter-pro » devant entraîner en premier lieu, cela allait de soi, les cheminots... Un mouvement et pas deux pouvant s'enrichir et s'entraîner l'un l'autre. Une grave erreur sur laquelle il est impossible de revenir ici dans le détail : il serait cependant intéressant de savoir s'il en a été de même ailleurs.

Deux mouvements, cela voulait dire au moins deux modalités d'action, là encore complémentaires.

La « grève générale », portée et limites

Dans le cadre du mouvement sur les retraites, la généralisation du conflit, par en bas, s'est imposée comme le moyen le mieux adapté aux enjeux de la lutte et aux catégories en mouvement. Elle s'est heurtée aux directions syndicales. Mais pas seulement. Si elle rencontrait un certain écho dans d'autres catégories de la Fonction publique, il y avait le problème, dans d'autres secteurs, en particulier dans le secteur privé, de l'homogénéisation des revendications. Les fractions les plus combatives du mouvement ont mis en avant, ici et là, le retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous, secteur public comme secteur privé. Dans quelle mesure cela a-t-il été perçu largement ? Est-ce que cela n'apparaissait pas comme un combat perdu depuis longtemps par les travailleurs du secteur privé, alors que d'autres soucis émergeaient pour eux ? En regardant les banderoles des entreprises privées lors des grandes manifestations de mai, j'ai été frappé que telles ou telles délégations d'entreprises (et elles furent nombreuses le 13 et le 25 par exemple) apportaient leurs préoccupations : sur des bouts de cartons ou de tissus plus ou moins fabriqués à la hâte, mais dont on s'apercevait qu'elles émanaient des travailleurs eux-mêmes, figuraient les luttes contre les licenciements, la précarité, les conditions de travail (beaucoup), les salaires, etc. La grève se généralisait politiquement dans les têtes. Des fractions du monde du travail s'approprièrent un mouvement initié par d'autres, sur d'autres bases. Il n'y pas eu de traduction politique de cela. Il y aurait fallu une réflexion

et une action politiques collectivement organisées : en faisant le lien (facile) entre la préservation des régimes de retraite et l'interdiction des licenciements ? En demandant la démission du gouvernement ? En mettant en avant un autre projet de société ? A-t-il manqué un meeting au stade Charletty, organisé pour tous ceux qui en voulaient au gouvernement et aux patrons entre le 13 et le 25 mai ? Difficile de répondre. Difficile de répondre aussi sur l'efficacité qu'aurait eu une telle démarche faute d'avoir été tentée, mais c'est peut-être ce manque politique également qui est revenu en boomerang vers l'extrême-gauche lors des dernières élections.

Que l'on se comprenne bien : il ne s'agit pas ici de dénigrer le travail des militants révolutionnaires (j'en ai fait partie) qui ont animé à un degré ou à un autre les mouvements de mai-juin 2003. Mais *l'alpha* et *l'oméga* de la politique des révolutionnaires dans un mouvement ne peut pas se satisfaire de se limiter 1/ à appeler et à favoriser la lutte ; 2/ à appeler et à favoriser « l'auto-organisation » des travailleurs ; 3/ à appeler et à favoriser la grève générale. Cela, c'est du syndicalisme radical, foncièrement utile et en conflit avec les politiques des bureaucraties syndicales, d'accord, mais qui n'apporte pas en soi une plus-value politique : exprimer le contenu politique des mouvements, plus ou moins accessible à la conscience, pour autant qu'il renforce la confiance et la conscience des travailleurs.

D'ailleurs, quelle crédibilité individuelle et collective a-t-on lorsqu'on est sans cesse, celui, celle ou ceux qui appellent tout le temps à la lutte ? Répond-on absolument aux besoins de ceux qui vivent et travaillent autour de nous qui, parfois, voudraient sim-

plement comprendre ?

« L'auto-organisation » n'est pas non plus une fin en soi quand la multiplication des réunions, les modes de prise de parole écartent ceux qui auraient des choses à dire, mais ne le font pas parce qu'il y en a toujours qui parlent plus, plus longtemps et « mieux » qu'eux.

Quant à la grève générale...

Présentée systématiquement comme ce à quoi il faut parvenir dès qu'un conflit éclate ou même avant qu'il n'éclate, est-ce qu'elle ne peut pas avoir un caractère inhibiteur ? Dans quelle mesure ceux qui la promeuvent à tout bout de champ y croient-ils réellement ? Tout le temps ? Dans toutes les conditions ? J'ai assisté au printemps dernier à une réunion politique où la perspective de la grève générale était mise en avant comme l'horizon vers lequel devraient travailler les militants et les travailleurs d'E.D.F. Était-ce crédible ? N'en arrive-t-on pas à un usage abusif du mot ?

Pourquoi la grève générale ? Pour bloquer l'économie, répond-on parfois. Pour mettre la classe dominante en situation de crise sociale et politique.

Mais entre le néant et la crise sociale et politique, que peut-on faire ?

Les enseignants, les intermittents, les chercheurs ont en partie répondu à cette question.

Des luttes politiques

Dans leur mouvement contre la loi Ferry, les enseignants ont amorcé le mouvement. Difficile pour eux de bloquer l'économie, alors autant mettre les usagers de leur côté (les parents), et tant qu'à être enseignant, autant faire de la pédagogie politique. D'abord, réunions de formation intenses à l'interne : une fois, deux fois, trois fois, autant qu'il fallait,

comprendre les réformes : leurs tenants idéologiques, leurs aboutissants, repérer les citations révélatrices de tel ou tel ministre, sous-fifre, homme politique. Et puis le grand saut : expliquer, une fois, deux fois, dix fois en réunion, sur un marché, sur Internet... bref, travailler « l'opinion publique » comme le ferait le plus performant des *Think tank* libéral, mais avec beaucoup plus d'arguments : l'avenir des enfants en jeu, l'égalité des chances, un problème de société. Bref, la politique sans langue de bois.

Les intermittents, eux, disposaient de moyens de pression économiques plus substantiels : les festivals et leur économie, au moins dans les rares cas où ces festivals ont un impact réel sur l'économie d'une ville. Mais ils n'ont pas choisi la brutalité : l'annulation d'Avignon, il fallait aussi l'expliquer. Et ils l'ont fait eux aussi, avec leurs moyens, plus spectaculaires : culture en danger, etc. Ils ont moins souffert que les enseignants du complexe de parler en tant que travailleurs : évidemment, la question de la précarité créait des ponts avec de nombreux travailleurs.

Tous comme les chercheurs d'ailleurs, qui ont su également parler simultanément des conditions de travail et de salaires et de la recherche fondamentale.

Bilan des courses : des catégories pas forcément centrales dans le monde du travail, c'est vrai, plutôt vécues traditionnellement comme privilégiées ou marginales, ont gagné le respect du monde du travail et au-delà (80 % d'opinion publique favorable pour les chercheurs).

Cela est extrêmement riche d'enseignements et prometteur pour la suite.

Dans un rapport de forces il est vrai globalement dégradé, où aucune or-

ganisation n'est en mesure d'unifier socialement ceux qui résistent à la pression du capital, c'est finalement par le biais politique que des secteurs parviennent à se faire entendre. Une lutte d'une catégorie n'est pas forcément catégorielle, encore moins corporatiste. Tout dépend de la manière de s'adresser à l'ensemble de la société. Gagner l'opinion publique devient un enjeu de la lutte de classes, et cette inflexion témoigne d'évolutions profondes. D'une part de la place qu'occupe le monde du travail dans la société : était-il capable d'avoir un point de vue sur l'éducation, la culture, la recherche il y a un siècle ? Non, car ces domaines n'étaient pas son fait. D'autre part de l'évolution des conflits, y compris ceux qui paraissent les plus minimes par leur surface sociale : à l'époque de la globalisation financière, ils posent inévitablement des problèmes de société (alors ne sont-ils pas aptes à générer un programme pour une autre société?).

La bataille de l'opinion comme horizon pour des luttes isolées, c'est ce qui se fait jour également dans des luttes contre les licenciements (notamment S.T. Microelectronics), mais c'est aussi tout le travail qui a été mené au travers de la lutte des « recalculés ».

A l'inverse, la force sociale des salariés d'E.D.F. n'aurait-elle pas été utilisée à meilleur escient à descendre sur les marchés, à parler avec des usagers, à répondre aux messages mielleux et rassurants de Sarkozy qui ont en partie gagné l'opinion publique à sa cause ? Chaque gréviste se transformant en V.R.P. de la lutte pour la défense du service public n'aurait-il pas été plus efficace que des « actions » dites de « blocage de l'économie » dont certaines n'ont eu pour effet que de bloquer l'élan de

sympathie vers les grévistes ?

D'autres traits communs

Mettre en regard les conflits de 2003 avec celui de l'E.D.F. a un sens.

Les trois conflits de 2003 plus particulièrement étudiés ici ont été des victoires partielles, au pire des « matches nuls », qui ont au minimum renforcé le sentiment de légitimité de ceux qui les ont menés.

Ils ont auguré d'autres modes de luttes sur lesquels on va bientôt revenir mais dont le plus important à été d'échapper au mode traditionnel de « la grève générale ou rien » pour s'orienter vers des conflits dont la portée politique à elle seule a déstabilisé le gouvernement, quelle que soit la taille du secteur concerné (là encore, ce n'est pas forcément le nombre qui fait la force).

Ils ont été marqués par un fort degré d'auto-organisation au sein duquel l'utilisation d'Internet a pris tout son sens comme réseau d'informations, à la fois sur l'évolution du conflit, l'échange de textes, d'arguments, et comme véhicule d'idées.

Mais ce qui est remarquable également, c'est que ces trois conflits qui ont si bien su « inventer » ou ré-inventer ont eu lieu dans des secteurs où la présence syndicale est, soit peu déterminante (enseignant), soit carrément faible (intermittents, chercheurs). Et quel contraste avec le lourd « bastion » qu'est E.D.F. Bastion de quoi au fait ?

N'a-t-on pas vu ces deux années le présent, le futur, chevaucher le passé du mouvement ouvrier ?

Est-ce qu'il n'y a pas de leçon à tirer pour chaque militant ?

Soyons plus nuancé : des formes d'auto-organisation sont apparues à E.D.F., un souci pédagogique même, et, même si certaines coupures ont été très discutables, une capacité à

enfreindre les tabous.

Les enseignants ne sont pas allés jusqu'à enfreindre le tabou des examens, mais ils ont été au bord d'y parvenir. Il faudra étudier les possibilités pour d'autres fois, peut-être, en s'inspirant des intermittents et des chercheurs, moins encadrés syndicalement. Comment ceux-ci ont-ils procédé ? A chaque fois, ils ont expliqué, réexpliqué patiemment leurs problèmes, en quoi cela posait des problèmes à la société. Puis ils ont fixé des échéances : Avignon, Aix-en-Provence... ou la démission collective des chefs de laboratoire, et ils s'y sont tenus. Ils ont franchi les Rubicon. Mais ayant pris soin à l'avance d'expliquer clairement de quoi il retournait, c'est à chaque fois le gouvernement qui a endossé la responsabilité des tabous brisés. Pour tous les travailleurs, surtout ceux des services publics, ce sont des exemples à travailler.

EN GUISE

DE CONCLUSION

PROVISOIRE

Cette contribution est une invitation

à la discussion.

Elle peut paraître en tout ou en partie iconoclaste ou forcer le trait, j'en ai conscience. Elle contient des demandes d'information et de questions et n'affirme pas de nouvelles vérités toutes faites.

Il s'agissait tout d'abord de réagir au discours implicite ou explicite des forces politiques d'extrême-gauche qui expliquent aux travailleurs que s'ils n'ont pas voté en masse pour elles, c'est qu'ils n'ont pas le moral, c'est qu'ils subissent le poids des défaites. Cela me paraît une attitude d'autant plus « curieuse » de la part d'organisations révolutionnaires que si les conflits de l'année écoulée laissent parfois au pire un goût d'amertume, voire ne renforcent pas comme ils le devraient la confiance et la conscience de ceux qui veulent changer le monde, c'est bien à cause de l'absence de vision politique de ces organisations révolutionnaires pendant et après les luttes. Bref, elles projettent leur défaitisme sur les travailleurs et cela est lourd de conséquences...

Ensuite, il s'agit de discuter la part de ce qui est nouveau, utile, dans les

conflits auxquels nous avons assisté, et auxquels nous avons pris part, et de comprendre dans quelle mesure cela remet en cause ou non des discours et une pratique militantes aux plans syndical et politique. Vaste chantier.

Enfin, et c'est le plus difficile, essayer de comprendre les processus qui sont à l'œuvre au sein du monde du travail. Certaines fractions se radicalisent et inventent de nouveaux procédés de lutte. Comment les repérer ? Être à l'écoute, comprendre en quoi cela est fécond pour renouveler le programme et la pratique syndicales et révolutionnaires ? Quelle est la profondeur de ces phénomènes ? Quelle trace cela laisse-t-il dans la conscience de ceux qui en sont les acteurs, faute de mémorisation et de traduction organisée et collective dans la conscience ? Enfin et surtout, quelles traces et quels liens cela laisse-t-il chez les autres catégories du monde du travail ? Là encore, un autre chantier.

Juillet 2004

Quelles forces sociales peuvent changer le monde ? Question embarrassante et la plupart du temps non clairement formulée. Il existe diverses réponses plus ou moins implicites à cette question : la classe ouvrière, les classes populaires, « le mouvement social », « la multitude », « les forces anticapitalistes », « les citoyens mobilisés contre la dictature du marché », etc.

Lectures sur l'évolution des classes sociales en France

Chaque mouvement radical ou organisation d'extrême gauche a son *vade-mecum* intellectuel implicite en la matière et ne s'interroge guère sur la réalité des classes sociales, leurs évolutions internes, leurs consciences et leurs contradictions. Or le fondement de toute orientation politique réside bien dans une compréhension vivante, historique et actualisée des rapports de classes.

Un des obstacles classiques à une telle compréhension réside dans l'illusion que nous, marxistes ou supposés tels, comprenons très bien, spontanément, dans quelle société nous vivons et nous luttons. Il nous suffirait de suivre de près les agissements du gouvernement et du patronat, de participer aux luttes en cours et d'aspirer à celles qui ne manqueront pas de survenir, pour que nous n'ayons plus besoin d'étudier précisément l'évolution des classes du pays dans lequel nous vivons, en l'occurrence la France. Il faut essayer d'en finir avec cette superficialité. Pour refonder les bases d'un projet révolutionnaire internationaliste, il faut au minimum avoir une connaissance précise et constam-

ment réactualisée des classes sociales composant la société où nous vivons et luttons.

Pour combattre notre commune illusion de la compréhension sociale spontanée, nous disposons depuis une douzaine d'années d'un nombre de plus en plus nombreux d'ouvrages qui apportent des éclairages et des éléments intéressants sur l'évolution des rapports sociaux en France. Ces livres se situent dans des registres différents mais qui s'éclairent mutuellement : études sociologiques critiques et témoignages personnels de travailleurs. Il serait fructueux d'y ajouter dans une recherche ultérieure des fictions romanesques ou cinématographiques.^[1] La combinaison et la confrontation de plusieurs types de savoir peuvent utilement contribuer à donner sens et cohérence à l'action personnelle et collective visant à la destruction du système capitaliste.

DU COTÉ DES

SOCIOLOGUES CRITIQUES

Depuis la publication en 1993 de *La misère du monde* sous la direction de Pierre Bourdieu, les contributions des

sciences sociales ont été nombreuses sur les inégalités sociales et sur les souffrances endurées par les salariés et les exclus du salariat. Les études sociologiques de Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant, Abdelmalek Sayad, Stéphane Beaud et Michel Pialoux, de même que celles de psychologie sociale de Vincent de Gaulejac ou de Christophe Dejours ont offert l'opportunité de remettre en cause une approche « marxiste » routinière et schématique dérivée directement ou indirectement du mouvement stalinien.

Parmi les parutions récentes de sociologues critiques du capitalisme, il est opportun de s'arrêter sur *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, éd. La Dispute, mai 2004, ouvrage collectif sous la direction de Paul Bouffartigue. Les différentes parties et les diverses contributions sont d'un intérêt inégal mais l'ensemble offre une moisson de faits importante et stimule la réflexion du lecteur à qui il reste à faire ensuite son propre travail de synthèse.

Dans sa présentation, Paul Bouffartigue écrit que « *la logique de l'accumulation du capital et de l'extension de la sphère marchande à toutes les activités humaines se nourrit d'un antagonisme de classe qui ne peut prendre fin qu'avec le dépassement du capitalisme. Mais les visages que peut prendre cette lutte de classe ne sont jamais donnés à l'avance, car les classes ne se construisent que dans leurs rapports.* » (p 9) On trouvera d'abord dans ce livre un tableau concret et presque complet de l'anatomie et de la physiologie de la société française. Il ne manque que la catégorie des travailleurs indépendants. Celle des chômeurs et des précaires est peu traitée mais il existe par ailleurs des travaux substantiels sur cette catégorie sociale et ses mobilisations.[2]

Une première partie aborde les questions méthodologiques, sujets à débats et polémiques depuis un siècle en sociologie, sur les articulations entre catégories socioprofessionnelles, hiérarchies, inégalités sociales et classes sociales. Ces questions sont traitées en trois chapitres, successivement par Paul Bouffartigue, Alain Bihl et Roland Pfefferkorn et enfin Louis Chauvel. La réalité sociale est suffisamment touffue et complexe pour avoir permis toutes sortes de classifications différentes et divergentes. Les définitions des classes sociales se situent entre ceux qui nient jusqu'à leur réalité au profit de l'existence de strates sociales perméables (le sociologue américain William Lloyd Warner), ceux pour qui elles ont une réalité objective et un rôle déterminant (Marx et d'une certaine manière Halbwachs, Gurvitch et Bourdieu), et enfin ceux pour qui les classes sociales sont des collections d'individus, des outils de classement pour le sociologue davantage qu'une réalité (Max Weber).

Les auteurs dans cette première partie s'accordent sur le fait que le renforcement des inégalités sociales depuis trente ans n'a fait que renforcer la structure objective de classes sociales « en soi », avec des rapports d'exploitation plus visibles et plus violents. La position défendue depuis longtemps par Alain Touraine et ses disciples sur la tendance à la « moyennisation » de la société ou si l'on préfère au développement des classes moyennes et à l'atténuation des inégalités sociales a trouvé un démenti cinglant au cours des trois dernières décennies.

La deuxième et la troisième partie sont d'un intérêt beaucoup plus manifeste. Les études de Jean-Paul Molinari sur les ouvriers, de Philippe Alonzo sur les employés et de Paul

Bouffartigue sont claires et substantielles. Le phénomène qui est amplement analysé, aussi bien statistiquement que dans ses manifestations qualitatives, est celui de la généralisation et de la diversification de la condition salariale.

Jean-Paul Molinari relève que si les ouvriers au travail étaient 7,65 millions en 1975, ils sont encore 6,15 millions en 2002. Leur productivité est passée de 3,4 en 1985 à 6,2 en 2000. L'auteur analyse bien les processus de fragmentation interne qui affectent la classe ouvrière au sens restreint du terme : disparité des activités et des statuts, dualité entre les ouvriers stabilisés (momentanément) et les ouvriers précarisés. Le noyau des ouvriers d'industrie n'est plus majoritaire au sein de la classe ouvrière (2,2 millions en 2002 soit 35,6 % des ouvriers ayant un emploi). Les emplois d'ouvriers sont donc beaucoup plus nombreux dans le commerce, les services marchands et non marchands et les transports. S'il n'y a pas une condition ouvrière unifiante, il y a de multiples formes d'exploitation, sources éventuelles de multiples formes de rébellion.

Philippe Alonzo analyse la catégorie des employés, « un archipel à la dérive » de 6,9 millions de salariés en 2001, soit 29 % de la population active (les ouvriers en représentant 27 %). Là encore, multiplicité extrême des conditions de travail et d'emploi et développement important des emplois à temps partiel concernant la plupart du temps les femmes.

La notion de prolétariat qui n'apparaît jamais dans ce livre s'imposerait pour regrouper dans un même ensemble les employés du tertiaire (dont 75 % sont en emplois non qualifiés) et les ouvriers. A ce noyau s'ajoutent les catégories supérieures du prolétariat quant à leurs revenus.

Paul Bouffartigue relève que « *les classes moyennes indépendantes ont été laminées par le mouvement de salarisation de la population active* ». Il analyse avec finesse ce « *salarat intermédiaire sous tensions* » constitué de cadres, de techniciens, fortement ancré dans les activités de service public, ayant un haut niveau de scolarisation et représentant un tiers des salariés. Il s'agit d'un « *salarat de confiance et de crise* » : « *La singularité et l'ambivalence de leur position professionnelle est d'emprunter à la fois à la notion de subordination – tout salarié met à la disposition de son employeur ses capacités, il n'en maîtrise ni les conditions d'usage ni les finalités – et à celle de la confiance, c'est-à-dire de délégation qui leur est faite d'une part d'autonomie et de responsabilité.* » (p 117) En conséquence de quoi, le stress et la charge de travail de ces salariés ne cessent d'augmenter.

On lira également avec beaucoup d'intérêt les chapitres sur la bourgeoisie, l'un de Anne-Catherine Wagner intitulé « *La mondialisation des dirigeants économiques* » et l'autre « *Hégémonie symbolique de la grande bourgeoisie* » de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot. Ceux-ci illustrent de façon vivante, notamment en prenant le cas d'Ernest-Antoine Seillière, comment la haute bourgeoisie forme ses membres, développe une forte sociabilité interne, « *gère ses frontières et cultive la discrétion.* » Leur analyse se conclut par ce dévoilement très pertinent : « *L'illusion sur les managers comme nouveaux maîtres de l'économie tend à escamoter les bourgeois et leurs familles en tant que véritables et ultimes bénéficiaires des prélèvements sur les richesses produites. Là encore, en réussissant à disparaître de la scène où se joue en dernier recours sa position sociale, la bourgeoisie confirme son hégémonie*

symbolique, son contrôle sur les représentations dominantes de la société. » (p 156)

La troisième partie traite de questions essentielles pour comprendre les relations entre dominations et classes sociales. Jean-Pierre Terrail et Tristan Poullaouec analysent les rapports entre l'école dans son caractère contradictoire et les divisions sociales. « *Le tour de force de l'école unique, c'est qu'en paraissant ignorer l'appartenance de classe de ses publics elle perpétue des inégalités scolaires pratiquement inchangées depuis les années soixante.* » (p 166) Maryse Tripiet fournit une bonne synthèse de l'évolution des rapports entre immigration et capitalisme. Elle s'appuie entre autres sur les analyses d'Engels, de Rosa Luxemburg, de Claude Meillassoux, d'Abdelmalek Sayad et d'Erving Goffman.

Sabine Fortino donne des aperçus dépourvus de banalité sur les rapports sociaux de sexe et les classes sociales. Tout en développant les faits nombreux attestant d'une persistance des inégalités sexuelles dans l'emploi et au travail, elle évoque les situations où les femmes « *s'en sortent (parfois) mieux que les hommes* » et également celles où des tensions nouvelles émergent entre femmes.

La dernière partie intitulée « *Conflit social, politique et classes sociales* » est plus convenue. Elle manque singulièrement d'audace intellectuelle et pour tout dire d'audace politique. Simple constat de notre part : les auteurs concernés marchent sur des œufs et n'abordent pas franchement le rôle des militants syndicaux, des militants de gauche et de ceux d'extrême gauche, leurs différences et leur positionnement singulier au sein de la classe des salariés. Roger Martelli formule cependant très bien le problème crucial qui se pose à tous

les militants qui n'ont pas renoncé à lutter aux côtés des salariés pour un changement global de société : « *Sans projet ni représentation adéquate, la classe ouvrière doute d'elle-même et s'érode.* » Rien n'indique que Martelli ait l'intention de s'impliquer dans l'élaboration d'un tel projet et d'une telle représentation ! Mais le constat est juste et même incontournable à mon avis. Dans la conclusion de cet ouvrage, Paul Bouffartigue rebondit avec plus de vigueur sur cette question. Il relève qu'il y a une contradiction entre un ordre social engendrant souffrances et violences, et chaque travailleur, membre d'une classe atomisée, et livré à son expérience étroitement personnelle. « *C'est au militant que revient la tâche d'allumer cette expérience, en transformant le mobile subjectif en finalités sociales. A condition, il va sans dire, que ce militant rompe avec la racine militaire de son identité symbolique, celle d'agent d'un appareil, et s'engage lui-même comme sujet.* »

L'OUVRIÈRE

ET L'INTÉRIMAIRE

Venons-en à présent à deux témoignages, *Ouvrière* de Franck Magloire, ed. L'aube poche, mars 2004, et *Carnets d'un intérimaire* de Daniel Martinez, ed. Agone, août 2003. Il est nécessaire de dire d'entrée de jeu que ces deux témoignages devraient être lus, relus et devraient inspirer une réflexion en profondeur chez tous ceux qui veulent en finir avec le système capitaliste. Car chez ceux-là, les militants, ceux qui ont leur propre jargon, leurs préoccupations propres à leur corporation de militants, organisés et censés avoir réponse à tout avant même qu'on leur pose des questions, il y a eu trop longtemps la facilité consistant à ne pas entendre, à ne pas com-

prendre les rêves, les désirs, les dégoûts et les désenchantements singuliers des travailleurs qu'ils ont pu côtoyer. C'est en quoi les livres de Franck Magloire, Daniel Martinez et d'autres dans ce registre peuvent être salutaires et changer la donne. Ils illustrent d'ailleurs et confirment la justesse de certaines analyses développées dans *Retour sur les classes sociales*. Mais parce que ces écrits émanent de travailleurs qui ont une autre façon de vivre et de dire que les sociologues, ils débordent les meilleures analyses par l'abondance et la singularité de leur contenu. Le romancier autrichien Thomas Bernhard fait dire à l'un de ses personnages qu'il n'y a rien de plus compliqué que les « *gens simples* ». Ce qu'un autre romancier, Marcel Proust, avait parfaitement compris dans son portrait de la cuisinière Françoise. C'est une donnée essentielle pour en finir avec les réductionnismes, les généralisations hâtives ou les développements discutables et souvent nostalgiques sur une supposée « culture ouvrière » en voie de disparition.

Franck Magloire a pris la plume pour donner la parole à sa mère, ouvrière à l'usine Moulinex de Cormelles dans la banlieue de Caen de 1972 jusqu'à la fermeture de l'usine en 2001.^[3] Ce livre permet d'aller plus loin dans la compréhension historique de ce qu'est devenue la classe ouvrière en France depuis la crise du milieu des années soixante-dix jusqu'à aujourd'hui. L'embauche dans une usine au début des années soixante-dix ne prenait pas une heure. Pas de diplôme ou de CV à fournir. « *la grande usine, je n'en savais rien si ce n'est "Tu fais tes huit heures, t'as tes week-ends, t'es tranquille"... On passait de l'enfance à l'adolescence sans s'en apercevoir et ensuite à l'atelier de couture où des moments de bonheur étaient en-*

core possibles. » « *Ce qui est sûr, c'est qu'aucune colère ne m'habitait en ce temps-là...* » Le travail à l'usine dégrade le corps et les relations intimes mais dans le contexte de l'époque il ne génère pas une anxiété quant à l'avenir personnel. « *j'ai conquis l'ordinaire les années passant, et j'ai rêvé au futur et au confort d'objets supplémentaires que je pourrais acquérir pour satisfaire ce quotidien... comme tous, ouvriers ou pas... nous autres, nous nous sommes laissé englober à notre façon, emporter par leur miroitement, simplement nous ne sommes pas tombés du bon côté de la vitrine...* »

Ce livre met en évidence la complexité de ce qu'on peut entendre par conscience de classe, une conscience qui s'efface ou revient en force sans pour autant passer par un cadre syndical ou politique, souvent mal perçu et plus ou moins incompris. « *il y a bien ces syndicats qui convoitent nos votes, nous exhortant à les exprimer, tandis que les patrons, secondés par leurs sous-fifres, achètent nos silences... et nous entre, à la croisée des chemins... parfois désorientés par la cacophonie de nos propres sens et de nos intérêts, tant les deux paroles nous pénètrent ensemble, à en devenir inaudibles l'une et l'autre...* » (p 75) Le temps de la colère viendra, avec l'occupation de l'usine. Trop tard.

Cette ouvrière de Moulinex est consciente qu'elle et ses semblables se sont laissés trop longtemps anesthésier et n'ont pas su apprendre à leurs enfants à dire non à l'injustice du chômage, de l'intérim, d'une économie de guerre. Le système, puissant et rapide, est passé en force.

Les Carnets d'un intérimaire de Daniel Martinez ont été rédigés entre 1994 et 1998. C'est la période où il doit accepter les pires galères propres au travail en intérim après avoir été li-

centié de Renault Véhicules Industrielles à Bordeaux où il avait travaillé pendant sept ans comme magasinier. Pour s'en sortir, il tentera en vain de reprendre des études en fac et de trouver un emploi dans une mairie.

Le sociologue Michel Pialoux a rédigé une préface qui éclaire remarquablement l'intérêt de ce livre. Tout s'entrechoque dans ce texte au plus près du vécu de cet intérimaire : l'incertitude du lendemain à la fin de chaque mission, l'épuisement au travail, l'insécurité, les humiliations, les bons moments avec certains compagnons de travail, la haine des nantis et des politiciens et en particulier de Martine Aubry, les relations avec son épouse mises à l'épreuve par une existence trop difficile et trop précaire... Là encore la conscience de classe ne saurait se décliner en formules toutes faites. Mais elle est bien vivace, alimentée chaque jour par une rage à l'égard des patrons et des gouvernants plus aiguës que jamais. Qui plus est Daniel Martinez est fortement politisé, imprégné d'idées plutôt libertaires découvertes probablement au contact de son père, ancien combattant contre Franco. Il n'a rien contre les militants et en particulier un militant de Lutte Ouvrière qu'il a croisé lors d'une mission et qu'il respecte. Mais son discours carré et son insistance ne l'attirent pas.

On retrouve chez cet intérimaire comme chez l'ouvrière de Moulinex un point crucial et lancinant dans leur mémoire : le vote pour Mitterrand en 1981, un geste d'espoir suivi d'une grande amertume qui a définitivement détérioré leur rapport à la gauche institutionnelle et à la politique.

Relevons enfin un point parmi d'autres qui relie l'expérience de cette ouvrière de Moulinex et celle de cet intérimaire en Gironde. C'est l'atti-

rance pour la culture au sens large : celle qui permet qu'un fils passé par l'université mette en mots avec une infinie délicatesse la richesse de pensée d'une OS mère de famille ; celle qui permet à un intérimaire de s'évader de la pesanteur des soucis quotidiens en écoutant Led Zeppelin, John Coltrane ou les *Variations Golberg* de Bach, en discutant de romans ou de cinéastes qu'il admire avec certains collègues. Il y a là une série d'indices sur ce qui peut faire vibrer bien des

salariés, leur redonner l'estime d'eux-mêmes et au-delà, qui peut contribuer à leur émancipation collective.

Le 8 septembre 2004

Notes

1- Nous pensons notamment au roman de François Salvaing *La Boîte*, ed. Le Livre de Poche, 2001 et à celui d'Aurélié Filipetti *Les derniers jours de la classe ouvrière*, ed Stock, 2003. Concernant les films, il faut mentionner *Ressources humaines* et *L'em-*

ploi du temps de Laurent Cantet, *Violence des échanges en milieu tempéré* de Jean-Marc Moutout, sans oublier ceux à caractère d'enquête comme *Les Prolos* de Marcel Trillat (2004) et *les Sucriers de Colleville* d'Ariane Doublet (avril 2004).

2- Catherine Lévy, *Vivre au minimum. Enquête dans l'Europe de la précarité*, ed La Dispute, 2003

3- A lire à propos de ce livre l'article d'André Lepic « Réflexions à partir du livre de Franck Magloire, *Ouvrière* » sur le site

www.culture.revolution@free.fr

Après *Retour sur la condition ouvrière* (Fayard, 1999), les sociologues critiques Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont publié *Violences urbaines, violence sociale, Genèse des nouvelles classes dangereuses* (Fayard, 2003). Ces deux livres, documentés, précis et d'une lecture aisée, devraient constituer l'« ordinaire » de tout militant soucieux de comprendre avec finesse l'état actuel du salariat français.

Violences urbaines, violence sociale

LES FAITS. ET

LES « CATÉGORIES »

DU JOURNALISME

Le 12 juillet 2000, une émeute éclate dans la ZUP de la Petite-Hollande à Montbéliard (Doubs). Quelques centaines de jeunes, pour la plupart d'origine maghrébine, s'opposent violemment aux CRS et à la police venus arrêter un jeune braqueur, originaire du quartier, qui s'y est retranché, armé, et fait croire à une prise d'otage. L'intervention de la mère de Momo (c'est le nom du jeune braqueur), ou celle de l'ancien président de l'association des travailleurs marocains n'y font rien. « *C'est un des nôtres, notre copain. On est là pour lui. Y'en a marre des flics, des contrôles, marre de tout* », hurle un jeune, dont les propos sont rapportés par la presse accourue en masse. Les escarmouches prennent une forme violente, avant que les policiers ne parviennent à rétablir un semblant de calme. Mais la nuit suivante, elles reprennent. Des bâtiments « symboliques » sont attaqués, certains sont incendiés. On déplore des blessés chez les policiers et les

pompiers. Des magasins sont mis à sac. Les groupes de jeunes (certains n'ont pas plus de 10 ou 14 ans) sont mobiles, emmenés par des « meneurs », et ils cherchent l'affrontement direct avec les CRS (deux compagnies ont été mobilisées). Les appels des plus âgés sont impuissants à ramener le calme, qui ne sera établi que dans la nuit.

Un peu résumé par mes soins, c'est ainsi que l'événement est rapporté par Stéphane Beaud et Michel Pialoux, qui empruntent au vocabulaire et aux « catégories » des journalistes le récit brut des « faits ».

Tout leur ouvrage va s'efforcer avec précision de déterrer, derrière ce vocabulaire médiatique, les faits sociaux, les évolutions qui ont concouru à cette explosion.

La presse, quelle que soit l'attention qu'elle peut éventuellement (et, il faut bien le dire, rarement) apporter à ses reportages, est victime de « l'événement », du désir d'en rendre compte « à chaud », dans la quasi-immédiateté à laquelle elle est portée par des logiques de concurrence ou, tout simplement, par les moyens techniques dont elle dispose pour le

faire. Les « faits » ainsi rapportés vont mettre en avant la notion de « jeunes », de « maghrébins », de « violences urbaines », de « me-neurs », d'« émeute », de « danger », des signes « égal » s'établissant presque naturellement entre chacun par effet de juxtaposition et de compression.

Le résultat est ravageur. Le plus pervers est probablement que ces associations de mots aboutissent à une sorte de « naturalisation » : le jeune, maghrébin en particulier, désœuvré et naturellement agressif, protège les malfaiteurs, attaque la police, met le feu aux biens collectifs. Cette image s'imprime, prospère. Elle est habilement exploitée par ceux qui en font un argument électoral (que l'on se souvienne de la campagne des présidentielles de 2002). Elle décourage ceux qui, mus par un ressort purement humaniste et « moral », sont les mieux disposés vis-à-vis des « exclus », des « défavorisés », des « immigrés ».

LE TRAVAIL DE DEUX SOCIOLOGUES

Beaud et Pialoux sont parvenus à une connaissance intime du « terrain » sur lequel cette émeute éclate. Pendant plus de dix ans, ils ont étudié l'évolution de cette région. Dans *Retour sur la condition ouvrière* (Fayard, 1999), sous-titré « enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard », ils ont rendu compte minutieusement des recherches qu'ils ont menées. Ils ont multiplié les entretiens avec les ouvriers de « l'usine », mais aussi avec les jeunes, les enseignants, les responsables des dispositifs d'insertion. Ils ont interrogé les « militants », les immigrés, leurs enfants. Ils ont fini par bien connaître certains d'entre eux, parfois des fratries entières, qui

sont parfois devenus leurs « informateurs ». Ils ont minutieusement décrit et analysé la dégradation de la situation des OS, le déclin des « professionnels » (les ouvriers qualifiés), les changements intervenus dans les techniques de management, l'émiettement des « valeurs » ouvrières, le refus dégoûté des plus jeunes de devenir « ouvriers », leur attitude lorsqu'ils sont contraints par le chômage d'entrer tout de même à l'Usine. Ils ont suivi les ravages de la scolarisation prolongée et parfois diplômante aboutissant à un avenir bouché, l'amertume des jeunes, le désarroi de leurs parents transformés en icône de ce qu'ils refusent ardemment de devenir eux-mêmes, des ouvriers.

A mille lieues de la démarche journalistique, ils ont avant tout choisi le « temps long de l'enquête », les recouplements, la recherche des causes qui apparaissent au regard superficiel comme éloignées.

Lorsqu'éclate cette émeute, ils sont armés pour réinvestir toute cette connaissance intime du terrain dans l'effort de compréhension de ses ressorts, y compris lointains. Leur ouvrage est une démonstration magistrale de ce que peuvent nous apprendre des sociologues scrupuleux et dans une certaine mesure « engagés » (leur sympathie, leur empathie même pour les victimes ne fait pas de doute et ne pose aucun problème de « biais » scientifique tant la description est scrupuleuse, et la démarche « réflexive » exigeante) sur les phénomènes qui nous sont habituellement présentés dans la superficialité de l'instantanéité journalistique. En trois parties, ils exhument les racines de l'événement.

« LE TEMPS LONG DE LA CRISE »

Rien ne « commence » le 12 juillet

2002. Les racines de la crise sont bien plus éloignées et profondes. Entre 1974 et 1986-87, l'embauche ouvrière a cessé chez Peugeot, l'entreprise qui concentre l'essentiel de l'activité de la région. Le chômage a atteint 30 ou 40 % dans certains quartiers « sensibles » où se concentre la population ouvrière. Aucun débouché ne s'offre aux enfants qui terminent leur scolarité, même prolongée, même couronnée par l'obtention d'un diplôme. Leur enquête à la Mission locale pour l'emploi permet d'observer l'attitude de ces jeunes démoralisés vis-à-vis de l'emploi, mais aussi les réponses institutionnelles qui leur sont apportées : des « stages », de la « formation », autant de mesures dilatoires, mensongères, humiliantes. Si ces dispositifs ne permettent en rien l'intégration sur le « marché du travail », ils permettent au moins de dénouer la tension, d'offrir un sous-statut provisoire et renouvelé. Ce seront les TUC, les CES, bientôt (sous Jospin) les emplois-jeunes. On ne règle rien, mais on contrôle et on évite l'explosion.

Parmi les missions implicites de la Mission, il y a aussi ce que les auteurs appellent la « *difficile reconversion des aspirations* ». Il s'agit de « ramener sur terre » ceux que de petits diplômés avaient autorisés à rêver d'un avenir autre que celui de leurs pères : ouvrier. Car ils savent ce que cela veut dire : un travail dur, épuisant, mal payé, nullement gratifiant, sans espoir de promotion. Et ils n'en veulent pas. L'école leur a fait miroiter cette issue plus gratifiante. Elle a été impuissante à les doter d'un capital culturel, social et symbolique propre à l'accomplir.

Au mieux, ces jeunes enchaînent des petits boulots auxquels ils s'attachent parfois (les missions à caractère social, comme l'animation). Ils acquiè-

rent aussi pour certains une expérience ouvrière, dans la sous-traitance qui pullule dans la région, Peugeot externalisant petit à petit une bonne part de ses productions. Là règne une sur-exploitation sauvage, sans aucune des relatives protections qu'offre une masse d'ouvriers aguerris et solidaires.

La transformation qui affecte le monde ouvrier, et singulièrement le monde des « jeunes » est multiple. Elle tient à la transformation qui se produit alors dans la forme de l'exploitation chez Peugeot (selon le modèle japonais, supplantant alors complètement le modèle fordien), mais aussi dans l'école. Mais elle touche aussi l'image que l'on a de soi (et les changements dans le vocabulaire ne sont pas insignifiants : on n'est plus « ouvrier » ou « OS », mais « opérateur »). Racisme et discrimination à l'embauche drainent enfin vers cette Mission une majorité d'enfants d'immigrés. Ils y gagnent une visibilité hors de proportion avec leur présence effective dans la population, ce qui alimente les fantasmes de « favoritisme » à leur égard dans une population « française » elle-même abattue par la crise : « *il n'y en a que pour eux !* ». Ils y répondent par une radicalisation de leurs attitudes de défi, d'enfermement. Les conflits se multiplient dans les quartiers où ils « traînent » dans l'espace public, qu'ils s'approprient symboliquement. La révolte de juillet 2000 vient de loin.

Les auteurs concluent cette première partie en affirmant que « *le temps long de la crise n'est pas seulement celui de l'emploi rare, c'est aussi celui où les changements survenus conjointement dans les entreprises et le système d'enseignement ont progressivement transformé des agents sociaux peu qualifiés, ou fragilisés par telle ou telle rupture biographique ou familiale, en per-*

sonnes jugées "inemployables" ».

Le phénomène est d'une extraordinaire violence. C'est cette violence qui ressurgit le 12 juillet 2000.

« LA REPRISE ÉCONOMIQUE : ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS »

En 1998-2001, c'est la reprise. Les commandes affluent. Les modèles Peugeot ont du succès. Le marché se détend à l'échelle internationale.

Le premier effet est un paradoxe dont la valeur symbolique est considérable. Ces milliers de jeunes que l'on refusait parce qu'ils n'étaient pas « formés », qui devaient enchaîner stages et formation sans espoir de débouché, ils sont recherchés, littéralement « chassés » par les agences d'intérim auxquelles Peugeot a massivement recours.

Il faut s'arrêter un instant sur ce point. Nous avons entendu J.-L. Mélenchon, alors ministre de l'enseignement professionnel, reprendre le vieux mensonge selon lequel la production moderne exigerait un « surcroît de qualification » général. Dans le numéro 20 de *Carré rouge*, je m'étais attaché à montrer que, au contraire, ce qui la caractérise, c'est une tendance extrêmement lourde à la déqualification des emplois manufacturiers. Il faudrait évidemment affiner cette appréciation, y inclure l'apparition de nouvelles « compétences », qui d'ailleurs ne sauraient remplacer tout à fait la notion de « qualification », avec ses connotations de statuts, de protections collectives. Mais le fait massif est là. Et ce n'est pas la relocalisation dans la Chine, « usine du monde », de ces emplois manufacturiers qui peut nous détromper.

C'est ce qu'apprennent ces jeunes : on les a enterrés dans leur isolement et leur misère sur la base d'un menson-

ge, d'où n'était pas absente une dimension raciste. On leur a opposé leur manque de formation, dont on se moque totalement lorsque les chaînes de fabrication ont besoin de bras.

Ils trouvent des emplois, presque à foison. Ils peuvent même reconquérir une sorte de « fierté » ouvrière, de liberté, qui les mène à quitter les emplois les plus indignes pour en retrouver aussitôt d'autres, et même à « négocier » leurs conditions de travail. Et ceux que l'on avait dit « inaptes » au travail (faute de diplôme, mais aussi comme *sui generis* !) se révèlent « employables », mais aussi comme transformés : ils sont assidus, engagés, « motivés » ; ils sont fiers d'arborer leur nouvelle « aisance » matérielle (ils s'affichent généreusement au volant de leurs voitures). Ils rompent avec l'espèce de « culture de la pauvreté » dans laquelle ils avaient été enfermés, et dans laquelle ils s'étaient installés en la retournant en bravades et défis à tous les « autres ».

Les auteurs soulignent les effets pervers de ce retournement conjoncturel de situation, en particulier sur la disqualification des études longues qui étaient devenues le modèle « par défaut » auquel ces jeunes avaient d'ailleurs tant de mal à se conformer. Mais ce retour à l'emploi ne signifie pas un retour à l'emploi **d'autrefois**. C'est le statut précaire d'intérimaire qui fait un bond. Et se noue dans les entreprises tout un jeu subtil qui engage la perception du monde ouvrier par ces jeunes qui sont eux-mêmes fils d'ouvriers. Malgré cette proximité, ils ne sont pas héritiers des traditions et des modalités de résistance des ouvriers. Ils savent résister, à leur manière, à partir de leur culture de la solidarité de quartier ; ils savent s'opposer aux « chefs », et ils le font, mais sans passer, par exemple, par cet intermédiaire traditionnel qu'était le

« délégué ».

Pire, ils ne comprennent pas les micro-stratégies de résistance à l'exploitation par lesquelles les « vieux » ouvriers s'efforcent en permanence de ralentir des rythmes de travail de plus en plus féroces. Ils les perçoivent comme des « *trucs de fou* », ou même comme du « *sabotage* », eux qui jouent dans leur volonté de bien faire l'embauche qui semble se promettre à eux. Loin de les inclure dans la culture ouvrière, leur entrée (provisoire et précaire) creuse le fossé des générations, des traditions de lutte ouvrières.

Ils ont d'ailleurs beaucoup de mal à considérer leur passage à l'usine comme autre chose précisément qu'un *passage*. Non seulement parce que (et la suite va le leur prouver cruellement) il s'agit d'une embauche éphémère, mais aussi parce que eux-mêmes ne se pensent pas comme des ouvriers promis à une vie d'ouvrier, mais comme prenant une sorte d'« *année sabbatique à l'usine* » comme le dit l'un d'eux.

Et le fossé de générations qui se creuse à l'usine se double d'un fossé qui se creuse également à la maison, où s'installe l'incompréhension entre le père, vieil ouvrier, et le fils qui refuse et méprise un peu cette vie de forçat. En même temps qu'eux, les femmes font leur entrée dans les usines, d'où la crise les avaient tenues éloignées. Et les auteurs notent une autre transformation qui atteint l'univers du monde ouvrier, celui des représentations mentales : la fin d'une sorte de vertu masculine de l'ouvrier. Les filles manifestent leurs qualités « sociales », leur résistance personnelle et leur combativité, leur solidarité et leur intelligence des rapports humains. Globalement, ce qui s'installe de manière permanente, c'est une précarité chronique, structurale, et non plus

provisoire. Elle est le complément nécessaire du « juste à temps » et du « stock zéro » qui caractérisent les nouvelles formes d'organisation de la production.

Mais cette précarité n'est pas seulement une donnée " économique » : elle retentit dans le psychisme, dans l'image de soi. Elle nourrit même une hostilité pas toujours larvée entre les « embauchés » et les « précaires », chacun chargeant l'autre d'une menace potentielle pour son propre statut. Ce faisant, elle complète également l'une des caractéristiques essentielles du « nouveau salariat » : l'atomisation, la rupture des solidarités de classe, et de la conscience même d'être une classe.

Mais les émeutes du 12 juillet 2000 ne s'expliquent pas non plus exclusivement par des processus immédiatement liés à l'emploi. Ils traduisent également des mutations qui ne se lisent que sur le temps long, et qui affectent la sectorisation de l'espace urbain.

« LA RELÉGATION SOCIALE ET SPATIALE DES ENFANTS D'IMMIGRÉS »

La presse fait ses choux gras de ces phénomènes (bien réels) récurrents d'incidents, d'« incivilités », d'affrontements dans les « quartiers » dits « sensibles » (il faudrait avoir le temps de s'arrêter sur la nature stigmatisante de ces qualificatifs, sur la constante euphémisation de la misère qui permet d'accabler les victimes. Et dans ce monde bousculé, tout le monde est victime...). Mais personne ne prend le temps de se pencher sur les processus qui ont abouti à parquer la misère dans les îlots ainsi étiquetés. L'étude minutieuse et attentive de trajectoires individuelles nous montre des jeunes qui, en d'autres

temps, auraient été de formidables « leaders ouvriers », des délégués syndicaux de grande valeur. Mais aussi les effets ravageurs des conflits artificiels, des quiproquos pourrait-on presque dire qui font que les jeunes perçoivent les « vieux » comme des « privilégiés » qui « *n'attendent que la retraite* », tandis que ces derniers les perçoivent eux comme des « fayots » ou peu s'en faut, avec leurs petits diplômes (Bac Pro, BEP ou même BTS) qui leur ont permis d'être affectés à des tâches de « moniteurs » ou d'« animateurs » de chaîne.

Les destins individuels font apparaître aussi comment les enfants d'ouvriers « français » tirent profit des modestes avantages sociaux dont ils bénéficient du fait de leurs origines, de la préférence à l'embauche ou du petit capital scolaire ou familial dont ils jouissent.

Cette étude montre aussi la découverte de phénomènes comme le racisme au travail.

Mais tout cela se conjugue avec d'autres aspects, que les auteurs suivent avec la même attention et la même attitude empathique. Ils notent que l'appropriation des « quartiers » par des jeunes désœuvrés par force, massivement issus de l'immigration, n'est guère que **l'envers de la dépossession sociale**. Les attitudes provocantes, la « sur-signalisation » de l'appartenance au groupe des exclus sociaux nouent des situations de tension. La ségrégation sociale se convertit en ségrégation spatiale lorsque les familles « françaises » fuient ces quartiers pour trouver des zones plus tranquilles, renforçant du même coup la visibilité des enfants d'immigrés, leur domination symbolique sur le quartier. Spirale infernale.

Le talent manifesté par ces jeunes dans les fonctions d'animation socio-

culturelle de la jeunesse de ces quartiers ne trouvera par ailleurs pas de répondant pérenne dans les politiques municipales. La relégation est bientôt complète. Le comportement de la police fait souvent le reste... Il ne manque plus qu'une étincelle.

« CONCLUSION »

Au terme de cette enquête menée sur la durée, les auteurs établissent avec une clarté et une précision à la fois passionnantes et effrayantes les contradictions qui travaillent la société en profondeur, et qui éclatent comme des bulles dans des conflits sporadiques et violents.

Mais ils renvoient surtout à une conclusion à laquelle nous répugnons tous à venir, celle d'une « *défaite ouvrière* » ou d'un « *monde défait* ».

Il faudrait pouvoir citer *in extenso* cette conclusion. N'en prenons que les têtes de chapitres.

« La disparition des formes de représentation ouvrière dans l'espace public » ; « des classes populaires sans défense » ; « de la classe-sujet à la classe-objet » ; « les difficultés du mouvement syndical : impensés et non-dits » ; « les effets sociaux de la précarité structurelle sur les jeunes » ; « jeunes des cités abandonnés à eux-mêmes » ; « une nouvelle classe dangereuse », et enfin « L'intégration, c'est aussi la responsabilité des syndicats et de l'ensemble du mouvement ouvrier » (en notant au passage que c'est une responsabilité qu'ils ont constamment abandonnée et même refusé de prendre sérieusement en considération... Mais c'est une autre question.)

UNE LECTURE

ACCABLANTE ?

Le tableau est extrêmement sombre. Étrangement, pourtant, cette lecture

n'accable pas. Pourquoi ? **Probablement parce que le premier besoin du « militant » est de comprendre.**

Toutes ces dégradations, nous pensons les connaître. Nous en avons mille indices, complétés par des intuitions. Ce livre prouve que cela ne suffit pas. Cela pose le problème des « lunettes » avec lesquelles nous approchons la « réalité », avec laquelle nous la **construisons**. Même si nous sommes prévenus contre toute idéalisation de la « classe », nous sommes portés à des lectures du « réel » dont il faut bien avouer qu'elles sont quelque peu « dogmatiques » ou en tout cas « datées ». « Nous », ce sont les militants imprégnés de trotskysme, voie par laquelle nous sommes généralement entrés dans le marxisme. Au prix parfois d'une adhésion à une forme de vulgate marxiste.

Nos représentations mentales ont été formées à une époque donnée, correspondant à une forme donnée d'exploitation, dans laquelle la classe ouvrière était à la fois ordonnée et marquée par la grande industrie de type fordien, par des États nationaux forts, par des « institutions » ouvrières (syndicats, partis, mutuelles, etc.). Nous sommes les mieux placés par toute notre culture politique et par toute notre expérience, parfois cuisante, pour savoir les ravages que le stalinisme a occasionnés dans les rangs ouvriers. Et pourtant, à notre corps défendant, nous les avons en partie intériorisés, au point de faire nôtres des représentations qui en étaient entièrement imbibées. Ainsi de l'image du « militant », dur au mal, figure quasi-christique du sacrifice pour la « classe », engagé au quotidien dans la résistance à l'exploitation, assez naturellement « leader » de cette résistance.

Ces représentations, nous les **projetons** sur le « terrain », que nous lisons

à la lumière réductrice de la défense de la classe comme elle est, ou plutôt comme elle « doit être ». Ou comme elle « était ». Lorsque des signes innombrables nous alertent et nous disent qu'elle n'est plus comme cela, que les formes d'exploitation ont évolué (vers plus de sauvagerie, mais aussi vers plus d'individualisation), nous éprouvons un malaise diffus. **Nous ne faisons pas le pont entre les analyses que nous sommes capables de produire sur ces mutations du capital et les effets (y compris psychologiques, c'est-à-dire d'inscription des changements dans les psychismes individuels, dans les « dispositions » individuelles et collectives) que nous constatons sur le terrain quotidien de notre action militante.** Le livre de Beaud et Pialoux (et son complément indispensable, qui élargit le regard, *Retour sur la condition ouvrière*) est précisément ce pont souvent absent. **Et cela soulage.**

Même si les auteurs se gardent bien, par souci de probité scientifique, d'affirmer que les études qu'ils ont menées sur « leur » terrain (Peugeot, sa sous-traitance, la région de Sochaux-Montbéliard) peuvent être généralisées intégralement à la France entière (et au-delà), leurs conclusions sont parfaitement valides à ce niveau. Des secteurs autrefois « protégés », comme la Fonction publique, n'y échappent plus (les exemples de France Télécom ou de la Poste, ceux de l'enseignement ou du rail l'attestent).

Et leurs conclusions sont d'un immense intérêt. La structure même du salariat a été bouleversée dans les vingt dernières années. Ce qui l'unissait dans le sentiment d'un destin commun, d'un espoir commun, même horriblement déformé, s'est effondré. On doit d'ailleurs s'arrêter sur la proposition que faisait un camarade lors

de la dernière réunion de *Carré rouge* : il n'est pas juste de dire que « le stalinisme a été battu en 1989, avec la Chute du Mur ». Le stalinisme n'a pas été battu : il a **gagné**. Il a accompli sa mission **historique** qui était de briser l'élan de la Révolution d'Octobre (cela, il l'avait achevé en 1936). Mais il est allé plus loin, en parvenant en quelques décennies à dénaturer profondément cet espoir historique, à le rendre haïssable, sanglant, répugnant. Il a fait le « sale boulot » qui lui incombait **au compte de la bourgeoisie mondiale**.

La forme qu'a prise la « classe » pendant ces décennies, dans le cadre de cette forme de capitalisme, a vécu. Reste une masse immense de salariés (en activité ou maintenus dans l'ar-

mée de réserve du chômage, « nationaux » ou immigrés). La revendication ne peut être le retour au fordisme des années prétendument « glorieuses » (en tout cas glorifiées...), même si nous en sommes, que nous le voulions ou non, des nostalgiques. Elle ne peut donc être de rebâtir les formes d'organisation de cette période, qui y plongeaient leurs racines et en portaient la marque.

En revanche, les auteurs établissent avec beaucoup de clarté (par défaut, en notant combien sa disparition a été un élément de délabrement y compris des combats de résistance quotidiens, dans les usines comme dans les quartiers) combien le combat de résistance à ces nouvelles formes d'exploitation ne saurait se

passer d'une **perspective historique unificatrice**, de la formulation d'un « au-delà » de ce système, c'est-à-dire d'une reformulation de la perspective du socialisme, véritable « transcendance » des luttes quotidiennes. Cette « nouvelle » conscience de « classe » ne prendra pas les mêmes formes ; elle ne s'inscrira pas dans les mêmes institutions. Mais elle ne peut se forger sans une perspective, sans une « utopie », au sens de « boussole » des luttes, d'objectifs de société, d'humanité tout entière.

Il faut souligner combien cette lecture, facile, comme celles que recommande Samuel Holder dans ce même numéro, est nécessaire. Passionnante et nécessaire. □

Deux inspecteurs du travail, Daniel Buffière et Sylvie Tremouille, ont été assassinés le 2 septembre 2004 en Dordogne, par le patron d'une petite exploitation agricole alors qu'ils étaient venus vérifier les conditions de travail de journaliers engagés pour la cueillette de prunes. *Carré Rouge* se joint à tous ceux qui ont souligné (à l'instar de Gérard Filoche, qui a publié sur son site la meilleure information sur ces assassinats) que les inspecteurs ont été visés en tant que membres d'un corps de la Fonction publique que la « classe politique » et la haute administration considèrent avec la plus grande gêne et le patronat avec une hostilité non dissimulée. Daniel Buffière et Sylvie Tremouille ont aussi été visés comme syndiqués, et pour l'un d'un d'eux comme élu local de gauche.

Cet article voudrait aider à clarifier le contexte économique de ce double assassinat. Il importe de comprendre les exigences de rentabilité en termes d'exploitation des travailleurs à l'heure de la libéralisation et la mondialisation. Ce sont elles qui façonnent les réflexes politiques de tous ceux qui pensent, peu ou prou, que les besoins du capital doivent l'emporter sur toute autre considération, les conduisant à l'aider à mettre en place de nouvelles conditions d'exploitation.

La mondialisation de l'armée de réserve industrielle : la « délocalisation interne » dans l'agriculture

La libéralisation des mouvements de capitaux, des investissements directs et des échanges, mais aussi d'innombrables mesures politiques étatiques (nationales autant qu'intergouvernementales) ont élargi de façon qualitative la liberté d'action du capital. C'est le cas, en particulier, dans l'un des domaines qui importe le plus au capital, à savoir l'exploitation

de la force de travail au prix le plus bas et avec un degré aussi fort que possible de soumission des prolétaires dans le procès de production. Le capital jouit d'une large gamme de moyens dans ce sens, dont le résultat global est la reconstitution dans la sphère de l'économie mondialisée de rapports d'exploitation du prolétariat, plus proches qu'à aucun moment depuis les années 1930 de ceux que Marx a analysés dans son travail sur " « l'armée industrielle de réserve » ».

Les choix qui sont maintenant offerts au capital dans le sens de la reconstitution de l'armée industrielle de réserve dans un cadre mondial, incluent l'investissement direct à l'étranger et l'exploitation de la force de travail dans les conditions locales de l'économie « d'accueil » ; la mise au travail de travailleurs à longue ou très longue distance dans différentes modalités contractuelles de sous-traitance ou de « travail à domicile » contrôlé par ordonnateur ; et, enfin, les situations regroupées sous le terme de « délocalisation interne ». Celle-ci consiste à créer « chez soi », au sein même des pays avancés où la classe ouvrière a conquis les droits sociaux les plus larges, des conditions « d'exception » pour l'embauche et l'emploi de groupes déterminés de travailleurs. Ces conditions d'exception, hors droit ou régies par un régime juridique spécial, permettent l'exploitation, dans les pays avancés, de la force de travail des prolétaires à des prix et avec des degrés de soumission dans le procès de production analogues à ceux qui sont la règle dans les pays dits « en développement ».

Le secteur agricole, tout particulièrement la production de masse des fruits et légumes, aujourd'hui totalement pris dans les rapports économiques exacerbés imposés par l'agro-industrie et par la grande distribution commerciale de masse (les Carrefour et

autres), est l'un des principaux secteurs où l'on peut comprendre les mécanismes et mesurer les conséquences de cette « délocalisation interne ». A bien des égards, le sous-secteur des fruits et légumes est même l'un des bancs d'essai des formes brutales d'exploitation naissant de la conjonction de la recherche par le capital de la liberté maximale dans l'exploitation du travail et des impératifs de rentabilité boursière qui taraudent les dirigeants des groupes financiers de la distribution commerciale de masse. Ce n'est pas par hasard que ce soit précisément dans ce sous-secteur que l'assassinat des inspecteurs du travail se soit produit. La configuration particulière des rapports sociaux de production que nous examinerons plus loin ne sont pas propres à la France. Pas plus que ne l'est leur très grande violence. C'est dans la production de masse des fruits et légumes également que des travailleurs journaliers agricoles, marocains en l'occurrence, travaillant et vivant dans des conditions de surexploitation à peu près sans pareil au sein de notre belle Union européenne, ont été l'objet, il y a trois ans à El Ejido en Andalousie, de ratonnades mortelles. Dans cet article, l'analyse est abordée sous l'angle peu exploré d'un réexamen de la théorie de l'armée de réserve industrielle de Marx et d'un début de réflexion sur les développements qu'on pourrait lui donner dans le contexte de la mondialisation du capital.

**UNE ARMÉE
DE TRAVAILLEURS
QUI « APPARTIENT
AU CAPITAL D'UNE
MANIÈRE ABSOLUE »**

La théorie de l'armée de réserve industrielle est restée quelque chose de

propre à Marx. Ceux qui l'ont suivi ne l'ont pas ou très peu développée. Depuis cinquante ans, l'emploi du terme s'est même perdu dans les livres se réclamant du marxisme au profit du mot « chômage » [1]. Cet effacement du terme s'explique par deux raisons. L'une est la montée en force et la large domination à gauche de l'idée selon laquelle des solutions durables pourraient être apportées au chômage sans que le capitalisme doive disparaître pour autant. Cette position fait comme si l'expérience très particulière d'une parenthèse historique d'environ trente ans pouvait être transformée en mode d'existence permanent du capitalisme. Entre 1945 et 1970, l'armée industrielle de réserve a été intégrée complètement dans la production, de sorte qu'il n'y a pas eu de chômage. C'était là le résultat combiné des conséquences démographiques de deux guerres impérialistes mondiales extrêmement meurtrières, ainsi que d'une destruction immense d'infrastructures, d'équipements et de logements, mais aussi des traits très particuliers des rapports politiques entre le capital et le travail nés de la révolution canalisée et frustrée de 1944-1946. Pour le capital, il ne pouvait s'agir là que d'une situation transitoire. Dans le cas des pays européens, il l'a supportée de plus en plus difficilement, lui cherchant des palliatifs dans la phase d'immigration des années 1960, avant que les effets combinés de la libéralisation des investissements extérieurs et des échanges et d'une phase de changement technique radicale ne lui permettent de retrouver une liberté toujours plus grande dans l'embauche et les licenciements.

L'autre raison d'un relatif effacement du terme tient au fait que les rapports politiques issus de la période 1944-1946 et affermis autour de 1968, ont

effectivement fait obstacle jusqu'à présent à la réapparition complète des formes spécifiques d'exploitation des travailleurs dont l'existence d'une armée industrielle de réserve est l'expression. La lecture attentive de Marx montre en effet que la notion reflète des rapports de force (ou rapports « politiques ») entre le travail et le capital autant que le résultat des besoins « objectifs » du mouvement de l'accumulation et de la poursuite du profit maximum. Le terme « armée industrielle de réserve » ne désigne pas simplement l'existence de chômeurs en nombre plus ou moins élevé, mais de chômeurs **en situation de profonde soumission au capital**, au point, dit Marx, de former une masse qui **« appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais [et qui] fournit à ses besoins de valorisation flottants [...] la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible »** (souligné par moi)[2].

Or dans les pays capitalistes avancés, tout au moins dans la grande majorité d'entre eux, un tel rapport a été brisé par l'action de la classe ouvrière au cours des années 1930 et surtout à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Les situations de soumission profonde ont été remplacées par des rapports qui font qu'aujourd'hui encore, même avec un taux de chômage élevé, des travailleurs devenus chômeurs peuvent toujours refuser certaines offres d'emploi. En France, mais aussi dans beaucoup d'autres pays, les chômeurs n'ont pas été obligés d'accepter n'importe quel travail. C'est précisément là que le bât blessait du point de vue du capital, là par conséquent que, de Blair à Schröder en passant par le MEDEF, on cherche à mettre en place des dispositifs juridiques qui contraignent les chômeurs

à accepter toute offre d'emploi, qu'on cherche aussi à détruire un à un les éléments de protection sociale (accès aux soins, etc.) dont les chômeurs bénéficient encore. Le but est de créer des conditions matérielles et psychologiques qui ferment aux chômeurs la possibilité de refuser les emplois offerts.

L'accroissement régulier du chômage depuis une décennie, le nombre élevé de chômeurs de « longue durée » et la menace de perte de l'emploi sont venus peser toujours plus lourdement sur les salaires et sont devenus un facteur très fort de discipline au travail. Il y a donc eu une forte hausse du taux d'exploitation, du taux d'appropriation de la plus-value. Cela ne suffit plus au capital. Son objectif est de recréer des conditions où toute « offre d'emploi » serait acceptée, où la soumission commencerait à redevenir totale. Aujourd'hui la « flexibilité du travail » et la précarisation à tous les niveaux de qualification de ceux et de celles qui doivent vendre leur force de travail comme seule façon de vivre et de se voir reconnaître une existence sociale, sont considérées par la bourgeoisie comme une condition absolument centrale de la gestion des entreprises, et partant comme un précepte prioritaire des politiques gouvernementales. L'objectif ne sera pas pleinement atteint aussi longtemps que le chômage ne s'accompagnera pas d'une perte totale ou à peu près totale de toute protection contre les conséquences de la maladie, du chômage et de la vieillesse.

C'est une chose que les salariés rejettent et à laquelle ils sont encore en mesure de résister. La tâche immédiate du capital et des gouvernements qui en partagent les buts et la vision du monde (le terme gouvernement comprenant les instances de l'Union européenne) est de créer l'environne-

ment économique, social et politique qui aiderait à briser cette résistance. Il faut commencer à répandre l'idée que le travail à très bas salaires et sans protection contre la maladie, le chômage et la vieillesse serait quelque chose de « normal », puisque dans votre pays, dans votre ville ou votre région, à côté de chez vous, il y a désormais des travailleurs qui travaillent dans ces conditions.

Les premiers tremplins de cette offensive peuvent être nommés. Ce sont, notamment, le travail au noir « toléré » à des niveaux de salaires inférieurs et sans protection sociale ; ensuite l'existence d'une masse de travailleurs « clandestins-connus », sans papiers et sans droits, et donc forcés d'accepter sans discuter les emplois qui leur sont proposés [3] ; enfin, les nouveaux régimes juridiques spéciaux du travail temporaire. On verra que la France en a été, très discrètement, l'un des initiateurs, bien avant que l'OMC et l'Union européenne ne travaillent à leur généralisation. C'est le cas des contrats dits OMI, qui ont été l'un des bancs d'essai en Europe pour les contrats prévus par le « mode 4 » de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) en négociation à l'OMC, mais déjà en application et même en voie de généralisation dans l'Union européenne.

LES RESSORTS DE L'ARMÉE DE RÉSERVE ET SA CONSTITUTION EN STRATES

Revenons un instant à Marx pour comprendre à la fois ce qui est identique et ce qui a changé au XIX^e siècle. La formation initiale de l'armée industrielle de réserve a été consubstantielle à la formation et à l'extension des rapports de production capi-

talistes. L'existence de la mise au chômage des travailleurs plonge ses racines dans le caractère « antagonique » des relations entre le capital et le travail. Le terme « antagonique » ne désigne pas seulement la conflictualité inhérente à des rapports de domination et de subordination dont la finalité est la maximisation du profit, donc de la productivité du travail. Il se réfère aussi, de façon plus déterminante, à l'un des processus contradictoires qui est au cœur du capital et qui en commande la fuite en avant (cette fuite en avant étant aussi celle de la société tout entière puisque le capital la domine de part en part). Sans l'alchimie très particulière qui voit l'appropriation par le capital des forces créatrices du travail vivant au cours du procès de production, il n'y a ni profit, ni rente financière, ni rente foncière. Pourtant, aussi fortement que le capital ait besoin des salariés comme source de valeur et de plus-value et comme marché pour les biens de consommation, les entreprises ont toujours considéré, hier comme aujourd'hui, les salariés comme un coût, un élément dont il leur fallait et dont il leur faut absolument réduire le poids. Depuis le début, le capitalisme a donc été marqué par des processus de changement technique dans lesquels les travailleurs ont été remplacés de façon répétée par des machines (machines au sens large du terme, la dernière en date étant l'ordinateur sous ses multiples formes). Cela coupe court aux mouvements de hausse des salaires naissant d'une pénurie de force de travail et vient renforcer de nouveau la discipline au travail.

Pour disposer d'une armée industrielle de réserve, le capitalisme anglais, sur lequel Marx travaille alors que le système capitaliste mondial est encore en formation, n'a pas besoin de re-

courir à l'immigration hors des îles britanniques. A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Angleterre (et pas seulement l'Irlande) sera un foyer d'émigration. Vider le trop-plein de population est même l'un des ressorts de l'expansion impériale. Deux processus endogènes suffisent à nourrir l'armée industrielle de réserve : l'exode rural forcé et surtout le changement technique qui assure « *la conversion, toujours renouvelée, d'une partie de la classe ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés* ». L'armée industrielle de réserve « *s'obtient à l'aide d'un procédé bien simple [...] l'application de méthodes qui, rendant le travail plus productif, en diminuent la demande* ». En Europe, à la suite de la saignée des dizaines de millions de morts des deux Guerres mondiales et la chute du taux de natalité, cette méthode n'a plus suffi. La reprise de l'accumulation a exigé l'appel à l'immigration par vagues successives. Mais tant que les rapports politiques entre les classes issus des événements de 1944-1946 sont restés forts, celle-ci n'a pas signifié automatiquement l'existence d'une armée industrielle de réserve au sens plein du terme donné plus haut. Jusqu'au milieu des années 1970, les travailleurs immigrés étaient la couche la plus défavorisée de la classe ouvrière, mais en aucune façon une couche placée en situation de soumission profonde au capital, au point de lui « appartenir ». Ce n'est que dans les années 1980 que commenceront à se mettre en place les mécanismes, politiques autant qu'économiques, qui y sont parvenus aujourd'hui.

L'armée industrielle de réserve n'est jamais un ensemble homogène. Sa division en couches ou en strates distinctes, séparées par leur degré de vulnérabilité sociale, est même indis-

pensable pour qu'elle remplisse ses fonctions. Un degré élevé de soumission au capital des ouvriers les plus qualifiés, les plus demandés et donc le moins souvent au chômage, est obtenu par l'existence de couches **plus vulnérables qu'eux**. Marx leur consacre un développement spécifique [4]. Il y mêle des explications économiques et des analyses sociologiques. Elles ont une valeur analytique et méthodologique considérable. Seule une analyse diversifiée des couches dont est formée l'armée de réserve aujourd'hui dans la phase de la mondialisation du capital en permettra la pleine ré-appropriation théorique. En attendant, il reste intéressant de rappeler rapidement les distinctions établies par Marx sur la base de l'observation qu'il a pu faire avec l'aide d'Engels de la situation anglaise vers 1860. Il distingue quatre formes de surpopulation relative, la « *flottante* », la « *latente* » et la « *stagnante* », et celle enfin qui « *habite l'enfer du paupérisme* ».

La forme *flottante* correspond à ce que l'économie du travail bourgeoise nomme le « chômage frictionnel » ou « conjoncturel », celui qui est classifié par les statistiques comme « chômage de courte durée ». Elle affecte les travailleurs des « *centres de l'industrie moderne, ateliers automatiques, manufactures, usines, mines, etc.* », qui ne sont pas protégés contre le chômage, mais à peu près certains de retrouver du travail dès la remontée du cycle industriel. Pas dans n'importe quelles conditions cependant. Seulement s'ils sont jeunes (l'âge variant d'une activité à l'autre) et en bonne santé. Marx note qu'on « *n'emploie par masse les ouvriers mâles que jusqu'à l'âge de leur maturité. Ce terme passé, on en retient un faible contingent et l'on renvoie régulièrement la majorité. Cet élément de la surpopulation s'accroît à mesure que*

la grande industrie s'étend. Une partie émigre en suivant l'émigration du capital. » L'autre partie entre dans la catégorie latente de l'armée industrielle de réserve, qui comprend aussi, à un moment où la législation sur le travail commence à peine, les femmes et les enfants. L'emploi des enfants est aussi l'un des facteurs incitatifs de la natalité ouvrière (comme elle l'est aujourd'hui dans les pays du Tiers monde). Elle est obtenue « au moyen de mariages précoces (conséquence fatale de la situation sociale des ouvriers manufacturiers), et grâce à la prime que l'exploitation des enfants assure à leur production ». Le dernier élément constitutif de la couche latente vit dans les campagnes.

La troisième catégorie, que Marx désigne du terme de *stagnante*, réunit des prolétaires dont l'irrégularité extrême de l'embauche fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. « Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux de salaire son minimum. Le soi-disant travail à domicile nous en fournit un exemple affreux ». Vient enfin la dernière fraction qui « habite l'enfer du paupérisme ». On y trouve « des ouvriers capables de travailler » qui retrouvent un emploi en période d'accumulation accélérée, ainsi que « les enfants des pauvres assistés et des orphelins [...] qui, aux époques de haute prospérité, entrent en masse dans le service actif ». Puis il y a aussi « les ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource », puis « ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal

du salarié; enfin les victimes directes de l'industrie — malades, estropiés, veuves, etc., dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc. ». Et Marx d'écrire que « le paupérisme est l'Hôtel des Invalides de l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci, il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste. Il entre dans les faux-frais de la production capitaliste, frais dont le capital sait fort bien, d'ailleurs, rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite classe moyenne ».

ACCLIMATER L'IDÉE DU TRAVAIL À NIVEAUX DE SALAIRES TRÈS BAS ET SANS PROTECTION SOCIALE

Cette dernière citation de Marx situe bien les enjeux actuels. A la suite d'un combat historique contre le capital, la classe ouvrière est parvenue dans la plupart des pays capitalistes à lui imposer une large part de la prise en charge de ces « faux frais ». Dans les pays où il y a eu création de systèmes de retraite par répartition ainsi que de systèmes de santé financés pour partie par les entreprises, au moins initialement, le « salaire socialisé » au sens de Bernard Friot [5] a été un formidable point d'appui pour les salariés. Il a dressé un mur face à la reconstitution de l'armée industrielle de réserve dans le sens plein qui vient d'être exposé. L'enjeu est immense. Sans la constitution d'une couche importante de travailleurs rejetés dans le paupérisme au sens fort, il ne sera

pas possible pour le capital de transformer d'autres catégories de travailleurs, de chômeurs ou de travailleurs précaires, en membres anonymes de l'armée industrielle de réserve dont le seul destin serait d'en descendre un échelon chaque fois plus bas au gré des infortunes professionnelles et familiales.

Le mur du « salaire socialisé » est maintenant sérieusement ébréché, mais il est encore debout. Le patronat et certains secteurs à l'intérieur des appareils d'État des pays capitalistes avancés (ici nous nous limiterons à l'Union européenne, mais dans ce domaine comme dans bien d'autres la Suisse est un formidable champ d'expérience pour le capital) ont donc mis au point des stratégies destinées à le contourner et ce faisant à acclimater l'idée que le travail à des niveaux de salaires très bas et sans protection contre la maladie, le chômage et la vieillesse est « normal ». Il faut que vivent à côté de chez vous des travailleurs dont les très bas salaires et l'absence de droits sociaux sont le lot. Vous les regardez, en réagissant au mieux par la compassion, alors que dans le même temps les syndicats les ignorent à peu près complètement. L'acclimatation se fait insidieusement, de façon d'autant plus efficace qu'elle s'accompagne d'un côté de campagnes racistes sur le thème de « ceux qui nous volent notre travail » et de l'autre d'une propagande permanente sur le « poids des charges sociales », sur ceux qui « trichent » et alourdissent les déficits, sur la nécessité de « mettre les chômeurs au travail » sans qu'ils fassent la fine bouche.

En France, comme dans la plupart des pays européens, plusieurs millions de chômeurs ou de jeunes qui n'ont jamais eu un emploi, qui sont déclarés « inaptés », « inem-

ployables » **coexistent** aux côtés de centaines de milliers de travailleurs « clandestins » sans papiers et sans droits à divers degrés de vulnérabilité auxquels des emplois sont offerts au noir à des niveaux de salaires très bas et sans protection. Cette coexistence est le résultat délibéré des stratégies patronales aidées de politiques gouvernementales. Elle accomplit l'acclimatation dont j'ai parlé, et sert de base à plusieurs secteurs d'activité économique, dont le nombre pourrait s'étendre. Le secteur agricole, tout particulièrement la production de masse des fruits et légumes, en est un. On y rencontre des travailleurs vraiment placés en situation de soumission profonde au capital.

**LES TRAVAILLEURS SANS
DROITS
DANS L'AGRICULTURE :
DU MATÉRIEL
CONTEMPORAIN
POUR MARX**

A l'Université d'été d'Attac à Arles, j'ai entendu l'intervention de membres de deux associations, le Forum civique européen et les Comités Maroc de lutte contre la répression et pour la solidarité et acheté le numéro spécial d'une revue très peu diffusée. Intitulé « *Le goût amer de nos fruits et légumes* » [6]. Ce numéro a été préparé notamment par des ingénieurs agronomes parmi lesquels Jean-Pierre Berlan et des militants spécialistes de l'immigration et du droit du travail. Une discussion avec Emmanuel Terray, qui est l'un des « auteurs » de l'expression « délocalisation interne », clôt le numéro. Celui-ci porte largement sur l'exploitation des travailleurs sans droits dans les serres de El Ejido en Andalousie, mais aussi sur

le travail des journaliers sans droits sociaux ou relevant d'un régime juridique d'exception, dans les entreprises de fruits et légumes des Bouches du Rhône.

Pour ceux qui seraient tentés de se dire que « l'Andalousie c'est loin, c'est presque l'Afrique », je vais centrer l'analyse sur ce qui se passe « chez nous » dans les Bouches du Rhône, comme dans d'autres départements de la région PACA. Commençons par la description, faite en quelques phrases par Denis Brutsaert, des rapports économiques établis par la grande distribution (qui a capté et qui concentre au niveau national 80 % des ventes de fruits et légumes) avec les entreprises agricoles, et les rapports de production que celles-ci imposent ensuite à leurs salariés.

Chaque matin, les produits sont exposés par les entreprises aux acheteurs attirés des groupes de distribution, après quoi « *les grandes surfaces téléphonent à n'importe quel moment de la journée pour dire : "Il me faut un camion, une palette, trois palettes, à telle heure, à tel endroit". La main-d'œuvre fixe n'est plus adaptée à un tel fonctionnement, puisqu'il faut quinze personnes, pendant deux heures entre onze heures et treize heures ou entre quinze heures et dix-sept heures* ». Et Denis Brutsaert non seulement de dire en écho pour ainsi dire à Marx « *c'est une armée de réserve qu'il faut* », mais de faire une analyse où il dessine les contours de toute une catégorie de cette armée de réserve que le capital veut reconstituer. Elle comprend : « *des chômeurs, des RMistes, des illégaux dont tout le monde sait qu'ils sont là pour ça et qu'ils font des heures payées au-dessous des tarifs minimums. Les ouvriers de la Camargue dont on n'a plus besoin dans le riz ont reflué sur la zone de fruits et légumes et du coup, tous les ouvriers maghrébins*

ont été licenciés, des travailleurs permanents qui avaient commis l'erreur de demander leur régularisation. Ils ne trouvent plus d'emploi fixe parce qu'ils rentrent dans le droit du travail classique. En plus, ils ont souvent la cinquantaine et sont fatigués et cassés à cause du travail qu'on leur a fait faire. Ils se sont retrouvés chômeurs de longue durée ou au RMI. Tous ces gens constituent actuellement l'armée de réserve qui travaille juste les heures dont on a besoin et cela tout au long de l'année. Tout le monde sait que ces chômeurs et RMistes sont des ouvriers agricoles ».

L'origine de cette configuration particulière des rapports sociaux entre le capital et le travail dans ce type d'exploitation agricole est californienne. Toujours dans le même numéro spécial de la revue, Jean-Pierre Berlan en esquisse la théorie à grands traits. On a affaire à une forme d'exploitation agricole qui est intensive, non seulement en intrants mécaniques et chimiques, ce qui est la norme générale désastreuse du point de vue écologique de toute l'agriculture capitaliste contemporaine, mais aussi, sur de brèves périodes critiques, très intensive en main d'œuvre. Elle a les traits suivants : 1/ sa mécanisation va de pair avec le besoin de disposer sur des périodes concentrées, surtout celles des récoltes, de très grandes quantités de main d'œuvre ; 2/ le moment exact des récoltes et leur volume sont aléatoires (« *vous ne savez pas si votre récolte de pommes va être de 30 tonnes/hectare ou de 60 tonnes/hectare, c'est seulement au moment de la récolte que vous le saurez* ») ; 3/ la récolte détermine la rentabilité de toute l'année, « *comme arboriculteur fruitier ou comme producteur de fraises ou de légumes, vous avez fait des investissements considérables, et vous avez un seul objectif, rentrer votre récolte* ».

La présence d'une catégorie de travailleurs sans droits, ou à droits très faibles, disponibles à tout moment pendant des laps de temps très courts, est la condition sine qua non pour que cette exploitation soit rentable. On est, dit Jean-Pierre Berlan, dans une situation où structurellement l'employeur doit avoir constamment sous la main une quantité de main-d'œuvre telle qu'il puisse faire sa récolte quelles que soient les circonstances climatiques ou économiques. « *Il vous faut avoir une main-d'œuvre disponible pendant ces jours-là, même si vous ne l'employez pas ! Il faut que vous ayez une armée de réserve d'ouvriers agricoles sous la main, comme une espèce "d'assurance tous risques" face à cette question de la récolte* ». **La violence est consubstantielle à de tels rapports.** Le recours à l'assassinat y est prédictible. Dans ce type d'agriculture, écrit Berlan « *les rapports sociaux sont extrêmement violents, toute tentative d'organisation des ouvriers agricoles peut littéralement menacer de ruine l'agriculteur. L'agriculteur dont les fruits sont mûrs et qui risque de perdre son année s'ils ne sont pas récoltés au plus vite, prendra son fusil pour avoir la main-d'œuvre nécessaire et pour empêcher toute organisation de sa part* ». Comme on l'a vu en Dordogne, il prendra aussi son fusil pour empêcher des inspecteurs du travail de pénétrer dans l'exploitation.

On a donc affaire à un type d'exploitation qui ne peut pas prendre pied sans la formation et la reproduction d'un pool de travailleurs disponibles à tout moment et prêts à travailler sans limite d'heures à très bas salaires. « *Cette main-d'œuvre est immigrée* », constate Berlan. « *Pourquoi ? Parce qu'il faut des gens qui puissent être payés à des tarifs tout à fait inférieurs à ceux qui se pratiquent en Fran-*

ce. Il faut des gens qui soient parfaitement malléables et à la disposition des employeurs. Ce qui est le cas des ouvriers immigrés et particulièrement des clandestins ». L'existence de tels travailleurs par dizaines de milliers et leur concentration pour permettre leur embauche sont évidemment le résultat d'une politique délibérée. Elle est complétée par des dispositifs juridiques spéciaux. Ici la « République » est sauvée puisqu'il y a la loi. Ce que ces dispositifs représentent et la tendance qu'ils annoncent en sont d'autant plus graves.

LE CONTRAT OMI ET LA « DISSOCIATION DE LA FORCE DE TRAVAIL DE LA PERSONNE DU TRAVAILLEUR »

L'Office des Migrations Internationales (OMI) est une institution ancienne, mais peu connue car elle mène un travail qui cherche à rester discret. Dans le numéro spécial d'*Informations et commentaires*, Marion Henry examine les contrats d'immigration temporaire dans l'agriculture mis au point par l'Office. Ce sont des contrats à durée déterminée, de 4 mois minimum jusqu'à 8 mois maximum. Des accords relatifs à ces contrats ont été passés par la France avec le Maroc, et dans une moindre mesure avec la Tunisie et la Pologne. À la fin du contrat, le travailleur a une semaine pour se présenter au bureau de l'OMI de son pays d'origine faute de ne plus jamais pouvoir se porter candidat plus tard. Une fois le premier contrat décroché, l'ouvrier est lié au patron. S'il veut changer d'emploi, il doit obtenir l'autorisation de son employeur. S'il souhaite revenir travailler en France la saison sui-

vante, il faut que ce patron renouvelle à l'avance son contrat.

Les salariés OMI n'ont pas droit aux mêmes prestations sociales que les travailleurs français, bien que les cotisations soient prélevées sur leur salaire au même taux que pour n'importe quel travailleur. Dans le cas des travailleurs marocains, les prestations sociales auxquelles ils ont droit pour leur famille sont payées au tarif marocain, soit 5 fois moins que les allocations françaises. De même, des ouvriers retraités qui ont été sous contrat OMI pendant 25 ou 30 ans doivent se battre pour récupérer leur retraite, également très inférieure à la retraite française. Enfin, en ce qui concerne la couverture maladie, celle-ci cesse totalement dès la fin du contrat. Ainsi un ouvrier malade ou hospitalisé, après un accident du travail par exemple, peut se voir présenter la facture de ses soins dès la date de cessation du contrat, et se trouver par conséquent dans une situation d'endettement insupportable pour lui.[7] Sur le plan de l'obtention de papiers officiels, les travailleurs sous contrat OMI sont encore plus défavorisés que les étrangers clandestins. Même s'il vient travailler tous les ans, depuis 10 ou 20 ans, en toute légalité, le travailleur sous contrat OMI ne peut faire jouer l'ancienneté de son travail pour obtenir une carte de séjour, alors que les clandestins peuvent le faire lorsque s'ouvrent des fenêtres de régularisation.

Le travailleur OMI est en transit perpétuel. Puisque le pré-supposé du contrat est de lui interdire de s'installer, « *toute trace de son passage s'évanouit dès que sa présence n'est plus concrétisée par un contrat* ». Sa présence, écrit Marion Henry, « *se réduit à sa force de travail (en effet) le travailleur en tant que personne juridique n'est pas présent sur le sol français [...]*

car tandis que son enveloppe physique travaille en France, sa personne morale reste sur le sol marocain. La force de travail est dissociée du travailleur. En dehors du temps de travail, il n'a aucun droit en France, ni celui d'être malade, ni celui de vivre sur le sol français, ni la reconnaissance d'avoir œuvré pour l'économie française ».

Marion Henry parle d'une « perversion inscrite dans les termes mêmes du contrat ». Cette « perversion » a fait école. Elle est au cœur de la « philosophie » du droit du travail en voie de négociation à l'OMC. Indépendamment du rôle que la Commission européenne joue à l'OMC, le contrat OMI est l'un des modèles dont elle s'est inspirée dans les textes qu'elle a mis au point au sujet du statut juridique du « travailleur détaché » dans le cadre « d'une prestation temporaire de service transfrontalière ». Il s'agit de travailleurs envoyés par leur entreprise dans un pays « appartenant à l'espace économique européen » (EEE), espace qui inclut en plus des pays membres de l'Union européenne, les « pays candidats à l'adhésion » et la Suisse, pour y accomplir une « mission ». Ces travailleurs, stipule la Commission, « retournent dans leur pays après l'accomplissement de leur mission, sans accéder à aucun moment au marché de l'emploi de l'État d'accueil », donc sans accéder non plus au droit du travail ou à celui de la protection sociale de ce pays [8].

Ici le secteur agricole nous a servi de champ d'observation des processus à l'œuvre. Pour avoir une compréhension plus complète de ce que signifie la « délocalisation interne » au sens défini en début d'article, il faudrait des articles sur le bâtiment, les tra-

voux publics et l'hôtellerie. Mais le constat est déjà d'une extrême gravité. Revenons à la caractérisation proposée par Marion Henry, la « dissociation de la force de travail de la personne du travailleur ». Cette dissociation a pour effet d'en faire un « non-individu », un vendeur de sa force de travail pur et simple dépourvu de toute autre identité sociale, donc de tout droit. Les hommes et les femmes à qui ce statut est imposé en tant qu'immigrés auxquels on refuse l'intégration de plein droit dans la classe des salariés, sont aujourd'hui le premier échelon en voie de cristallisation d'une reconstitution contemporaine de l'armée industrielle de réserve. L'introduction et l'extension insidieuse de travailleurs dépourvus de toute autre identité sociale vont se répercuter toujours plus fortement sur les droits et en bout de compte l'identité sociale des salariés dans leur ensemble. Le rôle joué par les instances de l'Union européenne pour généraliser les situations *de facto* de non-droit, pour aiguïser brutalement la concurrence des travailleurs autour d'une offre d'emploi très faible et pour aider les gouvernements et les patronats à porter des coups de boutoir aux systèmes de protection sociale, est en elle-même une raison suffisante pour combattre la « Constitution européenne ».

Les « délocalisations internes » sont au mieux le premier volet d'un tableau tant soit peu complet des processus conduisant à la reconstitution de l'armée industrielle de réserve dans le cadre du capital mondialisé. Aussi faudra-t-il que de prochains articles traitent de l'investissement direct à l'étranger et de l'exploitation

de la force de travail dans les conditions locales des économies « d'accueil », ainsi que de la mise au travail de travailleurs à longue ou très longue distance dans différentes modalités contractuelles de sous-traitance ou de « travail à domicile » contrôlé par ordinateur.

Notes

1- Cela a vraiment été le cas depuis des décennies pour la très grande majorité de ceux qui ont écrit en se réclamant de Marx, dont moi-même.

2- Toutes les citations, à commencer par celle-ci, viennent du paragraphe III du chapitre XXV du livre I du Capital. Les éditions étant nombreuses, je m'en tiens à cette seule indication.

3- Voir François Brun, « Sans-papiers, mais pas sans emploi », Plein droit, revue du GIS-TI, n° 61, juin 2004.

4- C'est l'objet du paragraphe IV du chapitre XXV qui porte sur « la loi générale de l'accumulation du capital ».

5- Bernard Friot, Puissances du salariat : Emploi et protection sociale à la française, La Dispute, Paris, 1998,

6- « Le goût amer de nos fruits et légumes », numéro hors série de mars 2002 de la revue Informations et commentaires : le développement en questions, Forum Civique Européen, 04300 Limans.

7- L'expérience des travailleurs sur ce plan est relatée par Alice Mony dans son article, « Naïma, "travailleuse agricole" » dans Plein droit, n° 61, juin 2004.

8- Toujours dans le même numéro de Plein Droit, Antoine Math et Alexis Spire analysent dans l'article « Des travailleurs jetables », les textes en vigueur dans l'espace économique européen et ceux en préparation à l'OMC.

- Ce texte constitue la première partie d'une réflexion autour du conflit qui a conduit, le 29 juin 2004, au changement de statut d'EDF-GDF. Elle est plus spécifiquement consacrée à l'exposé des faits. Une seconde partie, à venir, sera consacrée à la discussion autour de la stratégie de SUD-Energie, et plus généralement de celles des organisations qui se sont opposées dans ce conflit aux appareils syndicaux dits « majoritaires » (CGT-CFDT-FO-CFTC), ainsi qu'aux enseignements qu'on peut tirer de cette bataille.
- Ce texte s'appuie en partie sur la brochure éditée par le syndicat SUD-Energie : « *Inventaire pour comprendre les raisons d'une défaite et pour gagner les prochaines batailles* »
- Les analyses présentées ici n'engagent que l'auteur, et en aucun cas le syndicat SUD-Energie.

La défaite du changement de statut d'EDF-GDF

(Première Partie)

PROLOGUE

Le mardi 29 juin dernier était votée à l'assemblée nationale la loi modifiant le statut d'EDF-GDF, faisant passer celui-ci d'Établissement Public Industriel et Commercial à celui de Société Anonyme.

Le même jour, le personnel d'EDF et GDF était invité à participer à sa septième « journée d'actions nationales coordonnées » depuis début 2004, organisée par l'Interfédérale CGT-CFDT-CFTC-FO, sous le haut patronage de la CGT, syndicat historiquement largement majoritaire dans l'entreprise depuis sa création.

Après plus d'un an de « luttes » dans

le cadre imposé par l'Interfédérale mais aussi, comme nous y reviendront longuement, pour tenter de déborder ce cadre, le personnel d'EDF-GDF et plus généralement l'ensemble des salariés du pays subissaient ce jour-là une défaite majeure : l'ouverture du processus de privatisation d'un nouveau Service public, celui de l'Énergie, venait de commencer dans les faits.

Défaite d'autant plus grave qu'après la privatisation de France Telecom, évidemment désastreuse pour ses usagers et ses salariés, celle d'EDF-GDF en annonce d'autres (SNCF, Poste, etc.) tandis qu'au même moment, un an après la catastrophe de la loi

Fillon sur les retraites, le gouvernement s'attaquait à la santé par la réforme Douste-Blazy de la Sécurité sociale.

Défaite d'autant plus amère que pour beaucoup, du fait de son histoire marquée par la très forte implantation de la CGT, EDF-GDF représentait une sorte de « dernier rempart » réputé invincible. Et de fait, cette issue catastrophique semblait à beaucoup impossible quelques années, voire quelques mois ou semaines plus tôt.

« Toucher à EDF, cet État dans l'État ? Allons donc, tu n'y penses pas, le gouvernement n'osera jamais ! Et s'il osait, la CGT ne le laisserait jamais faire... »

Combien de fois, depuis la transposition de la première directive européenne relative à la « libéralisation du marché de l'énergie » en 1996, l'auteur de ces lignes avait-t-il entendu ces mots, ou des réflexions similaires, aussi bien chez le personnel que parmi les usagers ?

Cette défaite constituait un rendez-vous d'autant plus manqué des salariés d'EDF avec le « mouvement social » tout entier, que la mise en échec du gouvernement sur ce dossier aurait probablement permis de « renverser la vapeur », de porter un coup d'arrêt au rouleau compresseur libéral à l'œuvre dans la destruction de toutes les conquêtes sociales d'après-guerre, voire au gouvernement lui-même.

La manifestation organisée à Paris ce triste mardi 29 juin, qui regroupait encore plusieurs milliers d'agents, se terminait à l'Opéra, bien loin du Palais-Bourbon où la majorité UMP-UDF votait le texte des deux mains.

Les responsables de l'Interfédérale, F. Imbrecht, patron de la CGT en tête, soulagés d'avoir « tenus leurs troupes » jusque-là, pouvaient entonner leur dernier discours de fin de manifestation, immédiatement suivi

des traditionnels beuglements des sonos de la CGT crachant des chansons de Jean Ferrat comme aux meilleurs jours de la fête de l'Huma.

Évidemment, nulle reconnaissance de la défaite dans ces discours, nulle remise en cause de la stratégie d'actions mise en place depuis des mois et qui y avait conduit.

Bien au contraire, chacun d'eux se félicitait de la « forte mobilisation » du jour, qui « montrait une fois de plus la détermination des agents à défendre le service public ». Et chacun de se glorifier de la « responsabilité du personnel » qui avait permis de rendre le « mouvement populaire », entendez quasiment sans coupures..., et d'appeler le personnel à « poursuivre la lutte » jusqu'au vote des Sénateurs, puis jusqu'à la décision du Conseil Constitutionnel dont la saisine était d'ores et déjà annoncée, tout cela par les moyens les plus audacieux, on s'en doute..., comme par exemple l'organisation « d'actions de sensibilisation des usagers et des élus sur le Tour de France au mois de juillet » !

Évidemment, personne ne croyait que ces pantalonades allaient faire reculer le gouvernement après le vote à l'Assemblée, et encore moins les dirigeants de l'Interfédérale qui les proposaient.

Et de fait, la loi a été adoptée au Sénat, et bientôt avalisée par le Conseil Constitutionnel (*Modulo* le croche-pied à Raffarin sur l'amendement visant à permettre à son ancien ministre de l'économie, l'ex-patron d'USINOR Francis Mer, de prendre la présidence de la toute nouvelle Société Anonyme EDF).

Ce triste mardi 29 juin fut donc bien la journée d'enterrement d'un mouvement extrêmement puissant des salariés d'EDF-GDF, initié plusieurs années plus tôt contre les lois de transposition des directives européennes

et les projets de privatisation des deux entreprises.

Mouvement profond qui avait su infliger une défaite majeure au gouvernement, aux directions d'EDF et aux appareils syndicaux, en s'opposant majoritairement en janvier 2003 à la réforme du régime des retraites, prélude nécessaire à la privatisation.

Mouvement potentiellement victorieux et qui avait été trahi, non sans mal, avec le plus grand cynisme par les directions syndicales tout au long de l'année 2004.

C'est l'histoire de ce mouvement et de sa trahison que ce texte raconte.

UNE (TRES) BREVE

HISTOIRE D'EDF-GDF

Jusqu'à leur changement de statut cet été, EDF et GDF étaient des Établissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC), c'est-à-dire des établissements 100 % publics, dont les personnels, (120 000 agents en France pour EDF, 167 000 au total dans le monde, 38 000 pour GDF, dont 27 000 en France) ne sont pas fonctionnaires, comme on le croit souvent à tort, mais bénéficient d'un statut spécifique.

Le Service Public de l'Énergie a été institué au lendemain de la Guerre, par la loi de nationalisation du 8 avril 1946. Au même titre que le système de retraite par répartition et la Sécurité sociale, il constituait l'un des acquis sociaux majeurs du pays, imposé au gouvernement d'Union nationale de de Gaulle dans la situation politiquement explosive de la Libération. En liaison avec la nationalisation des entreprises de production, de transport et de distribution d'énergie, la loi instaura un monopole public, limitant de fait à l'entreprise publique EDF-GDF le droit de pratiquer ces trois activités industrielles.

Nous ne revenons pas ici sur le caractère contradictoire de cette loi de nationalisation, à la fois conquête indiscutable pour les salariés du pays et coup porté aux trusts électriques privés d'avant-Guerre et, en même temps, probable pare-feu au mouvement de réquisition des entreprises électriques initié spontanément par les travailleurs du secteur à la Libération, en particulier dans le Sud du pays (l'été 44 fut marqué par l'appropriation spontanée par les salariés des usines de production électrique de Marseille, Alès, Toulouse, St Raphaël, etc.)

C'est Marcel Paul, ministre PCF de la Production Industrielle du gouvernement de Gaule, qui fut le principal artisan de cette loi, juste avant que les députés du PCF ne quittent le gouvernement. L'indemnisation des actionnaires des principaux trusts d'avant-Guerre fut négociée dans la loi, à hauteur de 1 % du chiffre d'affaire des entreprises nationalisées, et cette indemnisation leur a été versée jusqu'en 1987. Il est peu connu que le fameux 1 % du chiffre d'affaire consacré aux œuvres sociales, qui a fait couler beaucoup d'encre pendant le conflit, correspondait à une contrepartie de cette indemnisation des actionnaires...

Cette très rapide histoire d'EDF-GDF permet de pointer deux éléments importants pour la compréhension du conflit.

Il s'agit premièrement de l'extrême importance politico-économique de l'enjeu sur la nature de la propriété d'EDF-GDF : appropriation sociale par la collectivité ou au contraire propriété privée du « bien de civilisation » majeur que constitue l'énergie. Au-delà des motivations liées au caractère purement prédateur du capitalisme cherchant à récupérer des gisements de profit partiellement

confisqués par la nationalisation, il est important de rappeler l'enjeu politique des privatisations pour la classe dominante : les secteurs nationalisés civils sont insupportables à la bourgeoisie, parce qu'ils démontrent, même imparfaitement, à l'intérieur même de la société capitaliste, la possibilité d'une appropriation sociale des moyens de production, et préfigurent en quelque sorte une organisation différente de la société.

Deuxièmement cette histoire éclaire le lien extrêmement particulier existant entre EDF-GDF et le PCF et la CGT : EDF-GDF, ce sont des créations du PCF et de la CGT, et dans la symbolique sociale, leur appartiennent. La figure tutélaire de Marcel Paul exprime cette quasi-paternité.

Ce lien aura des conséquences contradictoires dans le conflit. A la fois point d'appui pour le personnel, légitimant sa résistance à la privatisation, et en même temps base d'une dépendance vis-à-vis de l'appareil syndical historique, celui-ci, qui se gardera bien de faire référence outre mesure à ce glorieux passé dans le conflit, étant investi d'une confiance exagérée (« *La CGT ne laissera jamais faire ça* »).

Ces illusions permettront à la CGT de se comporter durant tout le conflit, avec une grande partie du personnel, comme une sorte de père autoritaire, disant ce qui est possible et ce qui ne l'est pas.

Il est extrêmement important de mesurer la puissance de la fédération CGT mines-énergie à l'aube de ce conflit. Résultat de la fusion en 1999 des fédérations de l'énergie et du sous-sol, elle revendique alors environ 50 000 syndiqués parmi les salariés en activité, et 40 000 parmi les retraités. C'est la plus grosse fédération de la CGT, loin devant celle des métaux, des cheminots, de postes et

télécoms, etc.

Les chiffres de 2004 ne sont pas connus avec précision, la CGT s'étant bien gardée de les étaler au grand jour, leur ampleur contredisant fatalement son discours défaitiste.

Même si l'on sait qu'ils sont en diminution constante depuis 1977 (la CGT syndiquait alors 40 % des salariés du secteur), le taux de syndicalisation reste le plus élevé de France.

A l'aube du conflit, en 2004, on peut estimer que la CGT regroupe au moins 30 000 syndiqués parmi les salariés en activité (soit le quart des salariés d'EDF en France) et possède un bon millier de permanents, probablement le double en prenant en compte ceux des centres d'activités sociales.

30 000 adhérents minimum, plus de 1 000 permanents, des moyens matériels et financiers gigantesques, la confédération et ses 900 000 adhérents revendiqués en appui... Une force considérable, que la CGT s'efforcera à cacher au personnel pour justifier son discours défaitiste, et dont elle utilisera l'appareil contre le mouvement et particulièrement contre la grève.

UNE ATTAQUE

QUI VIENT DE LOIN

Si le changement de statut d'EDF-GDF intervenu cet été est le premier acte législatif concrétisant le processus de privatisation du Service public de l'Énergie, ce processus est en fait engagé depuis plusieurs années, en liaison directe avec les directives européennes de libéralisation du marché de l'Énergie.

Chacun sait que la « libéralisation », c'est-à-dire la destruction des monopoles publics et la privatisation des opérateurs associés, est un chantier majeur de l'Europe depuis 1986. Dans le domaine de l'Énergie, le pro-

cessus a été initié réellement à partir de 1996. Les grandes dates-clés en sont les suivantes :

- 1996 : première directive européenne ;
- 1999-2000 : ouverture du marché à 37 % des professionnels, soit environ 30 % du marché ;
- 10 février 2000, la loi dite de « modernisation du service public de l'électricité » transpose dans le droit français la directive de 1996 ;
- Novembre 2002 : seconde directive ouvrant le marché à la totalité des professionnels en juillet 2004, soit environ 70 % du marché, en attendant l'ouverture totale aux particuliers en 2007.

UN MOUVEMENT

DE RÉSISTANCE

QUI VIENT DE LOIN

Le mouvement du personnel d'EDF-GDF de 2004, un des plus profonds et des plus longs menés depuis les grèves de la SNCF/RATP de 1995, ne sort pas de nulle part. Ce paragraphe retrace les principales étapes de la mobilisation des salariés d'EDF jusqu'au début de l'année 2004.

LA JOURNÉE D'ACTION DE JUIN 1996

Dès 1996, l'annonce de la première directive européenne posant les jalons de l'ouverture à la concurrence et donc de la privatisation, avait déjà suscité une très forte réaction dans les deux entreprises.

En juin 1996, les cinq fédérations syndicales, CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC et CGC appellent le personnel à une journée de grève et à une manifestation nationale à Paris. La mobilisation est énorme avec 80 % du personnel en grève, et une immense manifestation.

Tous les agents ont parfaitement compris qu'accepter la directive européenne, c'est rentrer dans un processus à terme mortel pour le service public.

Ce jour-là, alors que nous n'en sommes qu'au début du processus de libéralisation/privatisation, le personnel signifie clairement aux directions syndicales qu'il était prêt à se battre.

Il est intéressant de noter qu'à l'occasion de cette journée, tous les agents d'EDF reçoivent chez eux une lettre de la direction les conviant à mots couverts à participer à cette journée. Cette « union sacrée », apparemment incongrue à l'intérieur d'EDF-GDF contre les directives, mérite quelques explications.

Elle s'explique par l'histoire de l'entreprise : une grande partie des cadres intermédiaires, et une partie non négligeable des hauts dirigeants de l'époque sont encore fortement empreints de « l'esprit de Service public » qui a animé EDF au moment de la nationalisation (la tâche d'électrification du pays étant vécue par beaucoup de cadres comme une mission citoyenne), et jusqu'à la réalisation du programme nucléaire. Beaucoup de cadres techniques sont à la CGT, et en dépit des oppositions de forme, il règne dans l'entreprise une sorte de cogestion éclairée entre la CGT et la direction, jusqu'au début des années 1980.

S'ouvre alors une ère dans laquelle le gouvernement et les directions d'EDF-GDF vont chercher, sans y parvenir, à marginaliser la CGT en favorisant systématiquement la prise de pouvoir managériale de la CFDT dans l'entreprise.

Le travail visant à casser ces équipes dirigeantes empreintes de culture de Service public commencera sous Rocard, puis avec la nomination à la

présidence de G. Ménage, ancien chef de cabinet de Mitterrand, en 1992.

En 1996, E. Alphandery, nouveau Président très récemment nommé depuis la prise du pouvoir par Chirac, poursuivra le travail commencé par les « sociaux libéraux », en évinçant un grand nombre de directeurs issus de cette culture de Service public, en supprimant le poste de Directeur général de façon à concentrer le pouvoir dans les mains du seul Président, mais la défaite de la droite de 1997 ne lui laissera pas le temps d'achever le travail.

C'est finalement à F. Roussely, nommé par Jospin en 1998, qu'incombera la tâche de finir le travail de liquidation des résistances à la privatisation dans l'appareil managérial d'EDF. Il s'acquittera de sa tâche avec application, avec des méthodes probablement inspirées de ses passages dans les cabinets des ministères de l'intérieur de Defferre et de Joxe, puis de Léotard et de Millon de 1982 à 1993. Il le fera extrêmement finement en rompant totalement avec la politique de marginalisation de la CGT de ses prédécesseurs, et en s'en faisant au contraire un allier. Nous y reviendrons plus loin.

NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DE SUD-ENERGIE

La fin des années 90 voit aussi apparaître un nouvel acteur dans le paysage syndical d'EDF : tirant le bilan des positions prises par le PCF et la CGT face au processus de libéralisation, une poignée de militants acquiert la conviction que la CGT ne se battrait pas contre la privatisation.

Issus de la CGT et la CFDT, ayant pour certain d'entre eux un passé de militant dans les organisations « d'extrême gauche » (LCR, OCI en particulier), ils fondent SUD-Energie, qui

constituera le seul point d'appui pour le personnel pour tenter de déborder les appareils syndicaux dans la bataille contre le changement de statut en 2004.

En dépit de l'opposition farouche des directions d'EDF et des appareils syndicaux « représentatifs », contestant systématiquement le droit de SUD-Energie à exister et à se présenter aux élections professionnelles, SUD-Energie parviendra à se développer significativement dans un certain nombre d'unités d'EDF-GDF

LA JOURNÉE D'ACTION DU 3 OCTOBRE 2002

La combativité du personnel allait être une nouvelle fois fortement démontrée lors de la journée d'action organisée le 3 octobre 2002, en réponse à l'affirmation par Raffarin de son intention de faire légiférer le Parlement sur le changement de statut des entreprises et sur l'ouverture de leur capital, la négociation sur le système particulier de retraites ayant été également annoncée par la branche patronale de l'Énergie au même moment.

Cette journée sera préparée avec minutie par les équipes syndicales, le plus souvent dans l'unité. Les Assemblées générales seront massives et graves, le personnel comprenant parfaitement que l'affrontement est devant lui.

A noter que pour la première fois SUD-Energie appelle en tant qu'organisation nationale à manifester. Il le fait alors que les autres syndicats refusent sa participation à l'Interfédérale, ce qui sera le cas tout au long du conflit.

Comme en juin 1996, la mobilisation sera énorme : 76 % de grévistes, 60 000 manifestants à Paris.

Ce jour-là encore, le personnel signifie clairement aux directions syndi-

cales qu'il est prêt à se battre. Les premiers débats sur la stratégie d'action surgissent au sein des Assemblées générales préparatoires à la journée et à la fin de celle-ci : pourra-t-on gagner en se cantonnant à des journées d'actions comme celle-ci ?

Cette question devient d'autant plus prégnante que la direction d'EDF et le gouvernement font clairement savoir au lendemain du 3 octobre qu'ils n'entendent pas remettre en cause leur calendrier : dès le 25 novembre, sans aucune opposition des représentants français, le conseil des ministres européen adopte la seconde directive qui prévoit l'ouverture totale du marché aux professionnels en 2004, puis aux particuliers en 2007.

Roussely déclare avec un incroyable cynisme le 4 octobre que « *les salariés qui étaient dans la rue sont tout à fait d'accord avec les projets en cours* » et réaffirme son total investissement dans le calendrier de « négociations » mis en place par le gouvernement pour accompagner le changement de statut, et auxquelles participent les Fédérations Syndicales « représentatives ».

LE COUP DE TONNERRE DU 9 JANVIER 2003

Le 9 janvier 2003 voit l'explosion d'un véritable « coup de tonnerre », qui va marquer le paysage des mois à venir : contre toute attente, et en dépit d'une mobilisation formidable des directions et de toutes les organisations syndicales pour le « oui », à l'exception notable de FO et de SUD-Energie, le personnel rejette par 53 % de « non » un référendum organisé par la CGT pour avaliser une réforme du régime de retraite d'EDF-GDF.

L'importance de cet événement mérite qu'on s'y arrête. En pratique, il s'agit d'une réforme qui, tout en affirmant le maintien des garanties du ré-

gime spécifique (37,5 annuités, calcul du taux de pension sur la dernière année d'activité, etc.), le remet profondément en cause en l'adossant au régime général.

Les projets du gouvernement en matière de réforme du régime général commencent à être connus, et le personnel a parfaitement saisi que cet adossement au régime général constitue une menace pour ses acquis.

Mais au-delà de cette lucidité sur les dangers menaçant ses acquis, le personnel a parfaitement compris également que c'est bien la question de la privatisation qui est en cause.

Car en dépit des dénégations de la direction, du gouvernement, de la CGT, de la CFDT, de la CFTC et de la CGC, toutes à l'unisson pour soutenir la réforme, les deux questions sont intimement liées : tant que la charge des retraites apparaît au passif des comptes de l'entreprise, ce qui est le cas depuis la nationalisation, EDF et GDF sont en pratique imprivatissables : les provisions pour le paiement des retraites qui s'ajoutent à d'autres charges énormes (maintenance des infrastructures de production/transport, provisions pour le traitement des déchets nucléaires et le démantèlement des centrales, etc.) sont telles (de l'ordre de 40 milliards d'euros) qu'elles rendent les deux entreprises sans aucun intérêt pour des investisseurs privés.

Il s'agit donc avant tout pour le gouvernement et les directions d'EDF-GDF de rendre les comptes des deux entreprises acceptables pour les financiers, en vue de leur mise sur le marché.

Le personnel l'a parfaitement compris, aidé en cela par le travail des équipes syndicales SUD et FO qui s'opposent à la « réforme ». Le refus de celle-ci est donc une nouvelle expression par le personnel, massive,

du refus de la privatisation.

Mais la nouveauté, fondamentale, est que ce refus s'exerce cette fois ci dans une opposition totale avec les directions des organisations syndicales soutenant la réforme, et surtout de la principale d'entre elles, la CGT.

Par son vote du 3 janvier, le personnel sanctionne à la fois le gouvernement, les directions d'EDF-GDF, mais aussi et surtout les directions de ses organisations, engagées dans un processus de négociations/acceptation de la privatisation.

Ce qui inquiète au plus haut degré le gouvernement, les directions des deux entreprises, et les appareils syndicaux, au premier chef desquels celui de la CGT.

Car dans cette affaire, c'est essentiellement le positionnement de la direction de la CGT, incarné par le secrétaire fédéral de l'époque, Denis Cohen, qui est profondément désavoué. Comme la CFDT, la CFTC et la CGC, la CGT a en effet accepté de participer aux négociations préparant la réforme, négociations auxquelles seule FO a refusé de participer, SUD-Energie n'étant pas sollicité car « non représentatif », mais faisant bien évidemment campagne contre le projet. Au-delà de cette participation, la CGT a collaboré à la rédaction du projet de réforme et le défend, marquant ainsi l'apogée de la collusion entre D. Cohen, secrétaire général de la Fédération, et F. Roussely, collusion qui dure depuis que ce dernier a très intelligemment refait de la CGT le principal interlocuteur de la direction à sa prise de fonction (voir plus haut)

Apparemment c'en est trop pour une partie de l'appareil qui, mené par le puissant syndicat CGT des cadres et techniciens, l'UFICT, s'oppose à la ligne de D. Cohen.

Immédiatement, cette opposition d'une partie de l'appareil est relayée

auprès du personnel par les équipes syndicales locales de l'UFICT, et par les sections FO et SUD là où elles existent.

Devant le danger que constituerait une signature du projet dans cette situation explosive, la direction de la CGT recule et se voit contrainte d'organiser un référendum pour tenter de faire entériner sa position par une consultation du personnel.

L'existence même de ce referendum est une victoire imposée par le personnel avec l'aide des équipes syndicales opposées à la réforme.

Le combat fait rage entre, d'un côté, les directions des entreprises et celles des Fédérations CFDT, CFTC CGC, CGT, espérant imposer le « oui », et de l'autre, les équipes syndicales « oppositionnelles » de la CGT, associées dans l'unité aux sections FO et SUD.

L'ampleur de l'implication des appareils syndicaux dans la bataille pour le « oui » est proprement hallucinante : tous les agents, y compris retraités, reçoivent à leur domicile une lettre cosignée de la CGT, de la CFDT, de la CFTC, et de la CGC justifiant la réforme présentée comme un « bon compromis », et expliquant qu'elle n'a aucun rapport avec le changement de statut des entreprises, ainsi qu'une lettre individualisée de chacune de ces organisations l'appelant à voter « oui », à demi-mots pour la CGT qui se réfugie derrière « *le choix du personnel* ».

De son côté, la direction multiplie la propagande interne pour le « oui », expliquant que cette réforme est nécessaire pour des raisons de « pérennisation » du régime spécifique des Électriciens et Gaziers (antienne qu'on entendra bientôt lors de la réforme Fillon).

Dans le même temps, le combat pour le « non » s'organise. Dans tout le pays, des équipes syndicales de la

CGT, et de la CFDT/CFTC dans une moindre mesure, se désolidarisent de leurs directions et mènent campagne pour le « non », dans l'unité avec les sections syndicales de FO et de SUD.

En dépit du déséquilibre quant aux moyens de propagande, le personnel inflige le 9 janvier une défaite cinglante aux partisans du « oui », d'autant plus cinglante qu'elle n'était pas prévue par la plupart des « observateurs » avisés, certains que le personnel d'EDF-GDF se rangerait sagement aux injonctions de ses directions syndicales, ses « privilèges » étant soi-disant garantis

L'issue du vote est l'expression la plus achevée, à ce moment charnière du conflit, de la volonté du personnel de se battre et de sa capacité à s'opposer aux appareils syndicaux.

Pour beaucoup de militants, en particulier pour ceux de SUD-Energie, cette victoire est un formidable encouragement, qui laisse présager la possibilité de déborder les appareils fédéraux dans l'affrontement qui vient sur le changement de statut.

Dans cette perspective, la possibilité de réaliser l'unité localement entre des sections de la CGT en opposition avec leur direction, des sections FO et des sections SUD apparaît à cette époque comme une des clés du conflit.

Ce coup de tonnerre ébranlera totalement l'édifice de collaboration de la CGT et de la Direction, mis en place par Cohen et Roussely, et obligera la CGT à un « recentrage » au congrès de Biarritz d'octobre 2003.

Malheureusement, comme nous le verrons plus loin, l'opposition dans la CGT n'y survivra pas.

LES ÉLECTIONS DE REPRÉSENTATIVITÉ DE NOVEMBRE 2003

La victoire du 9 janvier 2003 porte un

coup d'arrêt aux plans gouvernementaux. Alors que ceux-ci prévoyaient de légiférer sur le statut pendant l'été 2003, Raffarin remet toute décision après le congrès de la CGT prévu en octobre 2003, par crainte « d'un conflit social majeur ».

Le message est clair : après le séisme du 9 janvier, les directions des organisations syndicales doivent donner des gages avant que le gouvernement ne puisse affronter le personnel. Elles le feront, et avec quel empressement, lors du conflit sur la réforme Fillon des retraites en mai-juin 2003, nous y reviendrons plus loin.

Pour le personnel d'EDF-GDF, l'année 2003 s'achève avec les élections de représentativité. Dans la foulée du congrès de la CGT, et quelques mois après le choc du référendum sur les retraites de janvier, chacun s'interroge sur la traduction des rapports de forces sur le plan électoral dans l'entreprise.

La participation reste très stable et très forte à 85 %.

La CGT, qui maintient sa position majoritaire avec 53 % des voix, sort « rassurée » du scrutin. La CFDT paie très cher sa signature du plan Fillon et continue sa descente aux enfers, perdant de 4 à 19 %, FO progresse de 1,6 % à 15,6 %. La CFTC stagne à 3,1 %.

Voilà pour les organisations qui constitueront l'Interfédérale du conflit de 2004, et s'imposeront au personnel comme direction du mouvement.

La CGC progresse sensiblement, +2,1 % à 8,5 %, récupérant une partie de l'électorat de la CFDT, en particulier dans le management.

Là où SUD peut se présenter, c'est-à-dire dans une poignée d'unités, il enregistre de très fortes progressions (+15 % à la DEGS Vendée, +11 % au centre de recherche de Clamart, dans

le 92).

Plusieurs leçons sont à tirer de ces résultats.

Le personnel n'a pas sanctionné la CGT, en dépit de l'épisode du référendum de janvier, et de son comportement lors du conflit du printemps sur la réforme Fillon. FO profite certainement de ses prises de position sur les deux points (combat clairement mené contre la réforme du régime d'EDF-GDF et appel, certes tardif, mais entendu de Blondel à la grève générale à la fin du conflit contre le plan Fillon) mais de façon marginale. Le « virage à gauche » du congrès de Biarritz en octobre 2003 (voir plus loin) a permis à la CGT, en clôturant en apparence « l'ère Cohen » faite de collusion avec Roussely et d'ambiguïté quant à l'ouverture du capital, de ressouder son appareil et de se présenter au personnel comme son meilleur défenseur.

En dépit de sa méfiance quant aux véritables motivations des appareils syndicaux, et à la veille d'un affrontement qu'il sait déterminant, le personnel renforce les organisations qui lui paraissent les plus à même de le défendre.

En tout état de cause, au travers de ce scrutin, les agents d'EDF-GDF adressent un nouveau message au gouvernement et aux directions d'une clarté totale : **nous ne voulons pas du changement de statut, et nous sommes prêts à nous y opposer.**

UNE TRAHISON

QUI VIENT DE LOIN

LA « GAUCHE PLURIELLE » AUX COMMANDES... DE LA PRIVATISATION

On aura noté qu'entre juin 1997 et avril 2002, toutes les évolutions du secteur énergétique en France auront

eu lieu sous l'égide d'un gouvernement « de gauche », celui de L. Jospin.

On touche là à l'un des facteurs majeurs de la situation politique depuis la prise du pouvoir par Mitterrand en 1981 : l'adaptation, et la participation active dans certains domaines, des partis se réclamant de la « gauche », à la construction européenne, elle-même partie prenante du mouvement de mondialisation libérale.

On sait que les lois de libéralisation et d'ouverture à la concurrence concoctées conjointement par la commission et les gouvernements européens n'ont d'autre but que de permettre au capital de reconquérir des gisements de profits gigantesques, partiellement confisqués par le prolétariat via l'appropriation sociale des secteurs de l'économie qui ont été nationalisés : énergie, communication, transports, santé, etc.

Pour ce qui concerne le secteur de l'Énergie, la participation des partis de la « gauche » à cette entreprise de destruction des conquêtes sociales culminera le 10 février 2000, avec le vote à l'Assemblée à majorité PS de la loi dite de « modernisation du service public de l'électricité », qui transpose dans le Droit français la directive européenne de 1996, brise le monopole public d'EDF-GDF et ouvre la voie à la privatisation.

Elle sera bientôt illustrée par les déclarations des ténors du PS, Fabius, Strauss-Kahn, jusqu'à Jospin au sommet de Barcelone de 2002 se prononçant ouvertement pour l'ouverture du capital.

Le revirement de deux premiers en 2004, et du PS tout entier, apparaîtra comme un grotesque changement de cap de circonstance, masquant le manque de courage politique dont toute la gauche plurielle avait fait preuve alors qu'elle avait eu l'occa-

sion « historique » et les moyens politiques, à partir de 1997, de s'opposer aux directives européennes de destruction des services publics.

Même en restant sur le strict plan de « l'efficacité technico-économique », mise en avant par les prometteurs de la libéralisation pour justifier l'ouverture des marchés de l'énergie, il faut rappeler que, dès la fin 2001, l'échec fatal de la privatisation/libéralisation des secteurs énergétiques était devenu une évidence pour n'importe quel observateur un tant soit peu sincère. Une illustration apocalyptique *in vivo* venait en effet d'en être donnée aux États-Unis par l'effondrement total du système électrique californien fraîchement dérégulé et privatisé, entraînant coupures à répétition, flambée des prix, puis faillite de la société Enron, énergéticien devenu un courtier véreux sur les Bourses de l'électricité, sous la houlette de K. Lay, ami personnel et suppôt de la famille Bush. Ce fut la plus grande faillite de l'histoire des États-Unis, avant il est vrai d'être rapidement détrônée par celle de la société World-Com quelques mois plus tard.

Mais ces réfutations indiscutables des théories libérales ne semblaient pas suffire aux énarques socialistes, pour tant au pouvoir à cette époque.

Si le PS joua donc indiscutablement le rôle moteur dans cette entreprise d'acceptation des « réformes » dictée par Bruxelles, relayée dans les entreprises par la CFDT, il ne faut pas non plus oublier que cette tendance « social-libérale » avait fait quelques émules au PCF et la CGT, où elle s'appelle plutôt « réformiste », ou « réformatrice ».

Ceux-ci joueront un rôle extrêmement important dans le conflit contre le changement de statut d'EDF-GDF. N'oublions pas que ce 10 février 2000, les députés du PCF... **s'abs-**

tiennent sur le vote de la loi de transposition de la directive européenne, et que D. Cohen, Secrétaire général de la fédération CGT mines-énergie de l'époque, et chef de file de la tendance réformiste, dira de cette loi que c'est « une bonne loi de gauche » !

L'ALLIANCE ROUSSELY-COHEN

Dans le sillage de la victoire de la gauche plurielle en 1997, E. Alphandery est remercié et F. Roussely est nommé président d'EDF en 1998. Membre du PS depuis de nombreuses années (avant 1981), c'est un proche de Joxe. Il a été successivement membre des cabinets des ministères de l'intérieur de Defferre, Joxe, Léotard et Million.

Dès sa nomination, Roussely introduit un changement majeur dans le pilotage de l'entreprise.

Depuis de nombreuses années, l'ensemble du haut management avait été « élevé » dans une opposition à la CGT, opposition sous certains aspects factice, celle-ci et la direction se partageant dans les faits la gestion de l'entreprise via une sorte de coexistence pacifique, mais opposition tout de même, traduisant au fond une aversion viscérale des grands corps d'état pour les « communistes ».

En conséquence, la CFDT avait été pendant toutes les années 80-95 l'interlocuteur privilégié de la direction, qui y recrutait en grande partie son appareil managérial, sans que la volonté de marginaliser le principal syndicat aboutisse pour autant : en dépit de ces efforts, le personnel d'EDF donnait depuis toujours à la CGT la majorité absolue aux élections professionnelles, et continuait de le faire.

A sa prise de pouvoir, Roussely inverse totalement cette tendance. Il a parfaitement compris qu'il lui faut se faire un allié de la CGT, s'il veut espé-

rer faire aboutir la « réforme d'EDF ». Au grand dam du haut management et de la CFDT, Denis Cohen, secrétaire général de la CGT mines-énergie depuis 1989, devient alors l'interlocuteur privilégié de Roussely.

Denis Cohen, proche de Robert Hue, est un représentant de l'aile « réformiste » du PCF et de la CGT. Très vite, sous couvert de « pragmatisme », de « réalisme », et tout en développant une relation personnelle très forte avec Roussely dont il vante les qualités à qui veut l'entendre, il commence à exprimer ouvertement son adhésion aux évolutions mises en œuvre dans le cadre des directives européennes.

Il ira jusqu'à déclarer ouvertement son adhésion à l'ouverture du capital, à condition que celle-ci soit « *motivée par un véritable projet industriel* ».

Tout cela ne va pas sans accrocs à l'intérieur de la CGT, mais en dépit des pâles tentatives d'une petite opposition interne animée par la LCR, LO et le PT, D. Cohen n'est jamais vraiment inquiet. Il faudra que le personnel fasse irruption sur la scène pour que la donne change.

C'est le fameux coup de théâtre de janvier 2003 sur le référendum des retraites dont nous avons parlé plus haut.

Mais même alors, en dépit de la crise majeure ouverte dans la CGT par ses positions, et de l'échec personnel que représente la sanction du vote des salariés d'EDF-GDF, D. Cohen conservera son poste de patron de la plus puissante Fédération de la CGT, qu'il ne quittera qu'en octobre de la même année, pour un très officiel départ en retraite.

JUIN 2003, BATAILLE CONTRE LE PLAN FILLON : RÉPÉTITION GÉNÉRALE DE LA TRAHISON

Nous ne nous étendrons pas sur le dé-

sastre de la défaite du printemps 2003, mais il est évident qu'il a pesé fortement dans l'issue du conflit qui devait enflammer EDF-GDF un an plus tard.

L'issue du conflit sur la réforme Fillon des retraites a renforcé le gouvernement dans l'idée « qu'il pouvait y aller », à EDF-GDF comme ailleurs. A EDF-GDF comme ailleurs cette défaite a généré dans la grande masse des salariés un sentiment d'inéluctabilité des attaques, évidemment favorable au gouvernement.

Mais c'est surtout l'attitude des Fédérations « représentatives » au cours de ce conflit qui a eu de quoi rassurer le gouvernement : signature du plan gouvernemental, en plein conflit, par la CFDT, et refus de la part de la CGT d'appeler à la grève générale alors que l'ampleur de l'attaque et de la mobilisation rendait ce mot d'ordre nécessaire.

Aux mêmes causes les mêmes effets : le gouvernement avait de bonnes raisons de penser que si la CGT, et les autres fédérations, parvenaient à imposer aux salariés le même type de stratégie d'action dans le conflit d'EDF-GDF que dans celui des retraites, il en sortirait victorieux.

Épuisé par un carnaval d'actions en tout genre totalement gérables par le gouvernement et étalées sur le temps qu'il faudrait, sans jamais que la grève ne puisse s'installer durablement dans l'entreprise, le personnel finirait par rendre les armes.

Et c'est malheureusement ce qui s'est passé.

En ce sens, le conflit sur la réforme Fillon, auquel avaient participé de très nombreux agents d'EDF-GDF, a servi de répétition générale à la trahison qui se préparait pour le printemps suivant.

Déjà, toute la tactique des appareils syndicaux pour empêcher la grève

avait pu se roder : en haut, refus d'appeler à la grève générale, sous prétexte au début de préserver l'unité de l'Interfédérale, puis sous prétexte d'absence d'alternative politique ou de manque de mobilisation, une fois que la CFDT eut quitté le navire ; à la base, combat acharné des bureaucrates locaux contre la reconduction des journées de grève isolées, pour empêcher tout point de fixation susceptible d'entraîner une généralisation.

Et FO nous jouerait à EDF-GDF à peu près la même musique qu'au cours du conflit sur la réforme Fillon : rester dans l'Interfédérale jusqu'au bout sans jamais s'en désolidariser, et appeler formellement « à la grève générale » une fois les carottes cuites, sans d'ailleurs se battre pour concrètement la mettre en œuvre.

OCTOBRE 2003 : LE FAUX TOURNANT DU CONGRES DE BIARRITZ DE LA CGT ET LE LEURRE DU « CONFLIT MAJEUR »

Le congrès de Biarritz de la fédération CGT mines-énergie, repoussé dans des conditions obscures en octobre 2003, est très attendu.

Le gouvernement a clairement indiqué qu'il attendait ce congrès pour décider de la suite des événements, c'est-à-dire du calendrier exact de mise en œuvre du projet de changement de statut des deux entreprises.

Pour la direction de la CGT, l'enjeu de ce congrès est énorme : il faut ressouder l'appareil après le séisme du vote sanction du personnel contre le projet de réforme du régime de retraite, en janvier 2003, et donner des gages au gouvernement sans se couper du personnel, ce qui risquerait d'affaiblir le contrôle sur le mouvement dans l'affrontement à venir.

La bataille ne semble pas gagnée

d'avance, car une vingtaine de structures syndicales de la CGT essentiellement issues de la puissante UFICT et intégrant plusieurs centres de production nucléaires, se sont regroupées dans une structure oppositionnelle autour d'un texte, la « Plate-forme de Biarritz ».

Sous le titre « rendons la fédération nationale des mines-énergie à ses syndiquées et à ses syndicats », ce texte critique sévèrement les positions de Denis Cohen et la ligne de la direction de la fédération, qu'elle qualifie à juste titre « d'accompagnement social de la libéralisation du secteur de l'énergie », et lui oppose le choix de « combattre le libéralisme, fût-il paré d'illusoires nuances sociales ».

Ce regroupement est l'expression directe de la crise ouverte par le positionnement de la direction fédérale au moment de la réforme du régime de retraite, en janvier 2003.

Mais il en faut plus pour déstabiliser la fraction « réformiste » de l'appareil formé par D. Cohen depuis 14 ans, et soutenu par la Confédération, B Thibault intervenant longuement au congrès sans un mot de critique et rendant au contraire un hommage appuyé à D. Cohen.

L'appareil parviendra à phagocytter totalement la « Plate-forme de Biarritz », en interdisant de fait le débat sur les questions de fond qu'elle soulève, en remplaçant D. Cohen, qui doit de toute façon prendre sa retraite, par F. Imbrecht, issu de la même tendance, et en simulant un « tournant à gauche », tout entier résumé dans l'annonce d'un « conflit majeur », au cas où le gouvernement maintiendrait ses projets.

Tournant à gauche en trompe-l'œil. Sur le fond, la direction « réformiste » de la fédération a contrôlé de bout en bout le congrès : tous les représentants des syndicats signataires de la

« Plate-forme de Biarritz » sont évincés de la direction, et elle conserve le contrôle quasi total de l'appareil.

A la base, l'annonce du « conflit majeur » ressoude les rangs. Les équipes syndicales et le personnel attendront jusqu'au dénouement du 29 juin ce fameux « conflit majeur », dont la référence disparaîtra peu à peu de la propagande de la fédération...

LA MISE EN PLACE DE L'INTERFÉDÉRALE ET DE SA STRATÉGIE

Au début de l'année 2004, à l'aube de l'affrontement avec le gouvernement sur la question du changement de statut, la stratégie des fédérations CGT, CFDT, FO et CFTC est en place depuis déjà plusieurs années. Elle tient en trois points :

Enfermer le personnel dans des « actions locales », ponctuées de « temps forts nationaux », sans jamais

poser le problème de la préparation de la grève massive et prolongée contre les directives de Bruxelles et les plans gouvernementaux.

Participer, même clairement sans mandat, aux négociations « d'accompagnement social » des projets. Présenter systématiquement les résultats de ces négociations, sinon comme des victoires, du moins comme des avancées, des conquêtes (promesse d'embauches, augmentation de salaires, réaffirmation du choix nucléaire avec la construction de nouveaux réacteurs EPR, maintien des œuvres sociales, etc.)

Soumettre la légitimité du mouvement à sa popularité auprès des usagers, et laisser entendre que la pression sur les élus peut permettre de gagner.

Seule FO dérogera au second point au moment de la réforme du régime de retraite en 2002-2003, mais pas au

moment du changement de statut. Ainsi, il n'y a pas eu de lendemain aux formidables mobilisations de juin 1996, et surtout du 3 octobre 2002.

Dans le même temps, les négociations se sont poursuivies dans le dos des agents, y compris sur la mise en place de la réforme du régime de retraites, en dépit de sa condamnation sans appel par le personnel en janvier 2003. En ce mois de janvier 2004, chacun retient son souffle. Le personnel d'EDF, loin d'être défait, est prêt à se battre.

La formidable machine bureaucratique pilotée par l'Interfédérale CGT-CFDT-FO-CFTC va se mettre en marche, et briser la résistance du personnel d'EDF-GDF.

Il lui faudra six bons mois pour y parvenir.

(suite dans le prochain numéro de Carré rouge)

Les événements qui se déroulent depuis plusieurs mois en Allemagne, et particulièrement dans la partie orientale, sont manifestement d'une importance considérable. La place de l'Allemagne dans l'histoire du continent européen et dans l'ensemble du système capitaliste suffit à ce que tout ce qui s'y développe sur une telle échelle soit immédiatement du plus grand intérêt pour les militants que nous sommes. Les « manifestations du lundi », reprennent la filiation de celles qui, en Allemagne de l'Est, ont vu des masses de plus en plus considérables affirmer « Nous sommes le peuple » et ont abouti à la chute du Mur de Berlin au terme d'une mobilisation démocratique immense, cette fois contre les dispositions dites « Hartz IV », du nom du chef du personnel de Volkswagen. Ces dispositions que s'apprête à promulguer le gouvernement Schröder signifieraient une très brutale aggravation des conditions de vie des innombrables chômeurs de l'Est de l'Allemagne.

Questions à Willi Hajek sur le nouveau mouvement des « manifestations du lundi »

Willi Hajek est connu des camarades réunis autour de Carré rouge. Il était venu nous rendre visite avec une délégation de syndicalistes allemands, et il avait proposé un article de son groupe politique, 48^e semaine, publié dans le numéro 19 de Carré rouge à l'automne 2001. Il devait participer à la dernière réunion de Carré rouge afin de nous expliquer comment se déroule la lutte actuelle en Allemagne, et en particulier à Leipzig d'où il revenait. Il en a été empêché par une réunion de son syndicat dans laquelle il menait le très difficile combat

pour que celui-ci, syndicat de l'« Ouest » rejoigne la lutte. Les informations qu'il nous donne et celle que diffuse (à petites doses) la presse nous disent combien ce combat est ardu, toutes les forces de conservation tendant leur volonté pour empêcher que ne se réalise la jonction Est-Ouest ! Elles laissent entendre que les dirigeants syndicaux de l'Ouest sont pour le moment parvenus à préserver le bloc avec Schröder et à interdire cette jonction. C'est pourquoi nous avons adressé à Willi Hajek un certain nombre de questions auxquelles il a répondu.

Nous espérons qu'il pourra venir nous rendre visite pour mener avec nous une discussion plus précise. Nous en informerons les lecteurs de Carré rouge si cela peut se réaliser.

Comment définirais-tu le contexte politique et social d'ensemble qui a vu naître ce mouvement.

Depuis deux ans, depuis la préparation des Lois Hartz et l'adoption de ces lois (une attaque sans précédent contre les chômeurs et tous ceux qui sont menacés de chômage : il faut accepter n'importe quel travail ; diminution des allocations de chômage ; beaucoup sont menacés qui ont eu un salaire assez haut avant la période de chômage et aussi beaucoup des gens, femmes et hommes, entre 45 ans et la retraite ; en même temps, le gouvernement et le patronat veulent prolonger le temps de travail : 40 heures et plus, avec une retraite vers 67 ans), tout cela est perçu par une grande partie de la population comme une logique absurde.

La population à l'Est vit encore dans des régions où l'on ne voit pas de perspective d'avenir. C'est cela, ce sentiment de ne plus voir aucune lumière au bout du tunnel, qui marque les esprits de beaucoup de gens à l'Est. C'est un peu l'ambiance que l'on a connue à la fin de la RDA (*Endzeitstimmung*)

2. Peut-on parler « d'auto-organisation » pour désigner le mouvement, ou s'agit-il plutôt d'une addition de « spontanés » qui ne méritent pas encore d'être caractérisés du terme « d'auto-organisation » ? Qui a appelé aux premiers ras-

semblements ? Comment l'annonce a-t-elle été diffusée ? Ceux et celles qui viennent font-ils ensuite un effort d'explication et d'organisation pour en amener d'autres ? Un minimum de décisions, si petites soient-elles, sont-elles prises à la fin de la manifestation ?

Le mouvement a commencé pendant l'été 2002. Un peu partout en Allemagne, où des groupes, des associations ou des individus de la gauche sociale sont implantés, il y a eu la naissance des comités anti-Hartz. C'est le nom de la loi, et Hartz est le nom d'un directeur du personnel chez Volkswagen, un poste qu'il occupe dans le cadre de la cogestion : ce poste est toujours occupé par un syndicaliste choisi par la direction du syndicat. Hartz est donc le type même du syndicaliste cogestionnaire arrivé au pouvoir à travers la filière politique de la social-démocratie.

À Berlin par exemple, il y a eu un appel de cinq personnes qui ont envoyé par mail un message pour se rencontrer et constituer un comité Anti-Hartz.

Pendant l'été 2003 s'est tenue une coordination nationale pour préparer une journée nationale le premier novembre 2003. Cette Journée a été organisée par ATTAC, par la gauche syndicale, c'est-à-dire par tous ceux qui sont hostiles à la politique suiviste de la direction syndicale, mais aussi par des intellectuels qui critiquent cette réforme.

Tout le monde a été surpris. 100 000 personnes sont venues, et surtout beaucoup des gens habitant à Berlin et dans la région. Ils sont venus pour participer spontanément à cette manifestation où tout le monde s'apprêtait à accueillir 5 000 participants !

C'était un tournant du mouvement, et en même temps le signe d'un mécontentement très grand parmi le peuple de la rue.

Autres signes : il existe une désillusion vis-à-vis de tous les partis établis (« le parti unique du néolibéralisme ») : en atteste l'abstention grandissante lors des élections.

La désillusion frappe également la direction de tous les syndicats, qui sont incapables d'organiser la colère.

Donc, ce climat, cette ambiance créent les spontanés dont vous parlez. Mais on ne peut pas généraliser. En revanche, la ville qui a déclenché ces « manifestations du lundi », Magdebourg, a vécu ce spontanisme, à partir d'un chômeur de longue durée qui a pris l'initiative, à travers un tract qu'il a écrit lui-même, d'appeler les gens à descendre dans la rue.

Dans d'autres villes, ce sont des groupes comme le Forum social, ou des individus appartenant aux syndicats ou à d'autres associations ou à des Églises qui ont pris l'initiative.

Et le symbole des « manifestations du lundi » de 89 a resurgi dans la conscience des gens. Ce qui renaît, c'est la dignité sociale. Par exemple, l'une des figures qui symbolisent la lutte de 1989 a déclaré publiquement que 1989 avait été une révolution politique, mais qu'il restait à faire une révolution sociale. Leipzig est la ville qui incarne en quelque sorte pour l'instant cette attitude.

Je suis pour ma part allé à Leipzig pour participer à la manifestation de dizaines de milliers de gens. C'était en quelque sorte une révolte naissante contre la soumission, un processus qui a commencé en 1953 à l'Est, qui s'est poursuivi en 1989 et qui continue aujourd'hui.

La révolte est donc plus profonde et ne se limite pas à s'opposer à la loi

Hartz. Mais en même temps, la loi Hartz est vécue comme une attaque frontale contre les droits sociaux et pour une soumission totale au capitalisme et à la bureaucratie d'État.

Il y a donc des spontanés, mais il y a aussi des groupes politiques qui agissent. C'est un mélange. Mais ce qui est visible à l'Est, c'est une véritable dynamique qui porte des individus à participer spontanément, en particulier à Berlin, et c'est cela qui constitue un élément nouveau.

3. Peut-on déceler l'action de groupes politiques ou de fractions syndicales? Quel est le rôle et l'attitude des anciens staliniens? Sont-ils très actifs? Et la « gauche » du SPD? En France, il a beaucoup été question d'Oscar Lafontaine. A-t-il la moindre intention de proclamer un nouveau parti?

Il y a beaucoup de petits groupes qui veulent diriger ce mouvement. Pour les présenter en gros :

- Il existe un courant politique qui veut instrumentaliser ce mouvement pour préparer des élections et regagner une influence au Parlement. On y trouve ceux qui veulent revitaliser la social-démocratie keynésienne, le PDS et Lafontaine, ainsi qu'un nouveau parti en gestation, composé de syndicalistes socio-démocrates, de staliniens et de trotskistes ; on trouve également un parti marxiste-léniniste, ultra-stalinien, qui dispose de forces un peu comparables à celles de LO en France, structuré politiquement au niveau national et ayant des positions dans les structures syndicales.

- Il y a également un courant autogestionnaire qui entend développer son autonomie vis-à-vis ses partis établis, développer d'autres pratiques de

luttons et d'organisations (il y a beaucoup de fantasmes sociaux renvoyant à l'Argentine). C'est là que se regroupent des anciens activistes du Neues Forum de 1989 à l'Est, et des autonomes de l'extrême-gauche.

Il y a aussi des syndicalistes qui veulent construire un autre syndicalisme, mais aussi des anarchistes, et beaucoup d'autres, de simples gens qui veulent tout simplement changer la situation.

Ce courant veut être une gauche sociale indépendante agissant pour développer la dynamique du mouvement. On veut surtout utiliser ces moments de lutte pour que soient débattues les perspectives du mouvement. C'est la grande différence entre les deux courants.

4. S'agit-il juste de manifestations contre la loi Hartz IV ou contre la politique du gouvernement Schröder dans son ensemble?

Ce ne sont pas seulement des manifestations contre Hartz, mais aussi pour une perspective sociale. Il y n'a aucun parti capable de donner l'espoir d'un changement (c'est cela la crise profonde de la politique), et le mouvement est vécu comme un espoir de se lever, sans pour autant être clair quant à l'avenir.

5. En dehors de Sarrebruck, y a-t-il eu des manifestations dans les Lander de « l'Ouest »? Penses-tu que le mouvement puisse s'étendre vers « l'Ouest »?

Il y a dans beaucoup des villes à l'ouest des Manifestations qui s'élargissent, mais on n'arrive pas encore à cette spontanéité du peuple qui s'exprime à l'Est. Cela reste encore assez

limité.

6. Tu as dit qu'il y avait un débat très vif dans ton syndicat. Peux-tu rappeler pour les lecteurs de Carré Rouge quel est ce syndicat et nous expliquer le contenu des positions contraires qui sont en débat? Tous les syndicats connaissent-ils ce débat? D'autres membres de votre groupe, dans d'autres syndicats, y sont-ils aussi engagés?

Parmi les syndicats et les associations de chômeurs, il y a beaucoup des militants qui participent à ce mouvement, mais les directions syndicales sont divisées. Il y a les gestionnaires (comme chez vous la CFDT) qui ont leur place dans les instances de la sécurité sociale, dans l'ANPE et L'ASSEDIC, et qui veulent des petites corrections ; là, ils ont surtout peur de perdre le contrôle du mouvement et aussi de changements à l'intérieur des syndicats. Au niveau des usines, à la base, des listes et des groupes oppositionnels se forment.

La direction essaie d'exclure des militants comme dans les années soixante-dix. C'est également la raison pour laquelle j'ai été obligé de rester ici à Berlin [plutôt que de participer à la réunion de Carré rouge]. Car ils me reprochent d'impulser et de soutenir la naissance et la formation de ces groupes antisyndicaux. Donc, ils essaient une nouvelle fois de m'exclure. Mais c'est vrai, il y a vraiment des nouvelles activités à la base, et surtout une autre génération de jeunes et de moins jeunes qui développent des nouvelles pratiques syndicales et sociales.

Un signe de ce mouvement est le réseau **labournet.de** : c'est l'instrument virtuel de cette nouvelle gauche syndicale et sociale. Et la rédaction

de **labournet.de** représente un peu l'idée de *Carré rouge*, composé de militants de notre bord.

7. Quelles pourraient en être pour toi les conséquences politiques proprement allemandes? Juste une amplification des facteurs qui préparent une déroute électorale sans précédent du SPD? Ou autre chose?

La déroute électorale du SPD est prévisible. La formation d'une alliance

électorale autour de Lafontaine, du PDS et du nouveau parti social-démocrate est possible aussi

Il est vraisemblable que l'on va assister à un accroissement des sans-parti et des abstentionnistes.

Mon activité quotidienne est dirigée vers l'organisation d'une Gauche sociale qui se constitue à travers l'autonomie du mouvement. Le Forum social est un embryon de ce mouvement.

8. À ta connaissance, le mouvement commence-t-il à être ob-

servé par les travailleurs des pays ex-soviétiques qui vous entourent? Y a-t-il la moindre analogie à cet égard avec 1989?

À travers la filière d'ATTAC, nous avons des contacts avec la Pologne. Les copains de l'Est ont quelques rapports avec des activistes à l'Est. Mais encore trop peu. À l'université d'été d'ATTAC à Dresde, nous avons organisé une rencontre avec les activistes venant de Varsovie.

□

Pour un anticapitalisme conséquent !

La Russie, quinze ans après la disparition de l'URSS, est dans un état de dévastation économique et sociale spectaculaire : désindustrialisation massive, pouvoir autoritaire verrouillant tout l'espace politique, vagues successives de réformes ultra-libérales, guerre en Tchétchénie.

Dans une telle situation, maintenir la perspective d'une lutte anticapitaliste peut apparaître comme une tâche quasi-impossible. Pourtant, la résistance de ceux d'en bas, certes de façon éclatée et dans des domaines très différents, n'a pas cessé. Ce texte, qui part d'un constat très noir de la situation, est une tentative pour définir les conditions et les enjeux pour que cette résistance s'engage dans la voie d'un anticapitalisme conséquent.

Le texte publié a été proposé à la discussion lors du 2^e Forum social sibérien (Novosibirsk, 25 au 25 juin 2004) par Boris et Galina Rakitski, économistes et sociologues, responsables de l'*École de la démocratie du travail*, une association indépendante qui, depuis le début des années 90, développe à travers la Russie une activité de formation de militants syndicaux non détachés de la production. Cette politique de formation qui s'adresse à tous les militants, quelle que soit leur appartenance syndicale, a pour objectif premier de contribuer à la renaissance d'un mouvement syndical fondé sur les principes de l'indépendance de classe.

Lors du Forum ce texte a été signé, avec ou sans amendements, par une quinzaine de participants, militants syndicaux ou d'associations, ainsi que par les responsables du mouvement syndical kazakh Solidarnost présents en voisins au Forum. Ce texte se veut ouvert à la discussion : en Russie, depuis le Forum, il circule dans sa version originale accompagnée par les amen-

dements proposés par certains des signataires. Pour ses initiateurs il doit devenir un espace de débat sur les perspectives présentes et à long terme.

À la lecture de ce texte certains lecteurs pourront être étonnés, voire choqués par un certain nombre de points ou de formulations. En particulier, on n'y trouvera aucune référence au « socialisme » (ni à la Révolution d'octobre 1917) alors même que le texte s'attache à définir l'espace d'un anticapitalisme radical. Cela tient à la fois au poids de l'héritage soviétique et à la volonté des auteurs de se démarquer radicalement de l'idée que quelque part quand même le système soviétique avait à voir avec le socialisme (idée dont les différents héritiers du PCUS, du Parti communiste de la Fédération de Russie aux différentes sectes staliniennes sont aujourd'hui les principaux vecteurs) et que les perspectives de combat puissent être dans quelque continuité que ce soit avec le régime stalinien. Il n'y est pas non plus question d'un programme révolutionnaire qui définirait le cadre global du combat anticapitaliste. Pour les signataires de ce texte, la lutte contre l'exploitation, l'oppression et la guerre n'est pas seulement affaire de définition de stratégies et de tactiques en vue des affrontements à venir. Il s'agit également de définir l'espace et les conditions d'une reconstruction – transformation des relations entre les travailleurs, leurs pratiques et la situation socio-politique. C'est donc aussi une lutte pour la conscience de classe à travers le dépassement de la catastrophe socio-économique actuelle et l'appropriation, dans la lutte même, de possibilités et de perspectives encore largement indiscernables.

Le titre et les notes, qui visent à rendre explicites certaines références à la situation russe ou éclairer certaines formulations, sont du traducteur.

Participants du Forum social sibérien 2004 et signataires de cette Déclaration, nous partons du constat que la situation politique, sociale et économique en Russie et dans le monde se définit par l'acuité des conflits et que seules l'auto-organisation consciente des travailleurs et des exploités, et leur action sur différents plans peuvent apporter une solution qui soit conforme aux principes de l'humanisme [1]. Seuls les travailleurs et les exploités peuvent se constituer en force consciente capable de garantir un avenir fondé sur la démocratie et l'humanisme.

C'est avec inquiétude que nous faisons remarquer que l'implication des travailleurs de Sibérie et plus globalement de la Fédération de Russie dans des organisations et des mouvements se réclamant de l'indépendance de classe est encore très faible. On est loin d'un niveau qui permette une résistance effective des travailleurs à la politique antisociale du capital international et du pouvoir russe, la défense solidaire de leurs intérêts, de leurs droits et de leurs libertés et, à plus forte raison, une lutte pour l'instauration d'une société de justice, débarrassée de toute forme d'exploitation, d'oppression, d'arbitraire et de violence contre les personnes.

Suite aux réformes de choc sur le plan social et économique des années 90, la Russie se retrouve aujourd'hui à la périphérie du système capitaliste. Les normes juridiques démocratiques existantes ne sont que de la poudre aux yeux : ce qui s'est mis en place est un capitalisme de seconde zone de type colonial avec tous ses attributs : niveau de vie incroyablement bas de la majorité de la population, degré maximal d'exploitation, partition de la population entre « utiles » et « inutiles » pour le capitalisme mondialisé. Dans notre pays la loi et la justice

sont inexistantes : l'économie parallèle, la corruption et le crime organisé ont atteint des niveaux sans précédents. L'État se moque éperdument des principes de l'État social inscrits dans la Constitution.

La nouvelle vague de réformes conçue et mise en application depuis 2000 a accéléré et renforcé la dégradation des conditions de vie des travailleurs. Elle multiplie les menaces, déjà très fortes, qui pèsent sur leur situation : chômage, paupérisation, perte du logement, privation du droit à travailler la terre, exclusion sur tous les plans.

Nous attirons l'attention sur le fait que les processus de paupérisation, de désocialisation des travailleurs, de « lumpénisation » de la population favorisent, surtout chez les jeunes, l'influence grandissante des idéologies, fascisantes, racistes, néo-nazies. On assiste à une forte montée des opinions nationalistes chauvines. Le risque est grand que les travailleurs et, plus largement, la population soient toujours plus sensibles aux stéréotypes impériaux véhiculés par la politique du pouvoir fédéral.

Nous sommes pleinement conscients que l'apparition d'organisations et de mouvements de travailleurs de masse se heurte à des difficultés considérables. Surtout dans une situation où pour la majorité de la population la question qui se pose est celle de la survie biologique et non celle de la lutte pour des conditions d'existence dignes de ce nom, pour les valeurs démocratiques et pour une vie en accord avec les exigences de la morale et de la culture.

Aujourd'hui en Russie la résistance des citoyens a un caractère épisodique et embryonnaire. Et la perspective du passage d'actions défensives à une lutte offensive des exploités fondée sur une idéologie propre et une

stratégie de classe apparaît fort éloignée, difficile à cerner.

Que faire, seuls ou avec d'autres, pour que les peuples de la Fédération de Russie sortent de l'impasse historique actuelle et retrouvent la voie du progrès social ? Quelles sont les orientations, les tâches et les formes d'action qui aujourd'hui sont à la fois nécessaires et effectivement possibles ?

La structure du pouvoir fédéral et sa nature de classe ne laissent aucune illusion quant à la nature réactionnaire de son action, de ses objectifs et des solutions qu'il propose. À l'échelle des régions on a une administration de type « colonial » incapable de s'opposer aux tendances autocratiques du centre et à une politique qui prive des villes et des régions entières de toute possibilité de travailler et de vivre normalement. La société civile se trouve à un stade embryonnaire. Les mouvements syndicaux, sociaux et politiques ne sont en rien des acteurs politiques effectifs [2].

Notre objectif premier est de tout faire pour augmenter, de façon continue et conséquente, la force des travailleurs et de tous les exploités, de telle sorte qu'elle exerce à tous les niveaux une pression systématique sur les autorités et les représentants du capital, et s'impose à eux comme une réalité avec laquelle ils doivent compter.

D'un point de vue stratégique cela signifie :

- pour commencer, arriver à un rapport de forces tel que le pouvoir et le capital ne puissent plus ignorer purement et simplement les droits et les intérêts légitimes des travailleurs ;
- dans un deuxième temps, prendre l'avantage de telle sorte que les travailleurs s'engagent dans la construction d'une société fondée sur les principes de la démocratie pour le peuple

et de l'humanisme conséquent.

Notre tâche la plus immédiate est de tout faire pour favoriser l'émergence de formes de base d'auto-organisation et d'autodéfense, de coopération et de solidarité entre les travailleurs : c'est dans cet espace que peut mûrir une culture de la lutte des classes organisée. C'est la seule voie qui permettra aux travailleurs de retrouver leur dignité d'homme et de citoyen, une dignité deux fois foulée aux pieds : du temps du régime totalitaire en Russie et au cours de la période des réformes de choc. Le caractère insuffisamment développé ou même l'absence pure et simple de ce sentiment de dignité, le fait que les travailleurs ne se considèrent pas eux-mêmes comme des acteurs sociaux, voilà la cause principale de l'extrême faiblesse de l'activité sociale et politique des travailleurs dans la Russie actuelle.

Les syndicats ont été et demeurent la forme première d'auto-organisation et d'action autonome des travailleurs, c'est un moment indispensable bien qu'insuffisant. Nous soutiendrons et contribuerons au renforcement du mouvement syndical alternatif qui n'en est qu'à ses débuts [3], à l'élargissement de l'activité des syndicats qui se réclament de l'indépendance de classe. Les syndicats peuvent et doivent être une école de la démocratie et un espace décisif de vie démocratique pour la classe.

Dans le cadre de la construction de syndicats authentiques, la vigilance s'impose face à toute forme de capitulation devant les exploiters, sous couvert de « partenariat social ». Nous nous battons également pour éviter toute coupure entre une direction hyperactiviste et une base passive, ainsi que contre tout leadership autoritaire et autoproclamé comme cela est le cas dans les syndicats influencés par les débris du PCUS (Parti

communiste de la Fédération de Russie, Parti ouvrier communiste de Russie, Front uni des travailleurs, Union patriotique du peuple de Russie).

Une société civile démocratique ne peut être créée par décret ni être le produit d'une concession de la part de ceux « d'en haut ». Une telle société ne peut se mettre en place que grâce aux initiatives et aux efforts de ceux « d'en bas », avec le développement de différents mouvements sociaux, menant des actions concertées dans les villes, les régions et à l'échelle de toute la Russie.

Nous ferons tout pour favoriser la convergence des initiatives qui, dans différents domaines, visent à la défense des droits et libertés civiques, politiques, sociaux et économiques des travailleurs et de tous les exploités. Mais aussi développer une coopération effective entre les organisations et mouvements démocratiques, qu'il s'agisse de syndicats, d'organisations de femmes, de jeunes et de retraités, mais aussi de mouvements pour les droits de l'homme ou encore écologiques.

Nous combattons l'influence négative des sous-cultures socialement destructrices relevant de l'extrémisme provocateur. Notre mot d'ordre n'est pas simplement « tous ensemble » mais « *ensemble pour les valeurs de l'humanisme radical, la démocratie, le droit de chacun de créer une société fondée sur les idéaux de justice* ». Nous sommes tout à fait conscients que la tragédie que constituent la dégradation et l'exclusion frappant certains travailleurs a des causes sociales, mais nous pensons également que les exclus peuvent être facilement réceptifs aux idées de haine sociale véhiculées par le fascisme mais aussi par l'extrémisme provocateur d'organisations comme le parti national bolchévique [4].

Le ressentiment, la haine, le désir de vengeance ne sauraient être le fondement de notre mouvement qui doit mettre au premier plan l'exigence de dignité d'homme et de citoyen, la responsabilité de chacun : il s'agit de créer et non de détruire.

La forme première de résistance et d'autodéfense de la part de la classe est le contrôle démocratique exercé sur l'activité du pouvoir et des patrons. Un contrôle effectif permet d'apprécier la situation et de réagir non sur la base de bruits ou de « fuites » organisées, mais d'une information fiable. Il fait perdre aux possédants, aux patrons, aux gouvernants et aux législateurs l'envie d'agir en coulisse pour préparer de mauvais coup contre les travailleurs. L'exercice de ce contrôle fournit une information réelle qui permet de se forger une juste idée de la situation, débouchant sur des décisions et des actions pertinentes.

Cette démarche peut au départ prendre des formes « douces » de contrôle par en bas : contrôle des syndicats sur l'administration de l'entreprise, contrôle des parents sur les écoles, contrôle des consommateurs mais aussi contrôle des risques de pollution

L'objectif est d'accumuler et de partager ces expériences de contrôle démocratique, d'inventer de nouvelles formes diversifiées et d'arriver à un contrôle effectif sur le pouvoir et le capital dans tous les domaines et à tous les échelons, dans toutes les sphères de la vie de la société, dans tous les segments de l'économie, en premier lieu dans le secteur privé.

En Russie, les possibilités de représentation effective des travailleurs dans les organes du pouvoir sont réduites au minimum. Les organisations et les individus qui se présentent comme les défenseurs des tra-

vailleurs n'ont pas de poids politique réel, et le plus souvent ils ne font que ruser. Dans le pays il n'y a pas un seul parti influent qui se soit construit « par en bas » — à partir du mouvement ouvrier, syndical ou social.

Dans les prochaines années rien ne permet d'escompter le passage rapide de l'état embryonnaire actuel d'un mouvement syndical de classe et de mouvements sociaux démocratiques à une activité politique consciente et à l'auto-organisation des masses. Les tentatives récentes de proclamer des partis censés représenter les syndicats sur le plan politique n'ont donné naissance qu'à des structures essentiellement décoratives et non démocratiques, dont la seule fonction est de permettre à quelques individus d'obtenir un fauteuil de député.

Aujourd'hui les meetings, les manifestations, les piquets, les grèves et même la « guerre des rails » [5] sont devenus des phénomènes habituels. Mais depuis 1998, de façon générale, de telles initiatives ne sortent pas des limites de conflits locaux déclenchés par le non paiement des salaires. Les actions de masse, surtout au cours des dernières années, ne sont de fait organisées qu'avec l'approbation des autorités et sous leur contrôle, se déroulent avec des mots d'ordre qui sonnent haut et fort mais qui sont totalement désincarnés [6]. L'adoption du nouveau Code du travail, l'introduction de l'impôt social unique, les projets concernant sa réduction, la nouvelle vague de réformes [7], toutes ces mesures qui exigeaient comme riposte une grève politique généralisée à l'échelle du pays, n'ont pas suscité et ne suscitent toujours pas de résistance large et effective de la part des travailleurs.

La tâche de l'heure, bien que difficile à mettre en œuvre, est l'organisation d'une pression non parlementaire,

systématique et toujours plus forte des travailleurs sur les autorités à l'échelon fédéral, régional et municipal, de façon à peser effectivement sur les processus législatifs et gouvernementaux.

La démocratie parlementaire bourgeoise, de par sa nature même, ne permet pas une influence effective des électeurs sur les députés. Nous n'avons aucune garantie que nos candidats une fois élus agiront conformément à leurs programmes de campagne et resteront fidèles aux intérêts de classe des travailleurs.

Nous considérons que la participation de représentants des organisations et mouvements de travailleurs à des organes de pouvoir n'est utile que dans le cas où simultanément nous sommes en mesure de peser sur l'activité des députés que nous avons nous-mêmes proposés ou soutenus lors des élections. Ce n'est que dans ce cas que la participation de nos représentants à des organes de pouvoir pourra servir à l'accumulation par les travailleurs d'une expérience dans le domaine législatif.

Dans les conditions du parlementarisme le contrôle social et l'action sur les députés qui sont nos représentants, peuvent prendre la forme d'un soutien moral ou d'une condamnation, d'actions extraparlimentaires de protestation ou de soutien, d'exclusion du député de l'organisation qui l'a présenté, ou encore de campagnes de révocation. Nous chercherons de nouvelles formes de contrôle social de l'activité des députés. Notre perspective : arriver à ce que les relations électeurs – députés soient fondées sur le principe du caractère impératif du mandat.

Nous considérons qu'à l'heure actuelle l'espace le plus effectif pour accumuler une expérience dans le domaine de l'administration et d'une parti-

cipation effective de la population à la solution des problèmes de leur vie quotidienne est celui de la participation à la gestion des affaires locales, à l'échelle d'un quartier, d'une petite ville ou d'une localité à la campagne.

Nous ne pouvons que constater que la majorité de la population manifeste une profonde indifférence à la remontée spectaculaire du militarisme aujourd'hui en Russie. L'immense majorité de la population ferme les yeux et ne se sent nullement concernée par les actions du pouvoir et de l'armée en Tchétchénie, elle accepte sans réagir les violences exercées sur les jeunes recrues, et elle ne réagit pas au fait que, sous couvert d'éducation patriotique, on inculque, non sans succès, à la jeunesse les valeurs impériales et militaristes.

Nous considérons qu'une campagne antimilitariste et contre les valeurs de l'empire, que la propagande sur ces thèmes en direction des travailleurs, que la bataille pour un contrôle démocratique de l'armée et l'organisation d'actions en direction de l'armée doivent être une priorité du mouvement ouvrier et syndical, du mouvement social dans son ensemble. Et non pas être, comme cela est le cas aujourd'hui, le seul fait d'une poignée de défenseurs des droits de l'homme, des comités des mères de soldats et de deux ou trois cents militants à travers tout le pays.

Nous sommes tout à fait conscients que dans cette première phase d'activation sociale, il n'est pas possible d'obtenir des résultats sensibles dans la défense des droits, des intérêts et des libertés des travailleurs. Lancer à tout bout de champ des appels à manifester et à faire grève, en promettant des résultats immédiats et une victoire effective relève de l'aventurisme pur et simple. Ce n'est que progressivement que nous pourrions ac-

cumuler les expériences de résistance et d'action offensive, donnant aux travailleurs une force telle que le pouvoir, le capital, les bureaucrates et les militaires ne pourront plus se moquer impunément des travailleurs.

Sur la voie qui mène à une mobilisation consciente des travailleurs à grande échelle, l'échange d'informations et d'expériences, l'entraide, la coopération, la solidarité mais aussi la participation au mouvement international pour la justice et la solidarité sont des moments essentiels.

Notes

1- Dans ce texte, « humanisme » est pris au sens où Marx définit le communisme comme « un humanisme complètement développé », cf. le texte de Hal Draper dans *Carré Rouge* n° 29.

2- La politique du pouvoir vise consciem-

ment à éliminer l'émergence de tout « système politique », qui soit un espace où la société soit à même d'exprimer et de faire entendre ses intérêts et revendications. L'article « Poutine petit soldat de la mondialisation libérale » (*Carré Rouge*, n° 23) fournit des éléments factuels. Et les dernières mesures visant à renforcer la « verticalité du pouvoir » (cf. *Le Monde*, 14 septembre 2004) accentuent encore ces tendances.

3- En Russie, à côté de la FNPR, fédération correspondant aux syndicats de la période soviétique et dont le souci principal est de se poser en interlocuteur exclusif du pouvoir (plusieurs dirigeants de la FNPR ont été élus députés à la Douma sur la liste de Russie unie, le parti de Poutine), il existe toute un ensemble de syndicats alternatifs, apparus dès le début des années 90, avec des orientations fort diverses. Ils sont regroupés dans différentes fédérations ou regroupement régionaux. En mars 2004 s'est créée la Fédération des syndicats de Russie qui ras-

semble les syndicats les plus combattifs.

4- Le parti national-bolchévique, créé par l'écrivain Édouard Limonov, a une idéologie nationaliste dure ; mais les actions directes spectaculaires (affrontement avec les flics, occupation de bâtiments officiels, etc.) qu'il organise séduisent une partie des jeunes en rupture avec l'ordre social existant.

5- La plus célèbre « guerre des rails » remonte au printemps 1998, quand les mineurs, en premier lieu ceux du Kouzbass (Sibérie occidentale) ont occupé et bloqué les principales liaisons ferroviaires, forçant le gouvernement à des concessions (aussitôt reprises). Depuis, d'autres actions de ce type ont eu lieu, mais à une échelle beaucoup plus réduite.

6- Les auteurs font référence ici aux « journées d'action » organisées dans les régions ou à l'échelle de la fédération de Russie par la FNPR, et qui sont des journées de protestation de pure forme.

7- Sur ces mesures, cf. l'article déjà mentionné paru dans *Carré Rouge* n° 23.

Le Processus bolivarien à une nouvelle croisée des chemins

Le résultat du référendum du 15 août au Venezuela est une défaite retentissante de la coalition oligarque et bourgeoise rassemblée au Venezuela dans la « Coordination Démocratique ». Il est une défaite de l'impérialisme américain dans ses politiques néolibérales qui précipitent les masses latino américaines dans une atroce misère, et dans son projet de recolonisation du sous-continent latino américain. Il s'inscrit dans le cadre de la crise que connaît l'impérialisme dans l'occupation de l'Irak. Il représente un point d'appui pour les luttes de l'ensemble des masses d'Amérique Latine.

Le Comité de rédaction de *Carré Rouge* s'est associé cet été à l'appel pour la campagne pour le NON lancé par des dirigeants de la nouvelle centrale syndicale vénézuélienne, la UNT, point d'appui précieux pour la lutte émancipatrice des travailleurs au Venezuela. Nous publions dans ce numéro le texte que cette centrale syndicale a lancé au lendemain de la victoire du référendum. L'un de ses dirigeants nationaux, membre par ailleurs du groupe « Option de gauche révolutionnaire », Stalin Pérez Borges, vient de nous faire parvenir le texte que nous publions ci-après, afin, comme il nous l'explique, « *d'ouvrir dans le mouvement ouvrier international le débat sur la situation qui s'ouvre après les résultats du référendum* ».

Quelques-uns des thèmes qu'il soulève sont en effet d'une importance vitale : quel est le processus qui a vu l'émergence du gouvernement Chavez, qui s'affirme bolivarien et révolutionnaire ? Dans quel cadre et jusqu'où va la résistance de Chavez et de son gouvernement à la politique de recolonisation du continent latino américain poursuivie par l'impérialisme américain ? Sur quelles bases se réalisent les négociations avec le camp patronal qui a été défait dans le référendum ? Un accord est-il possible avec la chambre patronale et ses alliés impérialistes sans porter atteinte aux intérêts des travailleurs et à la souveraineté de la nation vénézuélienne ? Quelle est la nature de ce gouvernement ? Quelles en sont les contradictions et les limites ?

Dans le cadre de la mobilisation réalisée pour la victoire du NON, quel est le degré d'auto-organisation des travailleurs et des couches opprimées du Venezuela ? Quel est le sens des exigences des Unités de Bataille électorale de base de choisir elles-mêmes leurs candidats aux postes de gouverneurs et de maires pour les prochaines élections face aux listes toutes faites venant du gouvernement et du président ? Quels pas organisationnels réalisent les travailleurs pour défendre leurs revendications ? Comment s'inscrivent-ils dans le mouvement vers leur auto émancipation ?

□

Les masses populaires vénézuéliennes, et parmi elles la majorité des travailleurs et des travailleuses, savourent encore la douceur de la victoire qu'elles viennent de remporter, il y a peu de jours, contre leurs ennemis de classe, les patrons regroupés dans leur fédération patronale (FEDECAMARAS), leurs associés, les bureaucrates syndicaux de la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) et les partis politiques qui représentent les intérêts de ces organisations et ceux de l'impérialisme américain.

Ces derniers, unifiés dans la Coordination Démocratique (CD), appelés de manière méprisante « escuálidos » (les *minoritaires*, ou les *rare*s), ont échoué à nouveau dans leur prétention à jeter hors du pouvoir un gouvernement qui se proclame bolivarien et s'auto-définit comme révolutionnaire.

Cette défaite des secteurs pro-impérialistes et patronaux a été infligée entre le 15 et 16 août dans un référendum présidentiel, qui est un mécanisme démocratique établi par la nouvelle Constitution vénézuélienne (projet stratégique de la révolution bolivarienne ou du chavisme).

Ces mêmes masses avaient déjà défait ces mêmes ennemis sur le terrain des mobilisations : le 13 avril 2002, grâce à une rébellion populaire, répondant au coup d'État lancé 47 heures avant contre le Président Chavez. Plus tard, ils les ont vaincus à nouveau, en affrontant 63 jours de grève patronale et un sabotage de la production pétrolière entre décembre 2002 et les premiers jours de février 2003.

Prêtes à une nouvelle confrontation sur le terrain électoral (élections de gouverneurs et de maires au mois d'octobre), les bases qui appuient le chavisme, tout en continuant à savourer les résultats du référendum, se

trouvent « pour l'instant » devant l'alternative, soit d'appuyer et de faire campagne pour des candidats gouverneurs et maires qui ont été désignés bureaucratiquement par feu le Comando Ayacucho (organisme composé par les représentants des partis qui appuient le gouvernement et qui dirigeait les campagnes électorales quelques jours avant la convocation du référendum), et par le propre doigt du Président Chavez, ou bien d'appuyer d'autres candidats. Cela est en train de provoquer d'aigres discussions, des frictions et des expulsions au sein du processus bolivarien. De même une grande attention est portée à la question de savoir jusqu'où arrivera la politique de négociation avec les adversaires d'« hier ».

LA MISSION ÉTAIT DE VAINCRE

Depuis trois heures du matin le 15 août jusqu'à trois heures de l'après-midi du jour suivant, mobilisés par le son des clairons des bolivariens dans tous les recoins du pays, des millions de citoyens sont sortis pour voter, supportant des queues qui duraient de 9 à 14 heures, étant donné le nombre restreint de bureaux de vote face à l'afflux des votants, afin d'exercer ce droit de vote. La question à laquelle il fallait répondre OUI ou NON était : « Êtes-vous d'accord pour laisser sans effet le mandat populaire obtenu par des élections démocratiques légitimes au citoyen Hugo Rafael Chavez Frias comme Président de la République Bolivarienne du Venezuela pour l'actuelle période présidentielle ? »

La majorité a voté en faveur du NON : 5 800 629 voix (soit 58,94 %) pour ratifier le mandat du Président de la République, période qui se termine en 2006, face à une respectable minorité en faveur du OUI : 3 989 008 voix

(soit 40,53 %) qui prétendaient révoquer son mandat, sur un total de 14 037 900 électeurs inscrits, parmi lesquels 51 988 voix (soit 0,53 %) votèrent nul. Un total de 4 348 558 électeurs se sont abstenus (soit 30,02 %), parmi lesquels on compte 500 000 à 1 million de sympathisants de Chavez qui n'ont pas pu voter, et un chiffre proche de celui-ci correspondant à des personnes qui sont inscrites sur les listes mais qui sont décédées. Parmi ceux qui ne votèrent pas, très peu étaient en faveur du OUI. Le NON a gagné dans 23 États (division administrative territoriale) sur les 24 qui ont participé au vote.

Tel est le résultat ! La majorité de la population a décidé de voter pour le NON ! La majorité de la population est convaincue depuis plus de trois ans que les secteurs qui ont conspiré contre Chavez par un coup d'État, par la grève patronale, et qui cette fois-ci appelaient à voter en faveur du OUI représentent les intérêts et les politiques des gouvernements du passé.

OLIGARCHIE ET IMPÉRIALISME

Cette bourgeoisie, c'est celle qui a une vieille origine oligarchique (Los Amos del Valle, les propriétaires de la Vallée), qui a parasité les ressources du pétrole et beaucoup d'autres choses encore, et aussi celle qui émergea ensuite au milieu des années 70, fille du boom pétrolier dans la période du premier gouvernement de Carlos Andrés Pérez (CAP).^[1] Cette dernière est formée par ceux qu'on appelle « les 12 Apôtres », parmi lesquels ceux qui apparaissent dans les colonnes de la revue *Fortune* : le groupe Polar contrôlant principalement les aliments ; Les Cisneros qui intègrent déjà un monopole transnational aux investissements multiples,

liés au début aux Rockefeller, à Coca Cola et maintenant à la famille Bush. Les Cisneros sont tellement intégrés à l'impérialisme que Gustavo Cisneros fait partie du comité de campagne du Président Bush, et son fils est membre du comité de campagne pour l'État de Floride du candidat Kerry).

Parmi d'autres millionnaires « criollos », on trouve le groupe De Armas, publications nationales et internationales ; les propriétaires de la Banque Mercantil et Banesco (groupe Marturet et Escotet). On dit de ce dernier qu'il a des liens avec un secteur des bolivariens, accusés de favoriser des affaires, et c'est un secret de polichinelle de dire qu'il est identifié comme faisant partie de ceux qui seront dans le futur pour un gouvernement du « chavisme sans Chavez ».

Les descendants de la majorité de cette bourgeoisie résident à Miami. Beaucoup d'entre eux ont des connexions avec la « gusanera cubana », l'émigration cubaine anti-castriote qui contrôle la politique, le commerce et les finances de cet État nord-américain.

Une puissante classe moyenne fait partie de ces privilégiés du passé. Elle est née et s'est enrichie peu à peu grâce à la confiscation de la répartition de la rente pétrolière, industrie nationale qu'ils affaiblirent peu à peu jusqu'à lui faire présenter des bilans sans aucun bénéfice. Par leur contrôle sur elle, ils la transformèrent en un État à l'intérieur de l'État Vénézuélien.

Pendant cette longue étape de polarisation entre les bolivariens face aux pro-impérialistes, l'immense pression-aliénation qu'exercent les moyens de communication privés n'a pas cessé. Tous les jours et à toute heure, par l'intermédiaire de vingt chaînes de télévision, 100 journaux écrits et plus de 500 radios, dans tout le territoire national, ils harcèlent la

population par des messages anti-chavistes, contre le prétendu communisme de Chavez et les dangers que cela signifierait.

L'attitude de non acceptation des résultats du référendum de la part des représentants de l'opposition était attendue. Avant même que le Conseil Électoral National (CNE) n'émette le premier bulletin sur les résultats du scrutin, les membres de la Coordination Démocratique (CD) déclaraient qu'il y avait eu une énorme fraude. En ne voulant pas reconnaître leur défaite, ils cherchent à poursuivre leur offensive contre le gouvernement et/ou essaient de la négocier en échange de concessions politiques de la part du gouvernement.

Ils réclament la liberté pour les accusés du coup d'État et des agressions contre le siège de l'Ambassade de Cuba ; ils cherchent un allongement du délai pour les prochaines élections municipales et pour les gouverneurs ; ils exigent la réincorporation à leur poste de travail des personnels qui participèrent au sabotage de l'industrie pétrolière ; ils demandent le retrait de quelques projets de loi qu'ils considèrent préjudiciables à leurs intérêts (Loi de Responsabilité Civile des Moyens de Communication et Loi du Tribunal Suprême de Justice) ; ils essaient d'obtenir la modification de quelques-unes des 49 lois déjà approuvées (Loi de la Terre et Loi des Hydrocarbures)[2].

Certes, leur position, qu'ils maintiennent encore, est bien affaiblie par le fait qu'ils ne sont pas suivis dans cette tactique par les représentants de l'impérialisme (Centre Carter et l'Organisation des États Américains — OEA). Jimmy Carter et César Gaviria, ex-présidents des USA et de la Colombie, sous la pression de la situation internationale imposée au gouvernement Bush avec la guerre en Irak, le prix du

pétrole et les élections présidentielles de novembre aux États-Unis, ont préféré reconnaître le triomphe du NON et se replier sur une autre tactique tout en cherchant la même stratégie : enfermer le gouvernement dans la camisole de force de la négociation et essayer de freiner le processus révolutionnaire, qui connaît maintenant un approfondissement mais qui est ouvert en fait depuis 1989 [3]. Le gouvernement est déjà entré dans l'étape d'un accord avec le patronat.

LA CAMPAGNE POUR

LE NON

Sous le mot d'ordre *Ils ne reviendront pas ! (No volveràn)*, enivré par le patriotisme, le culte de la personnalité et le souvenir de la lutte de classes du passé, Chavez a imposé un Comité de campagne pour le référendum que lui seul a choisi, appelé « Maisanta » (en souvenir de son arrière-grand-père qui lutta contre une dictature qui dura 27 ans jusqu'à la moitié de la décennie des années trente du XIX^e siècle. Il a mis en scène la bataille électorale d'août 2004 en la comparant à la « Bataille de Santa Inés », lors de laquelle les forces populaires (dans la guerre fédérale du XVIII^e siècle, commandée par le général Ezequiel Zamora) vainquirent l'oligarchie d'alors [4].

Alors que les bolivariens se sont auto-affirmés comme « Florentinos », on a qualifié les opposants de « diables », évoquant ainsi un poème/drame du folklore, où, de manière figurée, sont rappelés deux personnages de la bataille de Santa Inés (« Florentino et le Diable », le bien et le mal). Chavez a justifié l'utilisation de ces faits historiques dans la conjoncture politique d'aujourd'hui, en disant que c'est une tâche pour l'apprentissage de l'histoire nationale par les masses et pour

que celles-ci comprennent l'origine de leur drame et de leur frustration comme peuple.

Les « florentinos » se sont organisés avec un énorme enthousiasme dans des Patrouilles Électorales (PE) (espèces de cellules composées de dix personnes), lesquelles étaient structurées dans les Unités de Batailles Électorales (UBE). Cette forme d'organisation est appelée à être maintenue de manière permanente et s'est substituée comme organisation de base populaire aux Cercles Boliviariens (CB).

Elles furent très efficaces dans la campagne électorale. Elles ont permis l'implication de millions de sympathisants dans la discussion politique ; leurs membres visitaient maison par maison dans tous les quartiers, expliquant comment et pourquoi il fallait voter NON, et elles permettaient que tous s'engagent dans l'élaboration de la propagande. Dans les réunions il y eut une grande participation de jeunes et de femmes. Les deux marches/rassemblements centraux réalisés à Caracas furent impressionnants. On estime que la dernière fut la plus grande organisée dans le pays dans toute son histoire.

La majorité des enquêtes réalisées par les entreprises nationales et étrangères, depuis plusieurs mois, donnaient le NON vainqueur avec une avance de 9 à 20 points. Dans toutes les villes il y eut des réunions très nombreuses, des caravanes et des assemblées qui ne laissaient aucun doute quant à savoir d'où surgissait l'enthousiasme et d'où venait la majorité. L'axe de la campagne des membres des patrouilles et des UBEs fut l'anti-impérialisme : contre le gouvernement Bush, contre le néolibéralisme et en faveur de l'intégration latino-américaine et, en un certain sens, l'anti-capitalisme, contre les secteurs

économiques et politiques qui gouvernèrent dans le passé.

Cependant, alors que les discours de Chavez parmi les masses étaient incendiaires contre Bush, dans beaucoup de ses messages télévisés, il posa la « nécessité », post-15 août, d'une politique de dialogue et d'un gouvernement « d'union nationale ». Dans ce sens il réalisa plusieurs réunions avec les chefs d'entreprise et il offrit une somme considérable de millions de dollars issus des excédents que laisse aujourd'hui le nouveau boom pétrolier afin d'octroyer ces crédits à ces chefs d'entreprise.

La force de l'appui que Chavez a obtenu cette fois-ci a augmenté parce que le nombre d'électeurs a augmenté. Plus d'un million d'hommes et de femmes des quartiers populaires, qui ne s'étaient jamais inscrits sur les listes du CNE, ont participé cette fois-ci et beaucoup d'entre eux n'ont pas eu le temps de se voir délivrer leur carte d'électeur. On a naturalisé et inscrit une immense quantité d'émigrés. Le nombre de colombiens légalisés atteint déjà 4 millions.

La sympathie exprimée à cette occasion dans ce vote massif va au-delà de l'exploitation de sentiments patriotiques et populistes. Des millions d'exclus se sentent favorisés par les programmes sociaux que le gouvernement a entrepris, bousculant la bureaucratie des ministères où l'opposition a encore quelques beaux restes, sous le concept de « Missions » : la « Misiòn barrio adentro » (Mission au sein des quartiers), qui a mis en place un tissu dense de dispensaires populaires dans les quartiers pauvres, dans les urbanisations ouvrières et celles des couches moyennes basses, tenus par des médecins et dentistes venant de Cuba (réalisant plus de 30 millions de consultations) ; la « Misiòn Robinson », consistant en l'alphabétisation

de plus d'un million de citoyens ; la « Misiòn Rivas y Misiòn Sucre » qui a incorporé un million six cent mille personnes, dans leur majorité des jeunes, dans un programme pour terminer leurs études secondaires et universitaires ; la « Misiòn Vuelvan Caras », pour l'instruction et des stages pratiques pour l'incorporation à un travail de plus de neuf cent mille jeunes ; la « Misiòn Mercal », pour la dotation de marchés d'aliments et de médicaments à des prix populaires, et pour le service quotidien de repas dans les zones les plus pauvres (dans les Missions éducatives sont octroyés des bourses/salaires aux étudiants, pour une proportion d'un salaire minimum).

Le point d'appui de la campagne des Patrouilles et des UBEs a reposé fondamentalement sur les bénéficiaires des « Missions » et sur leurs promoteurs. Il s'agit de brigades de jeunes travailleurs sociaux, formés dans leur majorité à Cuba, dans des cours qui durent au minimum trois mois.

L'AMÉRIQUE LATINE

ET LES CARAIBES

CÉLEBRENT LE TRIOMPHE

DU NON

Le triomphe du NON a été considéré comme leur propre victoire par l'avant-garde politique du continent et par les masses qui se sont mobilisées pour leurs droits en Bolivie, Équateur, Argentine et dans le reste des pays de la zone. La base sociale d'appui que possède aujourd'hui le chavisme au Venezuela et dans le reste du continent peut être comprise dans la mesure où nous avons conscience du degré de dégradation humaine et de barbarie dans lesquelles le capitalisme a plongé l'immense majorité de la population. La

majorité de la population vénézuélienne intègre cette triste liste. Dans les dernières décennies, l'appauvrissement a été très fort et la misère effrayante, dans de nombreux quartiers dans lesquels, à cause de leur insécurité, on ne pouvait pénétrer.

Cette réalité devient désespérante, face à l'absence de réponses alternatives. Il faut comprendre les espoirs, les rêves éveillés, la conscience sociale soulevée vers l'émancipation par ceux qui s'appuient même sur de fausses idéologies, sur des sentiments simplement bourgeois ou humanistes, sur des sentiments religieux, ethniques et patriotiques qui font référence au zapatisme et au chavisme entre autres. Les mêmes instruments d'analyse qui nous aident à interpréter la réalité devraient nous servir à comprendre comment se remplissent et sont occupés les vides des problématiques, des idéologies et des problèmes de direction.

Sur nous, les socialistes révolutionnaires, continue de peser le poids de l'échec des États bureaucratiques, qui au nom du socialisme ont sali et continuent de salir certains pays. Des centaines de millions de travailleurs et de travailleuses aux côtés des autres secteurs d'opprimés et d'exclus ne voient pas et continuent à ne pas voir que l'unique solution possible face à la barbarie capitaliste c'est : le socialisme.

Les 227 millions de latino-américains et caribéens pauvres, parmi lesquels plus de la moitié sont des adolescents qui ont moins de 20 ans, ont besoin d'une alternative qui ne peut être autre que le gouvernement des producteurs et/ou des salariés et l'intégration de nos pays. Cependant nous devons franchir de nombreux obstacles et ceux-ci existent indépendamment de nos désirs et des manuels.

Pour des millions de pauvres qui se multiplient à raison de 6 par minute en Amérique Latine et dans les Caraïbes, le « processus vénézuélien » plongé dans les contradictions et les inégalités sociales d'un gouvernement nationaliste, dirigé par un caudillo et régi par un système capitaliste, est peut être aujourd'hui une référence plus valable que Cuba, même avec ses avancées sociales et même si ce pays aide le Venezuela dans le développement de ses programmes sociaux (les Missions) de santé et d'éducation. Les millions de pauvres voient et entendent de Chavez son intention de « résoudre » les problèmes des pauvres.

Le désespoir que cause la montée vertigineuse d'une pauvreté qui produit 9 100 latino américains pauvres par jour exige de nous que nous nous présentions comme une perspective. Mais dans la conjoncture du processus vénézuélien, comment pouvons-nous nous transformer en une perspective ? En disant, comme le font les sectaires et les myopes : « *A bas Chavez ! Mort à Chavez !* ». Nous ne le pensons pas ! Même si nous n'intervenons pas et n'agissons pas en criant : « *Vive Chavez ! Chavez est l'issue, Chavez est la solution !* »

POUR CARACTÉRISER LE GOUVERNEMENT BOLIVARIEN

Il s'agit d'un gouvernement nationaliste bourgeois qui, dès ses débuts, n'a pas compté sur l'appui du gros des secteurs de la bourgeoisie vénézuélienne et du capital étranger investi dans le pays. Chavez, en installant un gouvernement qui est à contre-courant des orientations politiques et économiques dictées par les centres du pouvoir mondial : FMI, Banque

Mondiale, OMC, s'est distingué de tous les gouvernements capitalistes et même des prétendus gouvernements « socialistes » installés dans le monde. Ainsi, dès le début, il rencontra la méfiance et la résistance du patronat et de l'impérialisme.

Ceux-ci considèrent le chavisme comme un danger et un mauvais exemple pour toute la région, qu'il convient d'extirper ou de faire échouer. Le gouvernement Bush s'est très spécialement et très furieusement excité contre lui quand Chavez a déclaré que la guerre contre l'Irak, et avant celle contre l'Afghanistan, étaient des crimes contre l'humanité et a exigé le retrait des troupes de ces pays.

De même, les fonctionnaires du Département d'État des États-Unis ne supportent pas les expressions de Chavez contre l'ALCA (zone pour le Libre Commerce des Amériques) et le TLC quand il les caractérise comme des instruments de soumission de nos peuples et quand il accuse le « Plan Colombie » d'être un mécanisme pour une intervention armée dans cette zone.

Le discours permanent de Chavez en faveur de l'intégration Latino américaine a élevé à un degré supérieur de conscience anti-impérialiste un important secteur de la population et a fait comprendre la nécessité, à cette étape de l'histoire, de l'unité latino américaine pour pouvoir avancer dans un projet d'amélioration des conditions de vie.

Ce que Chavez a fait, dès sa arrivée à son poste, c'est déclarer la guerre au cadre juridico-politique qui régissait les bases de la relation des forces dans le pays et dire que sa Constitution était « moribonde ». Il a lancé un appel à la convocation d'une Assemblée Constituante et a fait voter la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, qui a transfor-

mé la superstructure juridique et politique de l'État.

Cela a déclenché une révolution démocratique et donné un caractère constitutionnel aux droits sociaux, remis en question et niés aujourd'hui partout ailleurs par l'étape de globalisation néolibérale que connaît le capitalisme impérialiste.

Chavez se dégagea des liens avec les sommets politiques, patronaux, et syndicaux qui conduisaient les gouvernements précédents, lesquels sont les secteurs qui ont des relations d'affaire et de confiance avec l'impérialisme.

UN FREIN AU PROCESSUS DE PRIVATISATION

C'est ainsi que Chavez stoppa le mouvement de privatisation, surtout dans le secteur pétrolier. En effet, de manière systématique et concentrée et avec une grande adresse, la bourgeoisie et ses gouvernements dociles s'étaient engagés dans un mouvement de privatisation, alors que venait de s'ouvrir un processus révolutionnaire au Venezuela à partir de 1989. Les télécommunications (CANTV) furent privatisées ; de même la ligne aérienne leader (VIASA), puis la flotte pétrolière et marchande nationale ; l'entreprise industrielle d'État la plus importante : Sidérurgie de l'Orinoque (SIDOR) passa du statut d'entreprise publique à la privatisation, appartenant ainsi à la multinationale Techint et au groupe vénézuélien Sivensa des Machado Zuologa, et d'autres entreprises, comme Alucasa, furent livrées à la banque pour qu'elle les administre.

Pour finir de casser les entreprises, il n'était fait aucun investissement afin de chercher ensuite à les vendre comme Cadafé (énergie électrique), Pequiven/Serviferti (pétrochimie), Alcasa et Venalum aluminium) ; comme pre-

mier pas vers leur privatisation on réalisa une décentralisation (gestion passée aux gouvernements d'États puis à des conseils d'administration qui n'étaient pas des entités publiques) comme dans le cas des entreprises des Ports, hydroélectriques, les autoroutes, les hôpitaux, etc.

L'entreprise nationale du pétrole, Petróleos de Venezuela, PDVSA [5], celle qui était la plus appétissante pour la bourgeoisie locale et le capital transnational, parallèlement à son ouverture au capital privé pour des zones « spéciales » d'exploitation, était soumise à un processus de bureaucratisation, d'abandon d'activités au profit d'entreprises privées de sous-traitance, de désinvestissement national, alors que se réalisaient de dangereux investissements hors du pays (transnationalisation) dans des achats d'usines de raffinage (Vebal Oil, Citgo et d'autres). Par ailleurs, des bilans financiers déficitaires étaient systématiquement présentés avec l'objectif de faciliter le chemin vers la privatisation.

CONTRADICTIONS ET INCONSÉQUENCES DU NATIONALISME BOURGEOIS

Le gouvernement bolivarien a engagé un processus totalement contraire à celui de la privatisation que les autres gouvernements étaient en train d'entreprendre, bien qu'il n'ait pas annulé ou modifié l'accord d'ouverture pétrolière, alors que celui-ci est contraire aux intérêts nationaux.

Le pays ne reçoit même pas 10 % du prix d'un baril de pétrole, et les entreprises transnationales qui produisent dans les zones d'ouverture ne paient même pas d'impôts, alors que dans le cas de PDVSA tout entre dans le fisc national.

Le président Chavez, le Ministre de l'Énergie et des Mines, le Président de PDVSA et les autres hauts fonctionnaires du gouvernement se justifient en expliquant que si on ne les respecte pas, ces accords seront portés devant les tribunaux internationaux au préjudice de la nation. Mais l'inconséquence anti-impérialiste ne se limite pas à cela.

On ne peut que désavouer, et il ne faut cesser de le dénoncer, que ce gouvernement bolivarien ait livré aussi, de manière secrète et sans consultation, l'exploitation du gaz de la zone Delta-na à la Chevron Texaco, Shell, Mitsubishi (il évoque pour ce faire le manque d'argent pour le grand investissement nécessaire à cette exploitation ainsi que le manque de technologie).

De plus, ils prétendent maintenant passer un contrat avec la Chevron pour la construction d'un gazoduc colombo-vénézuélien, ainsi que viennent de le décider les Présidents Alvaro Uribe et Chavez.

Cette vile reddition oublie que l'on vient d'annoncer la création de Petroamerica, de Petrocaribe et d'autres entreprises susceptibles d'être créées, pour les constituer comme pôles pour l'intégration latino américaine. De plus, un accord multimillionnaire de dotation en ordinateurs vient d'être signé par le Ministère de l'Éducation qui favorise Microsoft au détriment des offres d'entreprises latino américaines. Voilà bien les inconséquences du nationalisme bourgeois.

LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE BOLIVARIENNE

Nous avons affirmé que sur le terrain de la démocratie on a vu au Venezuela la une profonde révolution. Le régime

démocratique bourgeois qui domina pendant plus de quarante ans se consolida à force de violence et de répression (des centaines de disparus dans la décennie des années 60 et 70, phénomène qui apparut ici avant les pays du cône sud). Ce régime se limitait à une expression des libertés démocratiques minimale. La répression et l'action criminelle des corps de sécurité de l'État étaient très violentes (il devint habituel que dans chaque manifestation il y ait des morts, assassinés par des agents policiers ou par la Garde Nationale, la GN).

Le mouvement ouvrier a connu une terrible dictature syndicale, où, avec des méthodes de gangsters, les syndicats étaient pris d'assaut et « intervenus ». Il y avait une dictature syndicale où les dirigeants sociaux-démocrates de AD (Action Démocratique) et socio-chrétiens de COPEI, se maintenaient au pouvoir 10, 20 et même 35 ans sans faire d'élections. Cette réalité était contenue dans la haine qu'exprimèrent les masses quand vint en éclat tout ce régime le 27 février 1989 (l'insurrection du « caracazo »).

Aujourd'hui le caractère profond de cette révolution démocratique ne tient pas seulement à la grande richesse des droits démocratiques inclus dans la Constitution Bolivarienne du Venezuela. Celle-ci est, en termes de droits démocratiques et de participation citoyenne, plus nouvelle que n'importe quelle autre Constitution en vigueur. Mais c'est l'exercice de fait de leur pouvoir démocratique par les travailleurs et le mouvement des masses, de manière jusqu'ici irrésistible, qui a rendu possible le contenu de cette Constitution. La tendance c'est que la révolution démocratique peut aller beaucoup plus loin encore. Après l'exacerbation des affrontements entre le Chavisme d'un côté et les pro-impérialistes de l'autre, à par-

tir de 2002, les travailleurs se sont organisés pour éliminer de leurs organisations les bureaucrates syndicaux. Il y a eu, dès lors, une participation plus forte qu'en 2001 quand fut engagé, par la voie d'une consultation référendaire, le processus de rénovation syndicale à l'intérieur des structures de la CTV.

Lors de cette consultation, il fut encore possible à la bureaucratie syndicale de maintenir le contrôle du Comité Exécutif de la CTV, grâce à la fraude et bien qu'elle ait perdu la majorité dans la plus grande partie des syndicats (ils ne présentèrent pas plus de 56 % des actes des bureaux de vote). La bureaucratie syndicale se déclara elle-même vainqueur de ces élections, contre la volonté de la Commission électorale et du CNE, organismes chargés du contrôle du processus de rénovation syndicale.

LA UNT ET LA RÉVOLUTION SYNDICALE

A l'occasion de la grève patronale, la CTV finissait de s'enterrer elle-même historiquement en participant aux côtés de l'organisation patronale (FEDECAMARAS) à cette grève patronale. Les travailleurs et les travailleuses se soulevèrent et de leur propre initiative éliminèrent la majorité des bureaucrates qui continuaient à rester enkystés dans leurs organisations. Grâce à cette force, la plus grande conquête dont disposent maintenant les travailleurs et les travailleuses du Venezuela s'est constituée : l'Union Nationale des Travailleurs, la UNT.

NAISSANCE DE LA UNT

Celle-ci s'est conformée à partir d'un accord entre les forces politiques syn-

dicales qui se dressèrent contre cette grève. Parmi celles-ci, la Force Bolivarienne des Travailleurs (la FBT), organisation liée au MVR (Mouvement V^e République, parti pro-Chaviste) et à d'autres partis qui appuient le gouvernement, parmi lesquels se trouvait l'Autonomie Syndicale (liée au PPT).

Dans la direction de la FBT se trouve le camarade Orlando Chirino, ainsi que la camarade Marcela Mâspero, qui vient de la CLAT et du socialisme chrétien. Ils font maintenant équipe avec nous, membres de l'OIR (Option de Gauche Révolutionnaire) au sein de la UNT.

Un groupe de dirigeants syndicaux reconnus, composés de socio-chrétiens, qui vient du secteur public (Franklin Rondón) et faisait partie du Comité Exécutif de la CTV, s'est intégré à cet accord, ainsi que quelques autres cadres syndicaux venant du secteur alimentaire privé, et un représentant du syndicat du Métro de Caracas, Francisco Torrealba, qui était en dehors de ce syndicat car il ne participe pas aux élections, étant donné le degré de rejet qu'il y avait parmi les bases. Francisco Torrealba venait d'appuyer la candidature de Antonio Ledezma, dirigeant du parti Alianza Bravo Pueblo (parti provenant d'une des dernières divisions de l'Alliance Démocratique [AD]), à la Mairie de Caracas. Un dirigeant de ce groupe, Ramòn Machuca, qui fait partie d'un important syndicat (SUTISS), est resté en dehors de la UNT, parce qu'il ne fut pas accepté qu'il préside la nouvelle centrale, comme « leader máximo ». [Ramòn Machuca et la direction de ce syndicat (Cause R) avaient gagné un certain prestige dans les années 70 et 80, par leur lutte contre les interventions syndicales. Par la suite Ramòn Machuca dans son syndicat prit position en faveur de la privatisation de l'entreprise SIDOR. Depuis

lors, il est devenu pour nous, qui militons dans le Parti Socialiste des Travailleurs, le PST/Chispa, un adversaire irrécyclable. Cette entreprise qui comptait 25 000 travailleurs titulaires passa alors à 6 000 travailleurs titulaires et 4 000 appartenant à des sous-traitants, avec des niveaux de surexploitation qui ont provoqué le déclenchement de deux grèves).

En représentation d'autres fronts syndicaux (le Bloc Syndical Classiste de l'État de Carabobo ; le Mouvement « La Jornada » du secteur pétrolier de l'Est du pays ; Taupa Ouvrière (TOPO Obrero) du Lara et l'OIR qui venait de se constituer) j'ai intégré la Coordination Nationale de la UNT.

La UNT est une direction horizontale de 21 coordinateurs, sans charges spécifiques.

Le secteur dont Franklin Rondón et Torrealba sont les leaders est en opposition au sein de la Fédération du secteur public (FENTRASEP) aux camarades de la FBT (Force Bolivarienne des Travailleurs). Ils viennent de provoquer une discussion interne dans cette fédération, qui s'est prolongée dans la Coordination Nationale de la UNT.

Une séparation entre les deux groupes vient de se produire, conduisant à l'existence de deux directions qui revendiquent la direction de cette fédération. Ce conflit a été motivé par un refus des méthodes bureaucratiques du groupe de Franklin Rondón (qui a décompté 5 000 Bolívares aux affiliés sans les consulter), méthodes aggravées par de probables cas de corruption quand ce groupe présentait des factures pour plus de 100 millions de Bolívares pour de prétendues dépenses prises sur leurs « économies personnelles » pour le fonctionnement de la fédération. Depuis ces faits, Rondón a engagé des tueurs à gages pour aggraver et/ou liquider les

camarades qui contestent son autorité et qui sont à la tête de l'autre direction de la fédération.

Quand ces agissements inadmissibles furent découverts, ces éléments ont cessé d'assister à la Coordination de la UNT et, aux côtés de Machuca, en dehors de la Centrale, ils mènent une lutte bureaucratique pour le contrôle de la direction de la UNT qui actuellement leur échappe. En vue des prochaines élections syndicales qui doivent se tenir à la fin de cette année ou au début de la suivante, ils ont engagé une campagne démagogique, utilisant la calomnie contre Chirino et Marcela pour tenter de les salir alors qu'eux-mêmes sont gravement compromis. Ils comptent sur l'appui et les conseils de quelques personnages liés à la superstructure.

LA CONSTRUCTION DE LA UNT : UN ACQUIS ET UN APPUI POUR LES TRAVAILLEURS

Au terme de beaucoup d'efforts et débordant déjà la capacité de sa direction, la UNT, un an après avoir été fondée (le 5 avril 2003), est construite dans 23 des 25 états du pays et dans de nombreuses branches de la production et des services. Il s'agit de la première force syndicale et les syndicats les plus importants du secteur privé, tout le secteur électrique et presque tout le secteur public l'ont intégrée, ainsi que les entreprises du secteur primaire, la majorité des pétroliers et une grande partie des enseignants et du transport public.

Le programme de la UNT est vraiment révolutionnaire et internationaliste. Depuis sa fondation, la UNT a pris position contre les tentatives de coups d'État, de sabotages, l'utilisation de forces paramilitaires et toutes

les autres tentatives fascistes auxquelles a eu recours l'opposition patronale qui se trouve dans la CD. Récemment, la UNT a participé à la campagne pour le NON au référendum, à travers sa propre campagne intitulée : « *Travailleurs dans la Bataille* ». Elle a caractérisé cet événement comme s'inscrivant dans la même orientation que les autres faits provoqués par la CD, celle qui vise au renversement du Président et à l'arrêt du processus révolutionnaire qui s'affirme peu à peu depuis le début des années 90.

La centrale se revendique comme organisation de classe, indépendante des patrons, du gouvernement et des partis politiques. Et c'est ce que, dans sa courte existence, elle a démontré. Elle a été présente dans les grèves qui se sont déclenchées dans les derniers mois. Plusieurs d'entre elles ont été organisées contre des entreprises qui se sont alliées à la nouvelle bureaucratie (des dirigeants récemment élus sur des listes qui se prononcent en faveur du processus bolivarien). Elle a participé à des mobilisations contre des Ministères, des Gouvernements provinciaux, des Mairies et devant les portes du Palais Présidentiel, exigeant les droits de différents secteurs de travailleurs. Elle a fait pression pour que soient signées des Conventions Collectives dans certaines branches qui n'en signaient pas depuis 4, 6 et 8 ans (secteur public, santé, enseignement, électricité, construction).

LES TRAVAILLEURS ET LE PROCESSUS BOLIVARIEN

Sept travailleurs ou travailleuses sur dix sympathisent avec le Président Chavez et le processus bolivarien. Mais la majorité de ces travailleurs sont critiques contre un nombre im-

portant de fonctionnaires du gouvernement, des partis qui l'appuient et contre beaucoup des politiques que ceux-ci appliquent. Il y a plusieurs maires et gouverneurs mis en question.

La critique contre des faits de corruption et l'incurie est un fait courant. On condamne le gouvernement parce qu'il comprend un grand nombre de militaires de haut rang, qui occupent des charges de l'administration publique (militarisation) que des professionnels civils pourraient parfaitement occuper. Les militaires ont certes été un point d'appui pour les programmes sociaux du gouvernement, et un grand nombre d'entre eux s'identifient au projet bolivarien, mais le sentiment existe qu'ils doivent revenir dans leur secteur.

Le mouvement des travailleurs n'admet pas que, six ans après, indépendamment du sabotage patronal, le pourcentage de travail « formel » soit de 50,5 % alors que le pourcentage de travail « informel » est de 49,5 %, c'est-à-dire presque le même, et que le taux de chômage soit aussi haut, atteignant 15,3 % selon l'Institut National des Statistiques (INE). Le gouvernement n'a effectué aucune politique révolutionnaire sur ces points.

Le mouvement des travailleurs n'admet pas non plus le fait que, 9 mois après que l'Assemblée nationale a approuvé la Loi de Sécurité Sociale, celle-ci ne soit pas entrée en vigueur. De la même manière est exigée la réforme de la Loi organique du travail pour rétablir la rétroactivité des prestations sociales, éliminées depuis 1987, cela d'autant plus qu'il existe un délai constitutionnel pour leur rétablissement, délai qui se termine dans les cinq prochains mois.

Parmi les choses que les travailleurs ne pardonnent pas au gouvernement c'est qu'il n'ait eu aucune politique

pour aider à la mise en fonctionnement des entreprises qui furent fermées par leur patron et occupées par les travailleurs mis au chômage. Ceux-ci engagèrent cette action, confiants que le gouvernement contribuerait à garantir leurs postes de travail et assurerait le paiement de leurs prestations sociales. Nombreux sont les travailleurs qui se sentent frustrés et trahis parce que le gouvernement, qui s'affirme révolutionnaire, n'a eu aucune disposition pour le faire alors qu'en Argentine, les gouvernements de Duhalde et Kirchner ont aidé au fonctionnement d'entreprises que les travailleurs occupaient et remettaient eux-mêmes en marche. Beaucoup ont cessé maintenant leur occupation (Industrial de Perfume, Codima, et six autres entreprises), mais d'autres poursuivent l'occupation comme à la Venepal, la Construtora National de Válvulas, à Elpreca, espérant que le gouvernement concède l'argent et l'assistance nécessaires pour qu'elles puissent produire à nouveau.

Pourtant le mouvement des travailleurs valorise aussi certaines mesures et actions du gouvernement.

Il y a tout d'abord une liberté comme jamais auparavant pour constituer des syndicats, permettant ainsi l'augmentation significative du niveau des syndiqués. Depuis il y a plus de deux ans, il existe un décret d'inamovibilité du travail (on ne peut plus licencier sans motif légal). La dette du secteur public avec ses employés, accumulée par les derniers gouvernements, a été reconnue. L'État est en train de promouvoir la création de Coopératives et l'obtention de crédits, se substituant aux entreprises sous-traitantes, et développe chez certaines la cogestion (dans le secteur électrique).

Tous les ans, le gouvernement augmente le salaire minimum (l'augmen-

tation cette année a été de 30 %, en deux temps, 20 % d'abord puis 10 %), en ayant comme référence les calculs de l'inflation (celle qui est accumulée au cours de cette année est de 14,1 % selon l'indice des Prix à la Consommation IPC, de la Banque centrale du Venezuela BCV).

Il est vrai cependant que le pouvoir d'achat des salaires et pensions s'est dévalué de façon énorme dans les trente dernières années (entre 1984 et 1993, l'inflation fut de 160 % ; entre 1993 et 1998 de 100 %, et entre 1998 et 2000 de 100 %).

Parmi quelques-uns des changements significatifs, il y a que l'on paye aujourd'hui quelques jours à l'avance les pensions des vieux retraités et que celles-ci sont alignées sur le salaire minimum (321,213 Bolivars).

Il faut maintenant apprécier puis évaluer le fait que les travailleurs participent avec les organisations populaires au Contrôle Social (Contraloría social). Ce principe est établi dans la Constitution et doit s'exercer à travers la mise en place de Conseils Locaux de Planification Publique et doit faire l'objet d'une Loi. Il s'agit de superviser, contrôler et participer à la distribution des budgets et de la gestion des organismes du gouvernement national, régional, municipal et local.

Il y a une autre réalité que l'on peut constater : c'est qu'il est donné à la paysannerie des opportunités de crédits pour acheter des machines, des semences et des produits chimiques pour semer et obtenir une habitation. Une grande quantité d'hectares de terre a été donnée à des paysans sans terre afin qu'ils puissent les cultiver, particulièrement des terres appartenant à l'État. En même temps des milliers de paysans ont occupé des fermes et des terres, en s'affrontant souvent aux bandes armées des pro-

priétaires fonciers, ce qui a provoqué une série de morts de paysans pauvres (environ 100 assassinats). Il y a aussi des manifestations qui montrent que dans la conscience de centaines de citoyens sans terre progresse l'idée que la terre doit appartenir à celui qui la travaille, dans un pays où l'énorme majorité des terres cultivées continue d'appartenir à une poignée de propriétaires fonciers.

LA RÉBELLION

QUI MENACE

Une fois passés quelques jours après le référendum, des centaines d'activistes et de membres des Patrouilles Électorales (PE) et des Unités de Batailles Électorales (UBE) ont cherché à résoudre le problème de la prolifération de deux et plus candidats aux mairies et postes de gouverneur afin de garantir la victoire. Dans beaucoup de ces circonscriptions électorales le NON a gagné avec peu de marge de différence, et presque tous les candidats « officiels » ont été imposés par le système de la « dédocratie » (le doigt du pouvoir), fortement rejeté.

Cette saine et légitime aspiration s'est heurtée au mur des partis qui appuient le gouvernement et qui ont déjà désigné leurs candidats. Mais surtout ils se sont heurtés au mur de Hugo Chavez lui-même. De manière emportée et grossière, dans un programme dominical télévisé (*Alò Presidente*) il a affirmé que celui qui n'accepterait pas de se discipliner à l'appui de « ses candidats » devrait rejoindre la Coordination de l'opposition. Une large base qui s'identifie comme chaviste et qui a consacré beaucoup de son temps de militantisme en faveur du processus bolivarien rejette cette déclaration.

Nombreuses sont les organisations de

base qui, dans beaucoup de régions, se sont déclarées en dissidence. D'autres se maintiennent en état d'alerte pour mener cette bataille, reflet du fait que, indépendamment du poids du leadership et du « caudillismo » de Chavez, nombreux sont ceux qui ne supportent pas les impositions antidémocratiques.

La lutte pour que les candidats soient choisis par les bases continuera, quel que soit le résultat final de cette revendication. Cette lutte laissera des traces et se rétro alimentera avec le développement qu'auront les concessions que Chavez accordera aux chefs d'entreprises et aux autres ennemis politiques, assis aujourd'hui à la table de négociations comme résultat de ces élections. Presque tous les gouverneurs et maires boliviariens qui seront élus devront dans un futur immédiat connaître des oppositions et affrontements à leur gestion. Dans ce contexte l'utilisation du mécanisme du « Contrôle social » (*Controlaria social*) sera un facteur qui prendra beaucoup d'importance et le rôle des syndicats et des autres organisations populaires va être déterminant.

CE QUE, AVEC LES

MASSES, NOUS EXIGEONS

Le gouvernement du Président Chavez n'a pas reconnu la force que les travailleurs sont capables de dresser quand ils décident de s'engager pour exiger leurs droits. S'il tente d'arriver à un accord avec les patrons aux dépens des droits et des revendications des travailleurs, ceux-ci dresseront leurs revendications que d'ores et déjà ils ont établies et que, sommairement résumées ici, nous défendons à leurs côtés :

- Que soit prise en compte l'exigence des militants boliviariens : qu'il y ait un processus pour choisir les candi-

dates pour les élections régionales d'octobre.

- Évaluation et contrôle de la part des travailleurs et des communautés, à travers les Conseils Locaux de Planification de la gestion des fonctionnaires des institutions publiques.

- Que soit étendu le décret d'inamovibilité du travail et que soient relevés les plafonds salariaux jusqu'à un million de bolivars pour que ce bénéfice les protège.

- Expropriation des entreprises fermées et contrôle de la part des travailleurs qui les occupent, avec versement de crédits et une politique claire pour les faire fonctionner.

- Re nationalisation et contrôle des travailleurs des entreprises CANTV et SIDOR.

- Contrôle total de la part des travailleurs de PDVSA et des entreprises électriques. Que les organisations syndicales, les Comités guides et les autres organismes défenseurs de l'industrie pétrolière, convoquent tout de suite une Constituante pétrolière.

- Refus de la politique de paiement de la dette externe que ce gouvernement a toujours réalisée de manière disciplinée.

- Création d'un plan pour des emplois pour faire baisser le taux très élevé de chômage qui existe aujourd'hui.

- Pour un décret d'augmentation générale des salaires.

CONSOLIDER DE FAÇON

URGENTE UNE DIRECTION

RÉVOLUTIONNAIRE

La UNT est déjà une direction révolutionnaire des travailleurs, qui doit mettre en avant les exigences que nous avons énumérées plus haut et d'autres que nous n'avons pas citées. Mais les milliers de lutteurs sociaux

et politiques produits de ce processus et qui sont sous la menace d'être condamnés à l'ostracisme s'ils ne se disciplinent pas aux injonctions et lignes imposées par des caudillos, ont besoin d'un instrument politique pour, dans l'immédiat et dans le futur, développer tout leur potentiel révolutionnaire.

L'« Option de Gauche Révolutionnaire » (la OIR) est un projet d'indépendance politique qui est en train de faire quelques petits pas dans ce sens. Cependant il faut maintenant appuyer sur l'accélérateur. Il est nécessaire d'ouvrir cette discussion à d'autres organisations qui avancent dans le même sens comme par exemple le « Mouvement 13 avril », « Connexion sociale » et d'autres.

En nous appuyant sur les organisations autonomes et révolutionnaires que les masses se donnent, nous proposons la nécessité d'un gouvernement propre des travailleurs et des autres secteurs de salariés et opprimés de cette société.

Conquérons notre seconde indépendance. Notre patrie est l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Caracas, le 2 septembre 2004

***Coordinateur National de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) ; Membre de l'Option de Gauche Révolutionnaire (la OIR)**

Notes

1- Carlos Andrés Perez est le dirigeant historique du parti « Alliance Démocratique », parti bourgeois qui se dit « social démocrate » et fait partie de la Deuxième Internationale. Ce parti intègre la coalition anti gou-

vernementale (CD). Andrés Perez, en exil après sa condamnation et destitution en 1993 pour corruption, vient de déclarer que « la seule solution » est l'élimination physique de Chavez: « Je travaille à la destitution de Chavez. Ce n'est que par la violence que nous pourrions le destituer. Nous n'avons pas d'autres possibilités (...) Chavez doit crever comme un chien, car il le mérite (...). Nous ne pouvons pas simplement nous débarrasser de Chavez et immédiatement introduire une démocratie. Nous allons avoir besoin d'une période de transition de deux et trois ans, pour jeter les bases d'un État, dans lequel le droit et la loi règnent. (...) Une junte devra d'abord fermer le parlement, la Cour suprême, et toutes les institutions où les partisans de « Chavez ont la majorité. »

2- Ce n'est qu'en novembre 2001 que l'administration Chavez marque un tournant en prenant les premières mesures structurelles qui, sur certains aspects, s'opposent au Consensus dit « néo libéral » de Washington. Il s'agit de l'adoption, le 12 novembre 2001, par l'Exécutif, de 49 décrets-lois, sur les hydrocarbures, sur la terre, sur la pêche, etc. Jusque-là, c'est une politique macroéconomique conservatrice (austérité budgétaire, inflation zéro, etc. qui avait présidé aux premiers pas du gouvernement qui augmentait cependant les dépenses publiques et sociales et lançait des programmes sociaux relevant de l'assistance (Plan Bolivar).

3- En 1989 des centaines de milliers de travailleurs manifestent dans les rues contre le gouvernement de Andrés Perez qui, appliquant les mesures conseillées par le FMI veut imposer un nouveau plan d'austérité. Il s'agit de ce que les vénézuéliens appellent l'insurrection du « caracazo ». Devant l'ampleur des mobilisations, et pour stopper le processus en cours qui risque de mettre en question sa domination, Andrés Perez envoie l'armée qui fait un bain de sang : 3 000

morts. En 1992, Chavez, qui anime clandestinement un groupe politique dans l'armée, le MBR-200, organise un coup d'État contre Pérez. Le coup d'État échoue et Chavez est emprisonné, se gagnant la sympathie des masses qui subissent, résistent et s'affrontent aux agressions de « la démocratie » de la bourgeoisie contre leurs conditions d'existence. C'est en 1998 qu'il se présente aux élections présidentielles et, centrant sa campagne sur la dénonciation de l'injustice et la corruption, l'exaltation de la patrie et de son indépendance, il est élu avec 60 % des voix.

4- « Le général du peuple souverain » Ezequiel Zamora, dans la guerre qui opposa les conservateurs aux libéraux et fédéralistes, entre 1853 et 1969, utilisa la tactique militaire consistant à faire croire aux Conservateurs qu'ils avaient gagné en occupant la capitale de la Province de Barinas alors qu'il s'agissait d'un retrait tactique de sa part pour les attirer dans les plaines de Santa Inés où il leur donna le coup final le 10 décembre 1859.

5- C'est en 1976 que l'industrie pétrolière a été nationalisée. Elle est la source de 30 % du PIB et de 80 % des exportations vénézuéliennes. Bien que détenue à 100 % par l'État, la PVDSA restait une société anonyme gérée par une couche d'environ 800 administrateurs, relativement indépendante du détenteur nominal des titres de propriété, l'État. C'est cette couche d'administrateurs qui organisa la grève de décembre 2003-février.2004. C'est contre elle que les employés du pétrole ont fait fonctionner à nouveau l'entreprise, faisant ainsi échouer la grève.

(traduction et notes de Jean Puyade)

Déclaration de l'UNT au lendemain du référendum

Camarades travailleurs et travailleuses du monde,

Depuis Caracas (Venezuela) aujourd'hui 16 août 2004, nous en appelons à tous nos frères de classe, en cette date historique, où ont été annoncés les résultats définitifs du Référendum Présidentiel. La victoire du NON représente plus de 5 millions de voix du peuple vénézuélien.

Pour l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) et pour de nombreux camarades syndicalistes de différents pays qui sont venus au Venezuela exprimer la lutte commune des travailleurs contre l'exploitation capitaliste et l'ingérence impérialiste, il existe de nombreux points d'accord, sur la voie à suivre pour la conquête d'une société plus juste, souveraine et indépendante, dans laquelle n'existera pas l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous considérons que le triomphe du NON à ce référendum est un point d'appui et un grand encouragement pour porter en avant notre combat de classe.

L'UNT est une centrale syndicale indépendante qui défend profondément la démocratie syndicale ; elle est indépendante des partis, des patrons et du gouvernement. C'est en application de ces principes que nous avons mené notre propre campagne pour la victoire du NON sous l'intitulé « *Travailleurs en lutte* » pour le maintien du Président Chavez au pouvoir, parce que nous considérons que ce

qui est en jeu c'est une lutte anti-impérialiste et nous pensons que nous, les travailleurs, devons jouer un rôle central dans la défense de la souveraineté des nations, des peuples indigènes qui luttent pour leurs terres ancestrales, de la paysannerie qui combat à l'échelle mondiale pour une véritable réforme agraire et la souveraineté alimentaire.

Tandis que nous étions en faveur du NON aux côtés du pays agressé par l'impérialisme, la position de la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) était de soutenir inconditionnellement tous les secteurs favorables au OUI, accompagnant une fois de plus la politique du gouvernement agresseur nord-américain. Tandis que l'UNT se retrouve dans la volonté exprimée par la majorité des travailleurs vénézuéliens, la CTV se retrouve dans le même front que l'impérialisme et les patrons. Les manœuvres des secteurs de l'opposition ne voulant pas reconnaître les résultats électoraux doivent rencontrer la riposte de tous les travailleuses et travailleurs du monde et de leurs organisations de classes et démocratiques. Nous appelons à rester en alerte et mobilisés face à n'importe quelle tentative d'ingérence de l'impérialisme et de ses différentes institutions. Nous appelons les travailleurs et les peuples opprimés du monde à s'unir à notre combat. C'est la seule voie qui peut nous ouvrir un avenir meilleur avec l'accomplissement de nos tâches

historiques en faveur de l'humanité. Depuis la ville de Caracas, nous invitons les syndicats, les centrales syndicales, toutes les organisations du mouvement ouvrier populaire, paysan, fédérations syndicales, de chômeurs, des Droits de l'homme, de jeunesse, à resserrer, aujourd'hui encore plus qu'hier, au milieu du désastre du néolibéralisme et de la globalisation capitaliste, les liens de solidarité militante. Nous désirons que soit portée à la connaissance et que se discute entre tous la lutte que nous avons engagée à partir de l'UNT, pour approfondir le processus révolutionnaire en cours dans notre pays. Nous proposons l'organisation d'une Rencontre Internationale au Venezuela, la première semaine de décembre prochain, qui nous permettra de débattre de la situation du mouvement ouvrier, par rapport aux tâches qui se présentent à nous, aux campagnes et aux actions de solidarité.

Pour nous, le triomphe du NON dans ce référendum du 15 août, est un NON à l'ALCA (Zone de libre-échange des Amérique), et au TLC (Traité de libre commerce), c'est un NON au FMI et à la politique néolibérale. C'est un NON à la domination impérialiste et à la politique de Bush l'assassin. Ce doit être un NON au paiement de la dette extérieure et aux privatisations. Cette victoire du NON nous voulons la convertir à un NON à l'exploitation capitaliste.

□

Les lecteurs de *Carré Rouge* connaissent Gilbert Achcar dont nous avons publié en novembre 2000 (n° 14-15) un important article sur la politique de l'État d'Israël. Gilbert Achcar est auteur de nombreux livres, les plus récents étant *Choc des barbaries* (10/18, 2004) et *L'Orient incandescent* (Page deux, 2003). Le texte suivant a été présenté aux assises de Agir contre la guerre (ACG). Gilbert Achcar nous en a confié la publication et la mise en débat. Il est donc suivi d'observations de Claude Serfati.

Thèses sur la période, la guerre et le mouvement anti-guerre

1. L'occupation de l'Irak s'inscrit pleinement dans la « grande stratégie » expansionniste inaugurée par les États-Unis au moment où s'achevait la Guerre froide.

La fin de l'URSS a représenté un tournant historique majeur, d'une importance équivalente à la fin de chacune des deux Guerres mondiales du XX^e siècle. Chacun de ces tournants a été l'occasion du franchissement d'une nouvelle étape de l'expansion impériale des USA : passage du rang de puissance régionale, ou puissance mondiale mineure, au rang de puissance mondiale majeure avec la Première Guerre mondiale ; passage au rang de superpuissance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre d'un monde bipolaire, partagé entre les deux empires de la Guerre froide.

L'agonie, puis l'implosion finale de l'URSS ont confronté les USA à la né-

cessité de choisir entre des options stratégiques majeures pour la « mise en forme du monde » (*shaping the world*) de l'après-Guerre froide. Washington a opté pour la pérennisation de sa suprématie, dans un monde devenu unipolaire sur le plan de la force militaire, principal atout des USA dans la concurrence inter-impérialiste mondiale. L'ère de l'hyperpuissance états-unienne fut inaugurée par la guerre de l'administration Bush I contre l'Irak en janvier-février 1991, l'année même qui vit la chute finale de l'URSS.

Cette guerre, décisive pour la « mise en forme du monde », permit de réaliser simultanément plusieurs objectifs stratégiques majeurs :

□ le retour en force de l'implantation militaire directe des USA dans la région du Golfe, détentrice des deux tiers des réserves mondiales de pétrole. Au seuil d'un siècle qui sera marqué par la raréfaction progressive,

puis le tarissement de cette ressource stratégique entre toutes, ce retour plaçait les USA en position dominante tant par rapport à leurs rivaux potentiels que par rapport à leurs alliés, tous – excepté la Russie – largement dépendants du pétrole du Moyen-Orient.

□ la démonstration éclatante de la supériorité écrasante des systèmes d'armement états-uniens face aux risques nouveaux pesant sur l'ordre capitaliste mondial du fait d'États « scélérats » (*rogue states*) – risques illustrés par le comportement prédateur de l'Irak baasiste, dans le sillage d'une « révolution islamique » qui avait déjà installé en Iran un régime échappant au contrôle des deux superpuissances de la Guerre froide. Cette démonstration contribua fortement à convaincre les puissances européennes et le Japon, alliés majeurs de Washington, de renouveler le rapport de vassalité qu'ils avaient établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale envers une Amérique devenue suzeraine. Le maintien de l'OTAN et sa mutation en « organisation de sécurité » traduisirent la reconduction de ce rapport hiérarchique.

En même temps, le retour des USA au Moyen-Orient inaugurait une nouvelle et dernière phase historique d'expansion de l'empire mondial régi par Washington : l'extension du réseau de bases et d'alliances militaires avec lequel Washington enserme le monde, aux régions de la planète qui lui échappaient encore parce qu'elles étaient dominées jusque-là par Moscou. L'élargissement de l'OTAN à l'Est de l'Europe, l'intervention militaire en Bosnie puis la guerre du Kosovo, furent les premières étapes de ce parachèvement de la mondialisation impériale, réalisées sous l'administration Clinton. La poursuite du processus requerrait des conditions poli-

tiques favorables, notamment au regard de la persistance du « syndrome vietnamien » freinant les ambitions militaires expansionnistes de Washington.

2. Les attentats du 11 septembre 2001 offrirent à l'administration Bush II l'occasion historique d'accélérer au plus haut point et d'achever ce processus au nom de la « guerre contre le terrorisme ».

L'invasion de l'Afghanistan et la guerre contre le réseau Al-Qaida furent, en même temps, le prétexte idéal pour l'extension de la présence militaire états-unienne au cœur de l'Asie centrale ex-soviétique (Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan) et jusqu'au Caucase (Géorgie). Outre la richesse en hydrocarbures (gaz et pétrole) du bassin de la Caspienne, l'Asie centrale présente l'intérêt stratégique inestimable d'être située au cœur de la masse continentale eurasiatique, entre la Russie et la Chine, les deux principales adversaires potentielles de l'hégémonie politico-militaire des USA.

L'invasion de l'Irak, réalisée dans la foulée de la précédente, visait à terminer ce qui était resté inachevé en 1991, du fait de l'impossibilité d'occuper durablement le pays tant pour des raisons de politique internationale (mandat limité de l'ONU, existence de l'URSS) que pour des raisons de politique interne (réticence de l'opinion publique, mandat limité du Congrès). Avec l'occupation de l'Irak qui s'ajoute à leur tutelle suzeraine sur le royaume saoudien et leur implantation militaire dans les autres émirats de la région du Golfe, les USA exercent à présent un contrôle direct sur plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole – outre leurs propres réserves domestiques. Wa-

shington cherche activement à compléter cette mainmise planétaire sur le pétrole en étendant son hégémonie à l'Iran et au Venezuela, ses deux cibles prioritaires après l'Irak.

3. L'option stratégique du parachèvement de la domination états-unienne unipolaire sur le monde est le corollaire de l'option néolibérale adoptée par le capitalisme mondial et imposée à l'ensemble de la planète dans le cadre du processus global désigné sous le nom de « mondialisation ».

Afin de garantir le libre accès des USA et de leurs partenaires du système impérialiste mondial aux ressources et marchés du reste du monde, comme pour se prémunir contre les risques extra-économiques de déstabilisation du système et des marchés, inhérents à la précarisation néolibérale du monde (démantèlement des acquis sociaux, privatisation à outrance, concurrence sauvage), l'existence et l'entretien d'une force militaire à la mesure de ces enjeux est indispensable. Washington a choisi de faire des USA « la nation indispensable » du système mondial : le fossé militaire entre les USA et le reste du monde ne cesse de se creuser. Du tiers des dépenses militaires mondiales au début de l'après-Guerre froide, les USA en sont arrivés à dépenser à eux seuls plus que les dépenses militaires cumulées de l'ensemble des autres États de la planète.

Cette formidable supériorité militaire de l'hyperpuissance états-unienne relève de ce « militarisme » inhérent au concept de l'impérialisme, depuis sa première définition systématique (Hobson), magnifié par la structure hiérarchique de type féodal (suzerein/vassaux) instaurée depuis la Seconde Guerre mondiale. En vertu de

cette structure, une superpuissance tutélaire assurait désormais la part essentielle de la défense d'un système capitaliste ayant complété par une solidarité subjective institutionnalisée sa solidarité objective. Celle-ci avait été illustrée *a contrario* par l'expérience économique et politique de la Grande Dépression, avant d'être rendue manifeste par la confrontation mondiale avec le système stalinien.

Pour que cette même structure hiérarchique devienne système impérial planétaire unique, et pour qu'elle le reste, il fallait absolument, et il faudra en permanence que la superpuissance, muée en hyperpuissance, entretienne des moyens militaires à la hauteur des ambitions qu'elle s'est fixées. La réaffirmation du rôle suzerain des USA et leur accession au rang d'hyperpuissance militaire par le développement de l'asymétrie entre leurs moyens et ceux du reste du monde étaient au cœur du projet de l'administration Reagan et de l'accroissement extraordinaire des dépenses militaires – à un niveau record, hors situation de guerre – par lequel elle s'est distinguée.

La fin de la Guerre froide, combinée avec les contraintes économiques de finances publiques dangereusement déficitaires, avaient entraîné la réduction, puis le tassement des dépenses militaires états-uniennes dans la première moitié des années 1990. La résurgence d'une contestation russe post-soviétique des visées de Washington autour de l'élargissement de l'OTAN (à partir de 1994), puis des crises balkaniques (1994-1999), ainsi que l'émergence d'une contestation chinoise post-maoïste illustrée par le bras de fer sur la question de Taiwan (1996), le tout sur fond de coopération militaire croissante entre Moscou et Pékin, entraînèrent l'administration Clinton à enclencher une hausse

des dépenses militaires états-uniennes à long terme à partir de 1998.

4. La relance de la course états-uniennne au surarmement face au reste du monde, succédant à la course aux armements contre l'URSS du temps de la Guerre froide, fut accompagnée d'un changement d'attitude de Washington dans la gestion des relations internationales.

L'idylle avec l'ONU, à partir de la « crise du Golfe » en 1990, ainsi que la croyance en la possibilité de déployer systématiquement le rôle impérial des USA dans le cadre d'une légalité internationale maîtrisée au gré de Washington (Irak, Somalie, Haïti), furent abandonnés, dans un premier temps, au profit de l'action unilatérale de l'OTAN dans les Balkans. Les droits de *veto* russe et chinois au Conseil de sécurité de l'ONU furent circonvenus ainsi par l'action unilatérale de la structure militaire collective dirigée par Washington, au nom de prétendus soucis « humanitaires ». Le nouveau bond des dépenses militaires rendu possible par le 11 septembre 2001, le nouveau consensus créé par ces mêmes attentats autour des expéditions militaires de Washington, combinés avec l'inclination « unilatéraliste » propre à l'administration Bush II, incitèrent cette dernière à s'affranchir de toute structure institutionnelle dans le parachèvement de l'expansion impériale états-uniennne. Les coalitions à géométrie variable (*coalitions of the willing*), sous la houlette indiscutée de Washington, remplacèrent l'OTAN elle-même, dont le principe d'unanimité constitue l'équivalent d'un droit de *veto* accordé à l'ensemble de ses États-membres.

La guerre d'invasion de l'Irak fut l'occasion par excellence de la mise en œuvre de ce principe unilatéraliste : sur le dossier irakien, le point de vue et les intérêts états-uniens étaient non seulement en conflit avec ceux de membres permanents du Conseil de sécurité, comme la Russie et la Chine, généralement opposées à l'hégémonie mondiale des USA, mais aussi avec ceux d'alliés traditionnels de Washington et membres de l'OTAN, comme la France et l'Allemagne. La concordance des intérêts et des points de vue des USA et du Royaume-Uni permit aux deux pays de mener conjointement l'invasion, avec le ralliement à leur entreprise de quelques membres de l'OTAN et autres alliés dociles ou zélés de Washington.

L'embourbement des USA et de leur coalition en Irak et la difficulté qu'éprouve l'administration Bush II à gérer l'occupation du pays ont apporté une démonstration éclatante de l'inanité de son unilatéralisme arrogant, qui lui avait été reproché d'emblée par une fraction importante de l'establishment états-unien, jusque dans les rangs républicains et dans l'entourage de Bush I.

5. L'échec irakien a souligné la nécessité d'un retour à une combinaison plus subtile entre la suprématie de la force et l'entretien d'un consensus minimal avec les puissances alliées traditionnelles (OTAN, Japon), si ce n'est avec l'ensemble des autres puissances dans le cadre de l'ONU. Le consensus a, certes, un prix : les USA doivent tenir compte un tant soit peu des intérêts de leurs partenaires, tout en se réservant la part du lion.

Depuis le tournant de 1990-1991,

Washington a considéré que le rôle de lieu de vérification et de gestion du consensus entre les grandes puissances, que l'ONU a joué du temps de la Guerre froide, était devenu obsolète. L'égalité en droit (de *veto*) des cinq membres permanents du Conseil de sécurité lui semble tout à fait surannée dans un monde devenu unipolaire, où seuls les USA sont en mesure de pratiquer un *veto* de fait en matière de « sécurité » internationale. Or, paradoxalement, le basculement de l'ordre du monde est passé par une utilisation politique de l'ONU par Bush I afin d'obtenir un aval domestique à sa guerre contre l'Irak. Sous Clinton ensuite, l'ONU fut réduite dans les Balkans à la gestion post-guerre, en combinaison avec l'OTAN, des territoires envahis par cette dernière organisation, menée par les USA. En Afghanistan, cette même formule de gestion post-guerre a été reconduite, pour une invasion gérée unilatéralement par Washington.

Confrontés à la difficulté de gérer l'occupation de l'Irak, après en avoir mené l'invasion, les USA tentent de retourner à un scénario afghan pour ce dernier pays. La lettre et, plus encore, l'esprit de la Charte de l'ONU sont allégrement bafoués. Au regard de la Charte, les guerres d'invasion sont illégales à moins d'avoir été décidées par le Conseil de sécurité : en ce sens, les guerres de Washington, à défaut d'être justes ou légitimes, ne sont même plus légales. Celle de 1991 avait été menée au nom de l'ONU, mais non par cette dernière, comme l'avait dit le secrétaire général de l'organisation lui-même.

En tout état de cause, Washington ne conçoit le recours à l'ONU, de même qu'à l'OTAN ou à toute autre structure collective, que dans la mesure où ce recours peut lui être utile. Les USA se sont toujours réservé la faculté

d'agir unilatéralement si la défense de leurs intérêts l'exige. Ce chantage à l'unilatéralisme est exercé en permanence sur les institutions internationales quelles qu'elles soient. Il est à l'origine de la forte dépréciation de la Charte de l'ONU depuis la fin de la Guerre froide.

6. Les options majeures du système impérialiste mondial dirigé par les USA depuis la fin de la Guerre froide ont ouvert une longue période historique d'interventionnisme militaire débridé. La seule force capable de renverser ce cours des choses est le mouvement anti-guerre.

L'évolution des rapports de force militaires mondiaux depuis la fin de l'URSS a réduit au minimum les inhibitions de l'interventionnisme impérialiste : hormis la dissuasion nucléaire que seul un État suicidaire pourrait brandir contre les USA (le cas serait différent pour un réseau terroriste clandestin non confiné à un territoire susceptible de subir des représailles), aucune force militaire au monde n'est capable d'arrêter le rouleau compresseur de l'hyperpuissance états-unienne lorsqu'elle décide d'envahir un territoire.

La seule grande puissance capable de bloquer la machine de guerre impériale est l'opinion publique et son détachement d'avant-garde en la matière : le mouvement anti-guerre. C'est, en toute logique, la population états-unienne qui a le poids décisif à cet égard. Le « syndrome vietnamien » – autrement dit, l'impact du formidable mouvement anti-guerre qui avait grandement contribué à mettre fin à l'occupation états-unienne du Vietnam – a paralysé l'empire militairement durant plus de 15 ans, entre le retrait précipité du Vietnam en 1973 et l'invasion du Panama en 1989.

Par la suite, depuis l'action militaire contre la dictature panaméenne, Washington s'en est pris à des cibles faciles à diaboliser aux yeux des opinions publiques, du fait de leur nature dictatoriale hideuse : Noriega, Milosevic, Saddam Hussein, etc. Au besoin, les propagandes étatique et médiatique grossissent les traits d'une réalité insuffisamment conforme à son image diabolisée, surtout en comparaison des alliés de l'Occident. Ce fut le cas pour Milosevic (comparé à Tadjman, son adversaire croate), comme c'est encore le cas pour le régime iranien (comparé à l'intégrisme beaucoup plus obscurantiste et moyenâgeux de la monarchie saoudienne) ou comme on tente de le faire pour le vénézuélien Hugo Chavez...

Cependant, la difficulté rencontrée par Bush I en 1990 pour obtenir un feu vert du Congrès pour son opération militaire dans le Golfe, malgré l'occupation irakienne du Koweït, ainsi que celle que rencontra l'administration Clinton pour intervenir dans les Balkans, en sus du retrait précipité des troupes états-uniennes de Somalie, témoignaient de la persistance d'une forte réticence de l'opinion publique et de sa pression électorale. Par contre, le mouvement anti-guerre était resté anémique depuis sa renaissance en 1990.

Les attentats du 11 septembre 2001 donnèrent à l'administration Bush II l'illusion d'une adhésion massive et inconditionnelle des opinions publiques occidentales à ses desseins expansionnistes déguisés en « guerre contre le terrorisme ». L'illusion fut de courte durée : 17 mois après les attentats, les USA et le monde connaissaient, le 15 février 2003, la plus ample mobilisation anti-guerre depuis le Vietnam – la plus ample mobilisation internationale de l'histoire,

toutes causes confondues. Expression du rejet massif par les opinions publiques mondiales de l'invasion projetée de l'Irak, cette mobilisation restait toutefois encore une protestation minoritaire aux USA. Le mouvement international avait, comme de coutume, puissamment contribué au renforcement du mouvement états-unien, mais l'effet 11 septembre, entretenu par la désinformation organisée par l'administration Bush, ne s'était pas encore suffisamment estompé.

7. Les déboires de l'occupation états-unienne de l'Irak ont créé les conditions propices à un retournement majoritaire de l'opinion publique aux USA mêmes et à une puissante et inexorable montée de la volonté de rapatriement des troupes.

Le problème, cette fois-ci, est que le détachement d'avant-garde a connu une baisse d'activité depuis l'invasion, alors qu'il aurait dû, et devrait poursuivre sa progression. La démoralisation induite par une vision trop fixée sur la courte durée, alors qu'il était hautement improbable que le mouvement parvienne à empêcher la guerre, étant donné l'importance des enjeux pour Washington ; la croyance électoraliste, aux USA, en la possibilité de résoudre le problème par les urnes, alors que seule la pression populaire pourrait imposer le retrait d'Irak des troupes états-uniennes, au vu du consensus bipartisan sur l'importance des enjeux ; l'illusion que les actions armées en tous genres auxquelles sont confrontées les troupes d'occupation suffiront à mettre fin à l'occupation – telles sont les principales raisons de la baisse d'activité inopportune du mouvement anti-guerre.

Ces raisons font toutes fi de l'expérience vietnamienne, trop éloignée des nouvelles générations pour que ses leçons soient restées dans la mémoire collective, en l'absence d'une continuité du mouvement anti-guerre capable de les transmettre. Le mouvement qui avait mis fin à l'occupation états-unienne du Vietnam s'était construit dans la durée, comme mouvement de longue haleine, et non comme mobilisation préalable au déclenchement de la guerre, interrompue par le début de l'invasion. Ce mouvement se faisait d'autant moins d'illusions sur une solution électorale du problème aux USA qu'il s'était construit sous l'administration démocrate de Johnson, avant de culminer sous l'administration républicaine de Nixon. Il était clair pour ce mouvement que, malgré leur formidable résistance, incomparablement plus importante et efficace que ce que connaît l'Irak, les Vietnamiens n'avaient pas, dans leur tragique isolement militaire, les moyens d'infliger aux troupes états-uniennes un Dien Bien Phû – c'est-à-dire une défaite d'une ampleur comparable à celle qui mit fin à l'occupation française de leur pays.

C'est à bien plus forte raison le cas pour l'Irak : outre l'hétérogénéité des sources et formes d'actions violentes dans ce dernier pays, où des attentats terroristes, aux relents parfois confessionnels, contre la population civile se mêlent aux actions légitimes contre les forces d'occupation et leurs supplétifs locaux, la configuration du terrain rend par elle-même impossible d'infliger une défaite militaire à l'hyperpuissance états-unienne. C'est pourquoi les occupants redoutent plus les mobilisations de masse de la population irakienne, à l'instar de celles qui imposèrent la décision de

tenir des élections au suffrage universel en janvier 2005 au plus tard.

Seule une poussée décisive du mouvement anti-guerre et de son écho dans l'opinion publique aux USA et à l'échelle mondiale, s'ajoutant à la pression populaire irakienne, serait capable d'imposer à Washington de lever sa mainmise sur un pays d'une importance économique et stratégique infiniment plus grande que le Vietnam, et dont l'invasion puis l'occupation lui ont déjà coûté tant de milliards de dollars.

Si l'Irak offre aujourd'hui le potentiel d'un « nouveau Vietnam », ce n'est pas au regard d'une comparaison militaire des deux occupations, mais uniquement au regard d'une comparaison politique. Il s'agit, en effet, de l'embourbement le plus important auquel se trouvent confrontés les USA depuis 1973, un embourbement dont l'effet est amplifié par la mémoire même du Vietnam (preuve de la persistance du « syndrome ») ainsi que par l'évolution des moyens de communication depuis lors.

Il y a là une occasion historique de renouer avec l'élan du 15 février 2003 afin de reconstruire un mouvement anti-guerre de longue haleine, capable de transformer l'aventure irakienne de Washington et de ses alliés en nouveau Vietnam politique, c'est-à-dire en nouveau blocage de longue durée de la machine de guerre impériale. Une telle perspective, combinée avec la progression de la mobilisation mondiale contre le néolibéralisme, permettrait d'ouvrir la voie aux profonds changements sociaux et politiques que requiert urgemment un monde aux iniquités en pleine croissance.

24 août 2004

Les remarques de Claude Serfati

Le texte de G. Achcar publié sur le site d'« A l'encontre » propose un certain nombre d'éléments de caractérisation de la période ouverte par la disparition de l'URSS. Bien que ce texte soit intitulé « Thèses sur la période, la guerre et le mouvement anti-guerre », l'analyse est essentiellement envisagée du point de vue de la place des États-Unis et du rôle qu'ils font jouer à leur puissance militaire. Il suscite de ma part les commentaires qui suivent.

1/ Il est indiscutable que la disparition de l'URSS est un événement qui a eu une portée historique considérable sur les rapports inter-étatiques et sur la configuration de l'ordre politique mondial. Toutefois, pour avoir une vue de l'ensemble de la période actuelle, il est impératif de prendre en compte l'état de l'économie mondiale et la trajectoire contemporaine du capitalisme. La même démarche s'impose pour analyser l'évolution du capitalisme au cours du vingtième siècle. On observe alors qu'elle ne peut être résumée à l'avènement d'un *American Century*. La Première Guerre mondiale a ouvert la voie à une situation de chaos et de contradictions sur le plan de la reproduction du capital, et à des antagonismes entre les impérialismes dont une conséquence directe a été la Seconde Guerre mondiale. Au cours des décennies d'après-guerre, au cours desquelles les États-Unis ont assis leur domination politique (leur hégémonie), l'expansion économique et l'élargissement des droits sociaux essentiellement observée dans les pays dominants, n'a pas été le signe d'une amélioration progressive du capitalisme. Ses contradictions à l'ère impérialiste ont trouvé leur point d'arrivée dans la crise de 1973.

Les États-Unis ont été au centre de la crise économique des années 1970

qui s'est conjuguée pour eux à une crise de domination politique majeure (Vietnam, Iran, Nicaragua). L'intensification du militarisme sous Reagan – « *America is back* » – a constitué la base de la reconquête de leur hégémonie. Cependant, la récession majeure de la fin des années 1980, la faillite des institutions d'épargne (1989-1991) qui faisait suite au krach boursier de 1987, la poursuite du déclin de la compétitivité de l'industrie américaine, indiquaient l'ampleur des difficultés auxquelles le capitalisme américain devait faire face. La disparition de l'URSS a évidemment constitué un facteur favorable d'une extrême importance pour les États-Unis. Dans le nouveau contexte politique, la guerre de 1991 menée contre l'Irak a libéré leurs extraordinaires potentialités militaristes. Le nouveau contexte créé à partir de 1991-1992 a partiellement dégagé l'horizon pour le capital américain. La conjoncture économique américaine, à la différence de celle des pays de l'UE, s'est inversée à partir de 1993. Cependant, il serait totalement erroné, encore plus avec le recul dont on dispose aujourd'hui, de considérer que grâce à la « nouvelle économie », le capitalisme américain a amorcé une nouvelle phase d'expansion longue. L'économie américaine, aussi dominante qu'elle soit, est une com-

posante de rapports mondiaux (la « mondialisation capitaliste »). Les États-Unis sont les principaux bénéficiaires de la mondialisation, ils en sont également l'épicentre. Bien que largement ignorée, y compris par les marxistes, la rentabilité du capital des entreprises américaines, qui ne peut à elle seule suffire à décrire l'état de l'économie, s'est détériorée dès 1998. La récession a commencé « officiellement » (selon les critères des instituts américains) au second semestre 2000. Elle s'est conjuguée à l'éclatement de la bulle sur le NASDAQ et le fort recul de Wall Street, et aux scandales (Enron, WorldCom, etc.) qui apparaissent aux yeux d'une majorité d'américains, non comme des malversations isolées mais comme le produit du capitalisme financier. Les mesures prises par l'Administration Bush, qualifiées de « guerre de classes » par la revue *Business Week*, ont amplifié les déficits de la balance commerciale et l'endettement public. Les indicateurs de conditions d'emploi (et pas seulement de volume), les niveaux de salaires et de protection sociale sont clairs sur la dégradation de la situation de la main-d'œuvre américaine. L'offensive contre le travail est pourtant encore insuffisante au regard des besoins du capital. Les difficultés croissantes des groupes américains à

honorer leurs engagements de paiements des retraites (depuis 2001, les entreprises qui composent l'indice boursier Standard&Poor's sont en situation d'insuffisance de financement des pensions) sont revenus au centre du débat public depuis que United Airlines, qui finance l'un des plus importants fonds de pension, a menacé de cesser de le faire afin d'éviter la banqueroute. Après l'annonce faite par la compagnie aérienne, le *Financial Times* craint « un effet de domino », le président de l'association du lobby qui regroupe les plus importants employeurs américains parle d'un « effet de ricochet ». A. Greenspan, le Président de la Réserve Fédérale, a déclaré : « si nous avons promis plus que ce que notre économie a la capacité d'offrir, comme je crains que nous l'ayons fait, nous devons opérer les ajustements pour que les prochains retraités aient le temps de s'adapter par d'autres moyens » [1].

Le marché chinois, dont la croissance surpasse largement celle des marchés des pays développés, semble dans ce contexte constituer un eldorado pour le capital. Pourtant, le développement du capitalisme chinois est déjà soumis à de fortes tensions internes (explosion du taux de chômage et de la misère, rivalités politiques au sein de l'appareil du PC) et externes, en particulier dans ses relations géopolitiques avec les États-Unis, dont la doctrine militaire et l'effort technologique (défense antimissiles) sont orientées vers ce pays.

Au total, ni la disparition de l'URSS ni l'ouverture de la Chine au capital étranger n'ont apporté au capitalisme américain, pas plus qu'aux autres capitalismes dominants, une solution même provisoire à la suraccumulation de capital et à la faible croissance des marchés solvables. Plus les discours sur la mondialisation comme

« facteur d'interdépendance accrue » et ceux sur la « gouvernance mondiale » se multiplient, et plus la réalité est celle d'un chaos qui s'étend sur une grande partie de la planète. Le chaos résulte de l'« anarchie » du mode de production capitaliste et de la puissance destructrice des ressources naturelles et environnementales de son mode de fonctionnement, qui sont toutes les deux amplifiées par les politiques néolibérales.

Ces quelques éléments qui viennent d'être rappelés permettent d'éclairer les conditions dans lesquelles les États-Unis exercent aujourd'hui leur domination planétaire ainsi que le contexte dans lequel l'Administration Bush a déclenché la guerre contre l'Irak.

2/ La seconde question posée par le texte de G. Achcar concerne la guerre en Irak. On trouve dans le texte une tension entre deux affirmations. D'une part, la description d'un processus linéaire qui depuis le début de la décennie 1990 place les États-Unis en situation d'empire absolu, de « système impérial planétaire » (ce qui explique les rapports de « suzerain à vassaux » qui sont mentionnés dans le texte). Ce processus est conduit à son terme avec la guerre menée en Irak en 2003 qui facilite la « mise en forme du monde » (*shaping the world*) qui figure de longue date dans les rapports des stratèges américains. Elle parachève la « dernière phase historique d'expansion de l'empire mondial régi par Washington ». D'autre part, le principe de réalité de la situation de l'Irak depuis la fin de la guerre conduit Achcar à estimer que « les déboires de l'occupation états-unienne de l'Irak ont créé les conditions propices à un retournement majoritaire de l'opinion publique aux USA mêmes et à une puissante et inexorable montée de la volonté de rapatriement des troupes ».

Une telle conjoncture constituerait un événement d'une importance politique aussi grande que celle qui se produisit dans les années 1970 avec la défaite au Vietnam, laquelle était indissociable du processus de crise économique et politique (voir plus haut). Le pronostic sur la réalisation d'un événement d'une telle ampleur est cependant difficilement compatible avec la présentation du processus de domination des États-Unis tel qu'elle est faite dans le texte.

La guerre menée contre l'Irak a été bien entendu préparée et menée sur la base de la supériorité militaire totale, et d'une désagrégation déjà commencée du régime de Saddam, ce qui garantissait un résultat rapide. Elle s'explique par une série de facteurs qui ont convergé à un moment et parmi lesquels figurent : les intérêts pétroliers, la « mise en forme du Moyen-Orient », selon l'expression utilisée par C. Powell au début de la guerre, l'obsession néoconservatrice qui domine dans l'équipe présidentielle de « faire le bien », le rôle du système militaro-industriel, régénéré et stimulé pendant les années 1990 par l'intérêt soutenu des fonds de placement, des analystes financiers, et des « marchés », la recherche d'une diversion face à la récession et aux scandales financiers (dans lesquels le « clan » Bush, mais aussi des responsables du Pentagone sont directement mis en cause). Cependant, l'analyse de la guerre en Irak serait incomplète si on ne prenait pas en compte en même temps les conditions politiques dans lesquelles Bush a déclenché la guerre. L'incapacité de faire voter l'ONU et les manifestations internationales contre la guerre ont été la première confirmation que nous ne sommes pas entrés dans l'ère de l'empire absolu. L'absence de tout projet pour l'Irak « post-Saddam » ne

résultait pas seulement de l'impéritie et de l'incapacité de l'Administration, mais également de l'absence de consensus des autres pays membres permanents du Conseil de sécurité. Cette guerre ne pouvait que conduire au point où nous en sommes aujourd'hui, ce dont les dirigeants américains étaient plus ou moins conscients. Cette guerre ne signe pas l'avènement d'un empire qui s'installe pour des décennies dans sa « colonie », encore moins le début de siècles de domination, comme le suggéraient certains discours millénaristes. Elle amplifie plutôt le chaos et annonce une intensification des opérations militaires conduites par les États-Unis et leurs alliés. Ces « nouvelles guerres » de la mondialisation, qu'elles soient qualifiées ou non d'« interventions humanitaires », traduisent un resserrement des objectifs militaires et civils autour de la notion de « sécurité », elles visent en premier lieu à protéger les droits de propriété du capital rentier.

3/ La question de la guerre en Irak nous ramène une fois de plus à la question des relations inter-impérialistes, ou plus exactement des relations entre les États-Unis et les pays Européens. C'est un fait indiscutable que les relations nouées entre les impérialismes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ne répliquent pas celles qui précédaient la Première

Guerre mondiale. Comme je l'ai indiqué, cela n'autorise pas à conclure à l'existence d'un processus conduisant vers l'empire planétaire américain et de vassaux européens. Les pays qui dominent l'Europe sont conscients de la suprématie américaine, ils partagent avec les États-Unis les mêmes « valeurs fondamentales » : extension de l'« économie de marché » (en réalité celle de la domination du capital rentier) par les privatisations et la création de droits sur la propriété intellectuelle, les processus du vivant ; nécessité pour les pays du sud d'honorer le paiement de la dette, néolibéralisme. Au cours de la décennie 1990, les liens financiers, commerciaux, technologiques se sont renforcés au sein de la zone transatlantique. Ce sont des tendances importantes, que l'ouverture du marché chinois n'a pas vraiment interrompues. Mais le contexte de crise endémique dans lequel se trouve une large partie de la planète, y compris de nombreux pays émergents, aiguise des rivalités qui n'ont pas disparu, même si elles sont circonscrites dans un cadre « pacifique ». La communauté d'objectifs des deux côtés de l'Atlantique ne supprime nullement la concurrence (à l'OMC par exemple). Les classes dominantes des pays européens ne se dissolvent pas dans une classe bourgeoise transatlantique. Les décisions prises depuis quelques mois sur les

question de défense européenne, dans leurs dimensions stratégiques (adoption d'un document sur la sécurité par le Conseil européen en décembre 2003), industrielles (création de structures européennes dans la production, l'achat d'armes, etc.) ou les deux à la fois (comme le programme Galiléo, destiné à devenir un « GPS européen ») servent d'appui au renforcement du militarisme des pays dominants, en particulier de la France et la Grande-Bretagne. Les ambitions prédatrices de l'impérialisme américain manifestées dans la guerre en Irak ne peuvent que provoquer la résistance des autres impérialismes, dans la mesure où elles modifient « unilatéralement » et à leur détriment les règles du jeu fondées sur les institutions internationales (dans ce cas, l'ONU). Elles s'opposent même, dans le cas de la France, directement aux intérêts des banques porteuses de la dette irakienne et aux groupes pétroliers, des travaux publics et des télécommunications.

Note

1- Voir C. Daniel et D. Roberts, « Benefits or bailouts? Fund deficits may topple US pension policy into crisis », *Financial Times*, 3 septembre 2004.

Claude Serfati

Chacun connaît, de près ou de loin, les épiphénomènes qui ont marqué la crise économique commencée avec le premier « choc pétrolier » des années 1970 et qui semble être devenue un mode de vie de notre système économique. L'analyse développée par François Chesnais et son équipe montre que les rapports de forces au sein de l'économie mondiale évoluent profondément et qu'un nouveau pouvoir s'est constitué, autour de ce qui est communément appelé le « capital financier ».

La finance mondialisée

Racines sociales et politiques, configuration, conséquences

Sous la direction de François Chesnais
Editions La découverte – avril 2004

Avec la participation de Mamadou Camara, Suzanne De Brunhoff, Gérard Duménil, Esther Jeffers, Dominique Levy, Luc Mampey, Dominique Plihon, Marianne Rubinstein, Pierre Salama, Catherine Sauviat, Claude Serfati

Une nouvelle forme de propriété capitalistique

En réalité, il serait plus juste de parler de « capital de placement ». En effet, la propriété du « capital de production » n'intéresse pas le capital de placement. Si les « institutions financières » sont les véritables détentrices du capital, celui-ci ne les intéresse que pour sa « valeur actionnariale ». C'est une nouvelle forme de propriété capitalistique qui domine maintenant, la « propriété patrimoniale ». Les mouvements de capitaux concernent désormais, non plus des parts de sociétés, mais des groupes entiers, pour des prises de participations de plus en plus courtes. Au total, les masses financières qui se déplacent

quotidiennement sur les marchés boursiers rendent particulièrement vulnérables les entreprises de production de biens et de services. Ainsi, depuis les années 1990, ce sont plus de 1 000 milliards de dollars qui circulent chaque jour entre les banques spécialisées, dans les opérations de change. Seulement 25 % de ces flux correspondent à des échanges commerciaux ou à des investissements réels de clients non bancaires.

Quels sont les acteurs du capitalisme ?

Mais, la question que chacun se pose immédiatement est de savoir qui se cache derrière cette appellation floue de capital financier.

Ce terme recouvre avant tout des gestionnaires indépendants pour compte de tiers, à l'exception des compagnies d'assurances qui gèrent les fonds des Mutual Funds et des fonds de pension.

- **Les fonds de pension :** Ce sont des institutions financières non bancaires qui ont pour objet de faire fructifier une épargne retraite accumulée, devenue capital, en maximisant son rendement grâce au maintien d'un taux élevé de sa liquidité, qui permet des mouvements rapides à l'échelle planétaire. Les fonds de pensions sont caractérisés par le fait qu'ils garantissent un régime de prestations défini par avance à leurs souscripteurs. En 2001, les fonds de pension américains représentaient les deux tiers des avoirs des fonds de pension de l'OCDE.

- **Les Mutual Funds :** Ils sont structurés selon les mêmes principes que les fonds de pension, à ceci près que les prestations qu'ils servent à leurs souscripteurs ne sont pas garanties et dépendent des résultats de leurs placements. Les trois quarts des Mutual Funds sont détenus par les ménages, le quart restant étant souscrit par d'autres investisseurs institutionnels. En 2001, les Mutual Funds américains représentaient 56 % des avoirs détenus par les Mutual Funds de l'OCDE.

- **Les Compagnies d'assurances :** Elles placent en bourse les souscriptions encaissées sur les ventes d'assurances. A la différence des Fonds de pension et des Mutual Funds, elles gèrent leurs propres avoirs.

Quel est le poids réel de ces institutions ?

A la fin 2002, les « investisseurs institutionnels », au premier rang desquels ont trouvé les Mutual Funds et les fonds de pension, étaient à l'origi-

ne de plus de 90 % des transactions en actions et de plus de 95 % des transactions obligataires de la bourse de Paris. Autant dire que ce sont désormais les acteurs incontournables de toutes les Bourses mondiales. Ils sont les principaux détenteurs du capital des entreprises, mais ils sont aussi les principaux prêteurs, tant pour les entreprises que pour les États.

Toujours à la fin 2002, pour donner une idée de la taille de ces institutions, le groupe américain Fidelity gérait plus de 300 fonds individuels, pour un montant de 576 milliards de dollars US. Pour donner une base de comparaison, le budget annuel de l'État Fédéral des États-Unis est de l'ordre de 2 200 milliards pour un PIB total, en 2000, de 7 262 milliards de dollars...

Des exigences qui mettent en péril les entreprises...

La force de frappe des Fonds de Pension et des Mutual Funds est considérable, on l'a vu ci-dessus. Prêteurs incontournables pour toute entreprise ou État à la recherche de liquidités, ils imposent leurs exigences en matière de taux de rendement des placements. Constamment à la recherche de la meilleure rentabilité, ils n'hésitent pas à vendre ou à acheter des masses de titres considérables. La durée de leurs placements n'est pas fonction d'une stratégie industrielle, mais d'une espérance de valorisation boursière de leurs achats. Ainsi, durant la dernière décennie, la durée moyenne de leurs placements est passée de 2 ans à... 8 mois ! Les actifs sont toujours considérés comme valeurs négociables, jamais comme actifs immobilisés.

Ainsi, les entreprises détenues par ces groupes financiers sont totalement soumises à leurs exigences de rende-

ment. Le retour sur investissement exigé est généralement supérieur à 15 %, ce qui interdit généralement les investissements « lourds ». Le rachat externe qui permet d'acquérir des structures de production immédiatement opérationnelles devient donc, le plus souvent, la règle de croissance des entreprises qu'ils ont investies. La délocalisation des activités vers les pays qui détiennent les coûts de production les plus faibles devient leur mode de vie. Les activités les moins rentables sont revendues (« externalisées ») pour conserver de qui est appelé « le cœur du métier » qui procure le meilleur retour sur investissement.

et ont donné naissance à un nouveau « management d'entreprise ».

Il résulte de cela de nombreuses « restructurations » d'entreprises qui abandonnent des secteurs entiers de leur activité ou rachètent des entreprises concurrentes en espérant faire des « économies d'échelle » ou investir des marchés pour imposer des conditions garantissant leur rentabilité. La tentation est forte pour les managers d'entreprises qui peuvent, avec l'aide de ces institutions, bénéficier d'une force de frappe financière considérable.

Les institutions financières sont directement à l'origine de trois caractéristiques nouvelles de la gestion des entreprises.

- La première est la naissance d'une caste de gestionnaires, managers, directement intéressés aux résultats financiers de l'entreprise qu'ils dirigent, et qui participent directement à ce jeu financier dont dépend leur propre patrimoine. Ils deviennent de plus en plus indépendants de « l'actionnariat industriel » pour jouer le jeu des seules institutions financières qui les rétribuent en conséquence,

souvent grâce à des « stock options », qui par ailleurs ne sont pas comptabilisés dans les bilans de ces entreprises.

- La seconde est due au fait que la croissance est souvent assurée par des rachats externes, on l'a vu ci-dessus. Il en résulte que la valorisation de l'entreprise croît, mais que son endettement se développe considérablement. A titre d'exemple, de 1998 à 2000, les 98 entreprises « françaises » cotées à l'indice SBF ont vu leur dette financière passer de 191 milliards à 375 milliards. L'entreprise doit donc, non seulement assurer la rémunération de ses actionnaires, ce qui interdit la croissance par investissements, mais aussi se soumettre à ses prêteurs qui empochent les intérêts de la dette et sont donc doublement rémunérés.

- La troisième est la nécessité de faire croître la valorisation boursière des entreprises, qui seule garantira la possibilité de « retour sur investissement » pour les institutions financières. Elle a pour conséquence une incohérence croissante des « stratégies d'entreprises », au profit d'une « stratégie patrimoniale » fondée sur les espérances de profit dont dépend la valorisation boursière.

Les deux dernières caractéristiques citées ci-dessus provoquent souvent la naissance d'écart considérables entre les valeurs capitalistiques et les valeurs boursières des entreprises. Si l'on ajoute à cela un « staff » de direction intéressé prioritairement à la valeur capitalistique de l'entreprise, on aboutit au premier effet : à des comptes maquillés qui ont donné lieu à des dégonflements spéculatifs catastrophiques et à des faillites retentissantes. L'année 2002 aux États-Unis a donné une belle illustration de cette vague de faillites : janvier 2002 : Enron (début du scandale à partir de fin décembre 2001), K-Mart (grande

distribution) ; et Global-Crossing (Télécoms) ; mai 2002 : NTL (Câble) ; juin 2002 : Adelphia Communications (Câble) ; TYCO ; juillet 2002 : WORLD-COM (Télécoms) ; août 2002 : US Airways (Transport aérien) ; MERRIL-LYNCH et XEROX ; etc., jusqu'à décembre 2002 : UAL United Airlines (Transport aérien).

Le développement de l'endettement public au profit des « institutions financières » :

Mais l'outil de production n'est pas le seul touché. Au niveau des États, les taux de rendement exigés par les « institutions financières » sont généralement supérieurs aux taux de croissance des économies nationales. Ce sont les mécanismes du sous-développement, qui engendrent des dettes croissantes et que l'activité économique ne parvient pas à combler, qui s'appliquent aujourd'hui à l'échelle planétaire au profit des institutions financières. Mais comme le fait remarquer François Chesnais, « *en termes de montants absolus de transferts financiers, la dette publique décisive n'a pas été celle du tiers monde, mais celle des pays avancés [...] C'est aux États-Unis et au Royaume-Uni, qu'ont été réunies en premier les conditions politiques et sociales permettant aux investisseurs institutionnels de jouir d'une politique monétaire favorable aux intérêts des créanciers et de bénéficier de la libéralisation et de la déréglementation des opérations de placement des mouvements de capitaux...* »

« [...] Dans tous les pays de l'OCDE, tout comme dans les pays périphériques, la dette publique vient continuellement nourrir l'accumulation financière, par l'intermédiaire des finances publiques. La nécessité de recourir au financement par l'emprunt est relancée en permanence par la sous-imposition du capital et des revenus

élevés [...] l'impunité de l'évasion et la multiplication des paradis fiscaux ».

Ainsi, la charge de la dette représente, depuis la fin des années 1990, plus de 20 % du budget des États, dans la plupart des pays de l'OCDE. C'est un véritable mécanisme de transfert des richesses publiques au profit des détenteurs de ces titres qui est mis en place. Son ampleur est considérable. Les déficits publics se situent souvent à des taux compris entre 3 % et 7 % du PIB des pays développés.

Si l'on prend l'exemple des États-Unis, la dette publique de l'État Fédéral était évaluée à 3 000 milliards de dollars en 2003. Son financement en nécessite 1,5 milliard chaque jour... Cette dette est essentiellement financée par des placements étrangers, publics ou privés, en titres : actions et obligations du Trésor. Loin de fragiliser l'État Américain, cette dette le renforce. Le monde entier est devenu prisonnier de cette dette, essentiellement pour deux raisons :

- Le montant des engagements dans un état surendetté fait que l'effondrement de ce dernier entraînerait automatiquement celui de ses créanciers.

- Les deux tiers du commerce mondial sont libellés en dollars, ainsi que la plus grande partie des crédits bancaires internationaux. Sur le marché des changes, 80 % des transactions de change entre les banques se font par l'intermédiaire du dollar.

Cette situation contraint tous les États à soutenir la valeur du dollar par des rachats massifs, chaque fois que se développe un mouvement spéculatif contre cette monnaie. Ce sont donc les contribuables du monde entier qui financent la puissance de l'État Américain.

Un impérialisme dominant...

On le constate, l'impérialisme américain jouit d'une position privilégiée dans le monde, fondée sur la puissance

ce de son outil de production, sur sa puissance financière et sur sa monnaie. Mais quelle est l'ampleur de cette domination ?

Le PIB des États-Unis était de 7 262 milliards de dollars en 2000, pour un volume de profits intérieurs de 381 milliards, rigoureusement égal aux profits de l'industrie financière américaine, ce qui marque bien la prédominance du capital financier. En effet, en 2000, les agents économiques américains (sociétés, fonds de pension, etc.) possédaient 3 488 milliards de dollars de placements dans le reste du monde (bons du Trésor des autres États, obligations publiques et privées, papiers commerciaux, investissements direct, etc.), qui avaient rapporté 381 milliards de dollars.

Toutefois, le mécanisme financier est largement indépendant du cadre national et les participations sont croisées. En effet, la part des avoirs du « reste du monde » sur les États-Unis, soit 6 486 milliards de dollars en 2000, est, depuis 1985, supérieure à celle des États-Unis sur le reste du monde, celle-ci se montant aux 3 488 milliards dont nous avons parlé plus haut. Ces chiffres traduisent bien l'engagement du « reste du monde » dans l'économie américaine. Mais cet engagement est aussi source de profits. Et si les avoirs américains à l'étranger leur rapportent 353 milliards de dollars en 2000, les avoirs étrangers aux États-Unis rapportent 331 milliards de revenus financiers et 53 milliards de « transferts divers » aux détenteurs étrangers. Conjugué à une balance commerciale déficitaire de 380 milliards en 2000, cela représente un solde de balance courante déficitaire de 410 milliards. Ces déficits sont constants et pourtant, à cause des engagements du reste du monde aux États-Unis et du rôle du dollar

dans les transactions internationales, la permanence de ces déficits n'entraîne aucune réaction de défiance du « reste du monde ».

Par ailleurs, il faut bien le constater, la dimension de l'économie américaine est telle que le débat aujourd'hui se résume bien à une confrontation entre le capitalisme américain et le « reste du monde ». La finance est mondialisée et les rivalités nationales ne correspondent pas à une réalité significative pour les institutions financières. Toutefois, la part du capital des entreprises d'un pays, détenue par des capitaux étrangers à ce pays, est significative de sa capacité à s'approprier les profits de son travail, donc de sa capacité à s'enrichir. Ainsi, si l'on analyse la part du capital détenu par des investisseurs étrangers dans les entreprises cotées et non cotées, à la fin 2002, les chiffres sont parlants. Grande-Bretagne : 37,2 % ; France : 26,6 % ; Japon : 18,2 % et États-Unis : 11,4 %. Pour les entreprises cotées en Bourse, la pénétration des capitaux étrangers dépasse les 43 % en France, à la fin 2002. Si l'on tient compte du fait que plus de la moitié des capitaux des fonds de pension de l'OCDE sont détenus par des fonds américains et que l'on se rappelle les taux de profits exigés par ces « investisseurs institutionnels », on mesure alors la puissance financière américaine.

pour une bourgeoisie gloutonne

Cette extraordinaire puissance, soutenue par les mécanismes évoqués ci-dessus a permis le développement d'une bourgeoisie détentrice des capitaux de placement financiers, qui engendrent des volumes de consommation que la production nationale ne parvient pas toujours à satisfaire. D'où le déficit permanent de la balan-

ce commerciale américaine et l'image actuelle de cette économie qui allie une forte consommation interne, en réalité l'apanage d'une minorité, un accroissement de l'endettement des ménages, apanage de la majorité, et un déficit permanent de l'État Fédéral qui ne parvient pas à assurer la cohésion sociale.

La déstructuration sociale qui en résulte se développe très rapidement sur la totalité de la planète, mais elle est relativement amortie aux États-Unis, par différents mécanismes rendus possibles par le rôle du dollar comme monnaie d'échange à l'échelle planétaire.

Prenons l'exemple de l'endettement des ménages américains. Il est passé de 65 % de leur revenu annuel disponible en 1970, à plus de 100 % en 2000. Constatant ces chiffres, la question se pose est de savoir pourquoi les banques continuent à financer un tel dérapage ? Tout simplement parce que des organismes publics (Federaly Related Mortgage Pools) rachètent aux banques les dettes des particuliers. Les banques transforment donc les créances douteuses sur les particuliers en bons sur l'État Fédéral. Ainsi, en 2000, 43 % des crédits hypothécaires détenus par les banques américaines sur leurs concitoyens avaient été transférés à des institutions publiques par ce système.

Or, l'État Fédéral Américain émet des dollars, titres ou monnaie fiduciaire, pour approvisionner les flux financiers mondiaux. En effet, une excessive rareté du dollar entraînerait un blocage du système. Donc, le déficit des États-Unis vient en même temps permettre le fonctionnement des mécanismes financiers internationaux et rééquilibrer les comptes du pays par le jeu des émissions monétaires (titres ou fiduciaires) qu'il entraîne. Le « reste du monde », qui achète ces

titres et ces dollars, finance donc la consommation américaine...

Un pouvoir sans limite :

On l'a vu, les mécanismes économiques jouent pleinement au profit de la bourgeoisie financière et, face à elle, les États ne parviennent plus à jouer le rôle qui était le leur jusqu'à présent, celui du maintien des équilibres sociaux et de la défense des intérêts des bourgeoisies nationales. Le capital financier s'organise donc de manière de plus en plus indépendante, et c'est un nouvel ordre mondial qui se met en place. Tous les obstacles à la libre circulation des flux marchands et financiers sont balayés. Nous en avons eu une illustration récente, au sein de l'Union Européenne, avec la « directive Bolkenstein » sur les services, du nom de ce commissaire européen qui prévoit d'appliquer les règles du pays d'origine aux prestations de services réalisées à l'étranger. Concrètement, cela signifie qu'une entreprise issue de l'un quelconque des pays de l'Est européen qui ne jouit d'aucune protection sociale,

pourra échapper à toutes les contraintes sociales obligatoires lorsqu'elle travaillera en France !

Toutes les activités humaines deviennent sources de profits. Cette nouvelle dictature du profit s'oppose chaque jour un peu plus au développement de l'humanité et à la démocratie.

Mais la soif de pouvoir du capital financier est intarissable. Aussi instaure-t-il la guerre, non plus seulement comme un mode de règlement des conflits entre les impérialismes, mais comme son mode d'existence. Le cycle, destruction, appropriation, reconstruction, est conçu comme autant de sources de profits et la perspective devient celle d'une « guerre sans limite ». Là aussi, nous en voyons les illustrations avec les interventions dans l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak

Derrière ces conflits se cache toute une politique initiée par l'industrie de l'armement et une toute nouvelle industrie de la guerre.

Les États-Unis, impérialisme dominant à l'échelle planétaire, constituent le premier pilier de cette poli-

tique. C'est ainsi qu'il faut comprendre la création du HSD américain (Homeland Security Department), qui combine l'activité de vingt-deux agences gouvernementales et de plus de 1 700 000 personnes, et jouit de prérogatives légales tout à fait inquiétantes pour la démocratie. La théorie qui fonde ce nouveau pouvoir se fonde sur l'usage discrétionnaire de la force militaire pour défendre les « intérêts vitaux » de l'impérialisme dominant, celui des États-Unis. Ceux-ci incluent la défense de l'économie de marché et du libre échange. Cette stratégie a été crûment exprimée par Paul Wolfowitz, numéro deux du Pentagone sous la présidence de G.W. Bush, dans un discours prononcé à l'occasion d'une conférence tenue, en 2002, à l'université d'Austin, au Texas. Il affirmait alors que « *dans un monde globalisé et conscient du "leadership moral" nord-américain, les frontières politiques et géographiques disparaîtraient en fonction des critères que la "nation leader" déciderait pour chaque pays* ».

Militant ouvrier révolutionnaire, Jean Lefèvre est mort en ce début septembre à l'âge de 82 ans.

Carré rouge avait publié dans son premier numéro de l'année 2004 une contribution dans laquelle on lisait une détermination intacte.

C'est cette persévérance, cette continuité qu'ont exprimée à l'occasion de ses obsèques l'un de ses camarades de lutte aux Usines Renault, et un groupe de camarades appartenant à la génération suivante de militants, et qui manifestent la persistance de cet engagement.

Nous publions le texte de leurs interventions sur sa tombe.

Le camarade Jean Lefèvre est mort

Voici le texte que Christian Hervé, trotskiste, ex-travailleur des Usines Renault à Billancourt, ex-délégué du personnel CGT, a lu sur la tombe de Jean Lefèvre, le samedi 18 septembre 2004, en hommage à notre camarade et ami

Au moment d'accompagner Jean Lefèvre dans son dernier voyage, je voudrais en quelques mots évoquer l'ami et le camarade que nous avons connu. Jean Lefèvre était fier du choix militant qu'il avait fait alors qu'il était tout jeune, et auquel jusqu'au dernier moment il est resté fidèle. La fidélité, la fermeté dans les principes, voilà ce qui le caractérisait. Il était fier d'avoir été toute sa vie consciente un militant révolutionnaire, un militant ouvrier. Il était fier d'être trotskiste.

Voici comment il se présentait lui-même à la fin d'un article qu'il avait confié à *Carré Rouge* en janvier 2004 (dans le numéro 28) :

« Jean LEFEVRE, militant trotskiste et

syndical, a été pendant de longues années membre élu du Comité Central du P.C.I. puis de l'O.C.I. Aujourd'hui, toujours trotskiste, mais n'appartenant pas à une organisation, c'est un lecteur attentif et passionné de la presse et de la littérature trotskistes et révolutionnaires. Laissons-le se présenter lui-même :

« En 1942, après l'instruction politique et les épreuves pratiques, j'ai été admis comme militant trotskiste organisé au C.C.I. Après quelques mois de rigoureuse clandestinité vient la libération en 1944. Dans mon usine d'aviation à Billancourt, je deviens membre de la CGT clandestine avec des responsabilités syndicales, et élu délégué du personnel aux premières élections. Ce préambule pour dire qu'à partir de ce moment j'ai toujours été militant trotskiste et syndicaliste dans mes diverses entreprises, et pour finir je travaillerai et militerai pendant 25 ans chez Renault Billancourt, jusqu'à l'âge de la retraite, syndiqué Force Ouvrière, responsable syndical et délégué. Dans tout ce parcours je n'ai pas changé d'organisation

politique, avec les différents noms qu'elle a portés : PCI, OCI, etc. et je ne trouve pas ça exceptionnel. Je connais plusieurs camarades qui sont dans mon cas. De ceux-là, les détracteurs du trotskisme ne parlent pas ou ne veulent pas parler. Ils sont pourtant essentiels (quelle que soit leur organisation) pour la présence du trotskisme dans la classe ouvrière. Maintenant, à 82 ans, épuisé par la maladie, je suis toujours trotskiste convaincu mais sans organisation. »

Janvier 2003
Jean LEFEVRE

Tout l'homme et le militant Jean Lefèvre que j'ai connu et avec qui j'ai milité aux usines Renault Billancourt est là. C'était un militant révolutionnaire qui ne se payait pas de mots. Il n'aimait pas jouer au chef. Et il se méfiait, même au sein de son mouvement, de ceux qui prenaient la pose. Pour lui, tout le temps qu'il consacrait à la cause, c'était naturel, c'était normal, c'était la vie.

Il cherchait toujours la lucidité. Il n'aimait pas la méthode des « piqûres de ciment » comme on disait à l'époque, où on exagère, et on retouche un peu la réalité pour regonfler le moral des camarades. Parce que pour lui, pour changer le monde, il fallait la vérité exacte, précise, pas les phrases, pas le baratin. Il n'avait pas besoin d'artifices pour conserver intactes ses convictions, sa révolte et son refus de la société capitaliste d'exploitation et d'oppression, ses convictions pour le socialisme. Lui qui était en profondeur un passionné, passionné de l'engagement politique et syndical, de l'art et de la peinture qu'il pratiquait, de l'amour et de l'amitié, il voulait toujours être froidement lucide, conscient, sans concessions.

Il faisait partie de cette génération qui, dans les temps difficiles, avait cherché à s'ancrer au quotidien dans les usines, avec acharnement et ténacité, dans la lutte contre l'exploitation capitaliste et disputant au stalinisme et aux staliniens la prétendue légitimité qu'ils revendiquaient, alors qu'elle n'était que le détournement monstrueux et la défiguration du combat pour le socialisme et la lutte émancipatrice. Avec courage, acharnement et ténacité, aux côtés des travailleurs, sachant qu'à l'époque on risquait comme aujourd'hui la répression patronale, mais que de plus on risquait la dénonciation, la calomnie et la violence staliniennes. Pour lui, c'était une tâche urgente et indispensable aujourd'hui d'expliquer aux jeunes générations que le socialisme

ce n'était pas ce que le stalinisme avait produit.

Enfin il insistait toujours pour dire, comme il l'a écrit aussi dans son dernier article, que face à la barbarie qui gagne du terrain et menace la survie de l'humanité, il ne faut pas se contenter des exigences d'interdire les licenciements « abusifs » ou de mener la lutte pour défendre la démocratie communale, mais qu'il faut déployer l'idéal du socialisme, le programme révolutionnaire du socialisme international.

Jusqu'au dernier moment il a tenu à participer au débat, à transmettre l'idéal.

Il est mort debout, les yeux ouverts, fidèle au camp qui était le sien, qui est le nôtre, celui des exploités et des opprimés.

Pour Jean Lefèvre

« On dit un nom, ou un prénom, ou un pseudo, on dit un camarade. Et, étant là, en personne ou en conscience, on sait très bien autour de qui on est, autour de quoi, et pourquoi, et comment. Tristes, évidemment, mais sereins cependant. Moins rassemblés autour d'un corps éteint que d'une vie infinie et pérenne comme un combat dont tous, nous pouvons prétendre conserver l'essentiel — de la vie, et du combat.

Et tous, également fiers d'être de cette histoire, nous sommes des générations. De la première des trotskistes de minuit dont il fut, Jean Lefèvre, aux suivantes dont nous sommes, sur nos chemins épars. La sienne qui a vu le Vieux, et la nôtre qui vu les hommes qui ont vu le Vieux. La sienne qui a maintenu et la nôtre qui transmet, aussi imparfaitement et aussi décisivement qu'on peut.

Même vaincus, pour un temps vaincus mais jamais vainement, dans la même histoire. Mêmes certitudes et mêmes ennemis. Pour lui, la franchise des coups de couteau dans le dos des Guépéou et des Gestapo. Pour nous, l'hypocrite et délétère enveloppement des consciences, mais par les mêmes staliniens, les mêmes curés, les mêmes soudards et toujours les mêmes exploités, plus ou moins déguisés. De Renault forteresse ouvrière à Renault muséifié par Pinault, les deux faces d'un même combat qu'il a bien fallu faire passer. Une vie pour faire ça, la vie de Jean Lefèvre, c'est, contre tous les obscurantismes et toutes les barbaries, un point d'ancrage à d'autres vies.

Il y a des tombes comme des points de ravitaillement. »

Pierre Marcelle, Hélène Lefèvre, Thierry Delgrandi et Laurent Plegelatte

Carré rouge



■ Quelques pistes pour organiser
le travail de *Carré rouge*

■ Bilan 2002-2004 : les contributions
de L. Cavelier et F. Chesnais

■ Quelques lectures sur l'évolution des
classes sociales en France

■ La mondialisation de l'armée de
réserve industrielle, par F. Chesnais

■ La défaite du changement de statut
à EDF-GDF, par Marc Porcheron

■ Russie : Pour un anticapitalisme
conséquent. Texte du F.S. sibérien

■ Venezuela : Un texte de S. Pèrez Borges

■ Discussion entre G. Achcar et C.
Serfati

30

SEPTEMBRE 2004 - N° 30 - TRIMESTRIEL - 5 €

Le socialisme est le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner.
(Siniavsky devant ses juges)

HTTP://CARRE-ROUGE.ORG

11 500 visites sur le site!

Carré rouge intéresse, est utile à ceux qui veulent penser et agir.

Le toilettage esthétique tarde un peu, mais le site vit.

Rappelons qu'il est possible d'y consulter et d'en importer tous les articles parus dans *Carré rouge* depuis le début. C'est pratique et utile. Mais cela ne doit pas dissuader de s'abonner : l'abonnement est, pour nous comme pour toute revue, la base de notre existence.

Pour joindre
Carré rouge

Boîte postale 125
75463 Paris Cedex 10

Par internet :
vos courriers à
ybo@club-internet.fr
ou à chesnaisf@free.fr,
et directement
sur le site
www.carre-rouge.org

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

Prénom :

Adresse et code postal :

Eventuellement, pays :

Je désire m'abonner à Carré rouge à partir du numéro : (inclus)

Je verse 20 € pour un an (4 numéros)
(pour l'étranger, nous consulter)

Je souscris un abonnement de soutien de 50 € (ou plus)

Chèques à l'ordre des « AMIS DE CARRE ROUGE »

Envoyer ce bulletin (ou une feuille libre reprenant ces indications) à
Les Amis de Carré rouge
Boîte postale 125
75463 PARIS cedex 10

Quelques sites

à consulter sans limite,
à placer dans vos « favoris »

SITES FRANCOPHONES

Culture et révolution	http://culture.revolution.free.fr/
Avanti !	http://avanti-lcr.org/
A l'Encontre	http://www.alencontre.org
LCR	http://www.lcr-rouge.org/

SITES HISPANOPHONES

Rebellion	http://www.rebellion.org/
Ernesto Herrera	germain@chasque.net

SITES ANGLOPHONES

International Socialist Mvt	http://www.redflag.org.uk/
Marxists Internet Archive	http://www.marxists.org/

SITE ITALOPHONE

N+1	http://www.ica-net.it/quintern/
-----	---

Le texte qui suit est une version abrégée et amendée de celui qui a été présenté par François et discuté à la réunion plénière du 19 juin. Il a été révisé par lui à la suite de cette réunion.

Après le résultat des deux échéances électorales, quels débats, quel travail politique pour *Carré Rouge* ?

Cette note n'est pas une analyse du résultat des élections européennes et de la situation politique française en juin 2004. Elle inclut des appréciations partielles sur ces questions en relation avec son objet qui est autre : proposer un agenda de travail pour *Carré Rouge* pour les prochains mois.

La proposition qui est faite est celle en particulier de réengager, aussi bien entre nous qu'autour de *Carré Rouge*, un travail en vue de la vérification et du renouvellement des bases théoriques pour une activité politique révolutionnaire. Ce dont il s'agit est de pouvoir dire avec la clarté nécessaire le contenu que nous donnons aujourd'hui au mot *socialisme*. Le fait que «la lutte des classes ne connaisse pas d'interruption» ne suffit pas à fonder la nécessité et la possibilité de la destruction-dépassement du capitalisme. Au terme d'un long cycle historique et après l'ensemble des événements du XX^e siècle, la nécessité et la possibilité du socialisme doivent être réétablies, reconfirmées et les objectifs révolutionnaires traduits en langage contemporain. Un travail dans ce sens a été entamé il y a quelques années, puis interrompu, mais son besoin impératif se fait de nouveau sentir très fortement. Le mener ne signifie aucunement arrêter les formes d'intervention politique que nous avons utilisées, mais ne plus leur consacrer la totalité de notre énergie. L'expérience des dernières années, notamment les deux dernières, est venue montrer à quel point le militantisme devient une activité superficielle et creuse lorsque les buts, les voies et les moyens n'en sont pas clairs

Le travail qu'il faut entreprendre ne sera un vrai travail politique que pour autant qu'il tente **1/** d'échapper au pragmatisme pour revenir à une théorie nourrie d'une analyse de faits, et **2/** qu'il cherche à être, autant que possible, internationaliste dans sa méthode, même en l'absence d'une activité internationaliste importante ou de liens internationaux forts.

La nécessité de nous libérer au maximum des entraves idéologiques qui continuent à obstruer la réflexion (idée qu'il y aurait des « limites à ne pas franchir » [mais alors lesquelles ?] dans la « révision » d'anciens postulats théoriques transformés peu ou prou en dogmes paralysants) suppose que nos discussions soient nourries par un vrai travail de collecte et d'analyse de faits, mais aussi que chacun cherche à dire, même imparfaitement, les postulats théoriques qui fondent ses positions dans ses appréciations de la situations comme dans les débats que nous menons.

D'autre part, nous ne contribuerons à la re-fondation politique du projet émancipateur énoncé à l'aide du terme *socialisme* que pour autant que nous tenterons à chaque moment de restituer nos réflexions dans le cadre des relations économiques et politiques mondiales. Le contexte social et politique dans lequel nous baignons est celui d'un pays qui a contribué de façon centrale à une domination coloniale et impérialiste dont toute la société française reste profondément marquée. Ce pays est aussi à la fois un pays riche, voire très riche, et un pays qui bénéficie encore d'institutions qui sont des entraves à la liberté d'action totale du capital. Trouver la manière de contrecarrer les effets de tout ce contexte sur notre façon de saisir le contenu du socialisme est un déficit considérable. Notre courant a combattu le «socialisme dans un seul pays ». Nous devons être conscients qu'il existe aussi le danger de contracter un autre virus, celui d'un «socialisme à usage de pays riche », portant atteinte aux bases mêmes du projet émancipateur.

1. Un retour rapide sur les axes de l'activité récente de *Carré Rouge*

Au cours des 18 derniers mois (en gros de janvier 2003 à mars 2004), l'activité de *Carré Rouge* a eu presque exclusivement comme axe de gravité : **1/** une forme déterminée d'intervention politique dans la situation française – forme assez particulière sur laquelle on revient dans un instant – et **2/** une attention très poussée aux événements du Brésil, tant à la politique du gouvernement Lula da Silva qu'à la manière dont les courants politiques d'extrême gauche se sont opposés ou, au contraire, se sont adaptés au cours suivi par la direction du PT. Les deux tiers des articles de *Carré Rouge* ont porté sur ces deux pays, faisant de la revue et de son comité de rédaction des entités marquées par des préoccupations assez fortement « franco-françaises ». Car le grand intérêt que nous avons porté à la situation brésilienne a été marqué clairement par la volonté de comprendre les enseignements que le Brésil pouvait fournir à certaines des questions auxquelles nous sommes confrontés en France, à commencer par celles que le cours des organisations françaises d'origine trotskiste rend si lancinante : « les organisations d'extrême gauche peuvent-elles encore jouer au début du XXI^e siècle un rôle dans le combat pour l'émancipation ? », et si oui, alors « à quelles conditions et en opérant quelles ruptures ? »

2. Une appréciation à bien mieux fonder et une hypothèse à abandonner totalement

L'intervention politique de *Carré Rouge* dans la situation française a reposé sur une appréciation et une hypothèse qui ont couru comme un fil rouge dans tous nos articles et toutes nos initiatives. Une appréciation sur la situation politique française « en général » et une appréciation (plutôt un espoir) plus spécifique fondée sur une analyse très optimiste des prolongements politiques possibles du vote du 21 avril 2002, avec les 3 millions de voix pour les candidats de l'extrême gauche.

La première appréciation (que nous avons été, et restons toujours les seuls à défendre « à l'extrême gauche ») disait (et continue à dire) que la France est un pays marqué par une crise politique endémique très forte, possédant la plupart des traits de situations qui ont vu l'irruption, au moins dans le passé, des salariés et des exploités sur le devant de la scène politique. L'appréciation d'une fragilité politique systémique, dont certains traits sont communs à toute l'Europe, mais d'autres spécifiques à la France et plus forts ici que partout ailleurs en Europe, sort renforcée des événements des derniers mois, ou au moins semble en être renforcée. Pour en être plus sûrs, il faut que nous puissions fonder nos appréciations théoriquement et par écrit. On trouve des situations de crise politique endémique dans d'autres pays d'Europe, mais celle-ci paraît particulièrement profonde en France, où elle est faite d'un ensemble de facteurs tenant aussi bien aux faiblesses congénitales et aux impasses de la bourgeoisie française, aux rigidités du système politique de la V^e république qu'aux capacités politiques particulières de résistance des salariés.

Aussi bien les combats sociaux presque continus de l'année 2004 (même si aucun n'a vraiment abouti et si plusieurs ont été défaits) que les résultats des deux scrutins de mars et de juin, sont venus, au moins a priori, conforter l'appréciation d'une très forte crise politique française endémique. Il est d'autant plus urgent qu'il y ait de notre part un effort pour centrer la discussion sur des problèmes politiques actuels qui pourraient se trouver occultés par une projection trop facile et rapide des situations passées dans l'avenir. En 1981, la victoire de Mitterrand et du Programme commun ne s'est pas accompagnée d'un grand mouvement du type de juin 1936. Au printemps

2003, alors qu'il n'existait plus de parti stalinien et que les salariés se trouvaient face à des appareils syndicaux très affaiblis, les travailleurs de la fonction publique ont fait seulement des tentatives limitées pour vraiment les déborder et imposer la grève générale. Que leur manquait-il pour le faire ? Le débat est ouvert. Il faut qu'il se poursuive par écrit et qu'il soit nourri par des analyses qui dépassent le cadre français et qui apportent des éléments de réponse tirés du contexte international, européen et mondial.

Pendant près de deux ans, le second axe de nos initiatives a reposé sur une hypothèse extrêmement optimiste quant aux prolongements politiques possibles des bons résultats des organisations d'extrême gauche lors du vote du 21 avril 2002. Nous avons cru cependant à la possibilité qu'elles répondent tant soit peu à l'attente créée par ce vote, et nous avons pris au sérieux en particulier l'annonce de la LCR selon laquelle elle s'engageait dans la construction d'un parti anticapitaliste dont elle ne serait qu'une composante. C'était en fait attendre un miracle et celui-ci ne s'est pas produit. Sur le plan de l'attente d'une « offre politique » novatrice des organisations d'extrême gauche, la période ouverte le 21 avril 2002 est terminée. Aux élections régionales, et encore plus dramatiquement aux élections européennes, les salariés et la fraction de la jeunesse qui va aux urnes, ont même infligé à LO-LCR une variante anticapitaliste de « vote sanction », tant le refus de ces organisations de sortir de leur rôle d'oppositionnels éternels et d'ouvrir une perspective indépendante a été patent.

La période ouverte le 21 avril 2002 n'est pas close quant aux paramètres essentiels de la situation française et aux traits généraux des rapports politiques (nouveaux mais inachevés) entre « masses et appareils », dont le vote de 2002 a été furtivement une expression (ou plus exactement, elle ne paraît pas l'être, car c'est précisément l'un des points qu'il faut maintenant fonder théoriquement autrement plus solidement que cela a été fait pour l'instant). Mais elle est close quant à l'hypothèse que ces organisations, à commencer la LCR en qui le plus d'espoir a été mis, puissent vraiment faire des pas dans la voie de la formation d'un pôle politique où se combindraient les acquis du combat historique politique et programmatique des trotskistes avec le renouveau de combativité et de créativité politiques des salariés.

La réaction de la direction de la LCR relève d'un pur réflexe de protection de l'appareil contre les critiques. Pour Sabado (*Rouge* n° 2069 du 17 juin), le score désastreux de la liste LO-LCR (432 000 voix, soit une perte de plus de 500 000 par rapport aux régionales, 5,8 % des votants) n'a selon lui rien à voir avec la teneur de la campagne menée, ni la grève perlée d'une partie très élevée des militants. La faute en est aux salariés : « *C'est la traduction déformée des rapports de forces sociaux et politiques [...] la succession de luttes qui se terminent sans victoire ou par des défaites a pesé sur le moral et la conscience de milliers de salariés. Ils s'abstiennent ou préfèrent comme moindre mal voter pour la gauche sociale libérale* ». En somme ils voteraient pour LO-LCR seulement quand les choses vont bien.

Il y a beaucoup d'aspects et de causes à la sanction infligée aux deux organisations (et sur son plan propre au PT). Ici nous n'en retiendrons qu'une seule : leur orientation programmatique inconsistante et couarde. Chez LO, c'est le repli frileux sur un programme datant d'un autre âge, déclaré à peu près immuable. Dans le cas de la LCR, le centre de l'appareil a cru s'en tirer avec un bricolage théorique dont la forme même de l'ouvrage de Besancenot et Sabado *Révolution* a exprimé l'extrême faiblesse. Le refus d'engager le moindre travail théorique collectif digne de ce nom et le

retrait des intellectuels de l'organisation pour cultiver chacun son petit jardin a conduit la LCR à un écartèlement entre des orientations politiques incompatibles. Certaines, comme celle de la République, ou celle du keynésianisme «rénové», ont des fondements théoriques connus (et peu originaux... !), d'autres n'ont que le bricolage comme fondement.

Dépasser à propos de la grève générale, les appréciations subjectives et les actes de foi

Au terme des élections régionales et européennes, le gouvernement Raffarin III se trouve toujours en place. Les salariés sont confrontés plus que jamais à un gouvernement qui a l'intention, aussi affaibli qu'il soit, de poursuivre les privatisations et les réformes. Tout en se disposant pour répondre à toute éventualité en cas de radicalisation de la lutte des classes, le PS est bien décidé à attendre 2007. Tous ses dirigeants font le calcul que les mesures que Chirac sera parvenu à imposer d'ici là allégeront d'autant le train de «réformes» néolibérales qu'ils auront eux-mêmes à mener. La situation politique et constitutionnelle «légale» est donc bloquée. Le vote PS est venu modifier un peu la configuration exacte de ce blocage, puisqu'il a rouvert la perspective de l'alternance pour 2007, mais il ne l'a pas éliminé.

Il va donc nous falloir reprendre, en clarifiant mieux les termes, la discussion esquissée lors du n° 27 de *Carré Rouge* où l'article de François Chesnais s'interrogeait sur l'hypothèse que viendrait peut-être un jour «où une fraction significative des travailleurs français [prendraient] conscience que s'ils veulent un "autre gouvernement" il faudra qu'ils en créent les conditions eux-mêmes» (souligné dans l'original). Les voies politiques «normales» sont bel et bien bloquées, si bien que pour les salariés, par exemple ceux de EDF-GDF, «la barre est placée très haute»: seules des formes «extra-parlementaires» de combat s'offrent à eux. A EDF-GDF, la démonstration a été faite que des manifestations et de courtes coupures de courant, souvent lancées par l'appareil de la CGT lui-même, n'ont aucun résultat. Quelles sont les conditions de débordement de l'obstacle des appareils, apparemment si faibles et pourtant encore capables de contenir les mouvements? Puisque ceux-ci jouent sur les hésitations des salariés, y compris des militants, que faut-il pour que ces hésitations soient surmontées? Bien avant que la question d'EDF-GDF n'entre dans la phase critique du mois de juin, l'un de nous a parlé de «frein interne» ou plus précisément du poids pouvant peser une couche charnière de militants comme legs non encore surmonté du stalinisme. Ce sont eux qui servent de relais aux «utopies réactionnaires» relatives à la re-régulation possible du capital mondialisé, qui dominent au sein mouvement anti-mondialiste.

N'ayant aucune intervention ou «responsabilité» politiques directes, *Carré Rouge* pourrait se dire que «les faits trancheront» et laisser chacun des rédacteurs et des lecteurs libres de se disposer subjectivement selon les expériences qu'il a vécues et l'optimisme ou le pessimisme qui le caractérise. Ce serait une abdication politique pure et simple. Même simplement regroupé autour d'une revue, un collectif marxiste confronté à de telles questions doit prendre les mesures en son pouvoir qui lui permettent d'essayer de fonder une position politique commune sur quelque chose de plus consistant que des intuitions, voire de purs «paris» (au sens fort, pascalien, du terme). Ces mesures se résument à une hiérarchisation des questions politiques exigeant des réponses théoriques et factuelles qui semblent les plus urgentes, et à la mobilisation ensuite de l'unique «ressource» que nous possédions: le travail «intellectuel» des militants.

Travailler sur tout ce qui pousse vers l'autonomie dans l'action de classe

Pour ce qui est de la hiérarchisation des questions, elle paraît être commandée, si on accepte l'analyse précédente, par tout ce qui peut influencer sur la décision qu'un groupe de salariés (une ou plusieurs corporations, une ou plusieurs usines de groupes industriels symboliques) de s'engager ou non dans la grève générale et d'appeler ou non les salariés de tout le pays, mais assez vite aussi ceux au-delà des frontières, de s'y joindre. Ce sont, placés dans le cadre de ce que sont exactement les rapports politiques entre les classes au stade actuel de la mondialisation du capital et de la transformation de « l'Europe » en champ de concurrence sauvage entre salariés, les éléments qui sont susceptibles de nourrir et de renforcer la conviction des travailleurs sur quatre points :

1/ que « ceux d'en haut » n'en peuvent plus et sont épuisés historiquement, qu'ils n'ont rien à proposer autre que l'aggravation de l'exploitation, dans le contexte d'une fuite en avant éperdue dans la libéralisation et la déréglementation (la libéralisation-privatisation du secteur de l'électricité en est l'exemple même) et que cet épuisement historique ne vaut pas seulement dans le cadre national mais aussi au plan international, notamment celui de « l'Europe » ;

2/ que le degré d'aggravation de l'exploitation subie quotidiennement a atteint des niveaux jugés intolérables pour soi et pour ses enfants ;

3/ qu'une certaine expérience de l'auto-organisation et des résultats qu'elle peut obtenir ait été faite et soit connue (aussi bien l'expérience directe faite par des catégories de travailleurs que celle dont ils peuvent prendre connaissance par la divulgation de ce que d'autres prolétaires ont fait, dans le même pays ou à l'étranger [en Russie, en Amérique latine et pas simplement en Europe], de telle façon que cela puisse aider le moment venu à réduire les hésitations quant au besoin que les travailleurs auraient des syndicats, c'est-à-dire d'appareils existants, pour entreprendre la grève générale ;

enfin 4/ qu'il existe au moins des esquisses des mesures constitutives du « programme politique de la grève générale ».

Sur ces quatre plans, il s'agirait aussi bien d'aider au renforcement de la conviction qu'il n'y a pas d'issue en dehors de l'auto-organisation que de chercher à en mesurer la progression. Les numéros prochains de la revue pourraient être ordonnés autour de ces thèmes, et des réunions de débat programmées à des échéances à déterminer en commençant en novembre.

Auto-organisation, auto-émancipation et parti

Dire que les capacités de combat effectif des salariés face aux bourgeoisies liguées entre elles, notamment à Bruxelles, dépendent étroitement de leur capacité à progresser dans la voie de l'auto-organisation laisse entière la question des rapports entre l'auto-organisation et l'auto-émancipation. Pour le *Manifeste du Parti communiste*, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », dans des conditions où la culmination du processus voit les travailleurs « se constituer en classe, donc en parti ». Il n'en reste pas moins que Marx et Engels ont écrit, bien avant leur participation vraiment active à l'activité politique de classe, un programme qui esquisse, à l'intention des travailleurs, le but à atteindre et les voies et moyens pour le faire. Le rejet de la théorisation rigide formulée d'abord par Kautsky, puis par Lénine, et le constat des résultats

effrayants que cela donne en France ou en Amérique latine (PO, le MST argentin, le PSTU, etc.), laisse entière la compréhension des relations entre auto-organisation et auto-émancipation.

Les autres propositions reçues ou faites

1. Comme partie du travail sur auto-organisation et auto-émancipation, il faut un travail sur les rapports entre le « politique » et le « syndical ».
2. En partant du postulat que la question européenne n'est pas close cette fois-ci avec la fin des élections du même nom, il faudra prolonger le travail sur la transformation de « l'Europe » en aire de concurrence sauvage entre salariés, suivre de près les combats que cela suscite et développer le « programme des États-Unis socialistes d'Europe ». A cet égard, il serait bon d'avoir avec du recul un article synthétisant les enseignements des élections dans l'ensemble de l'UE
3. Il y a une forte demande pour des articles qui nous permettraient d'apprécier, ne fût-ce qu'un tout petit peu, ce qui se passe en Chine.
4. Il nous faudrait un article sur l'auto-organisation en Italie, sa force et ses faiblesses.
5. Nous allons continuer à suivre de près tout ce qui se passe au Brésil, aussi bien sous l'angle de l'accentuation du cours de soumission à l'impérialisme du gouvernement Lula, la crise au sein du PT et bientôt peut-être du MST, que de notre appui au processus maintenant lancé de construction d'un nouveau parti. En ce qui concerne l'Argentine, nous publierons les éléments de réflexion-bilan des événements de 2001-2002 qui nous parviennent de là-bas. Des articles informés, non triomphalistes et non mensongers, sur l'auto-organisation en Bolivie et au Venezuela s'imposeraient.

Nos seules ressources : beaucoup de travail

Carré Rouge ne peut faire appel à aucune autre ressource que le travail «intellectuel» de ses militants et lecteurs. Il ne s'agit pas de définir celui-ci de façon étroite. La notion inclut de façon centrale le travail de traduction si important. Elle comprend aussi le travail (qui suppose un effort auquel une faible partie des militants et lecteurs se livrent) consistant à essayer de restituer par écrit la teneur des débats dans des réunions où des salariés sont intervenus sur des questions critiques, et à chercher à en «généraliser» les enseignements. Dans le cas de mouvements sociaux profonds, un travail important est de faire une chronologie au jour le jour. *Carré Rouge* n'en a pas fait pour le mouvement contre les retraites et la décentralisation, et c'est dommageable. La notion inclut bien sûr de façon également centrale quelque chose qui peut sembler se situer à un pôle tout opposé et lointain, à savoir le travail visant à dégager la portée théorique pour l'action politique et programmatique, de recherches académiques, soient celles qu'on fait soi-même, soit celles dont on prend connaissance par la lecture. Ici encore, sous l'une et l'autre forme, on a affaire à du travail. Une autre chose qui suppose aussi un effort, du travail, et qui très peu fait, est de réagir par écrit à tel ou tel article publié dans *Carré Rouge*, et cela même de façon télégraphique. Des remarques exprimant parfois des «désaccords majeurs» sont faites en réunion, mais dans des conditions où aucune trace n'en reste.

12 juillet 2004

Attention :

Comment s'adresser
à Carré rouge ?
et
Abonnements
voir
le bulletin en
page 46

et consultez le site de
Carré rouge:
<http://carre-rouge.org>

et un certain nombre
de « liens » intéressants

page 56

01

ÉDITORIAL

François Chesnais

03

DÉBAT

François Chesnais (p. 3) **Retour critique et autocritique sur 2002-2004... et quelques prolongements**

Laurent Cavelier (p. 10) **Un an de luttes sociales et politiques, d'échéances électorales : quelles relations ? Quels enseignements ?**

Samuel Holder (p. 17) **Lectures sur l'évolution des classes sociales en France**

Yves Bonin (p. 22) **Violences urbaines, violence sociale, de S. Beaud et M. Pialoux**

François Chesnais (p. 28) **La mondialisation de l'armée de réserve industrielle : les « délocalisations internes » dans l'agriculture.**

EDF-GDF

La défaite du changement de statut d'EDF-GDF, Marc Porcheron

Allemagne : Questions à Willi Hajek sur le nouveau mouvement des « manifestations du lundi »

Russie : Pour un anticapitalisme conséquent, Denis Paillard

Venezuela : le processus bolivarien à une nouvelle croisée des chemins, Stalin Pèrez Borges

36

47

51

57

69

IRAK

Thèses sur la période, la guerre et le mouvement anti-guerre, Gilbert Achcar

Quelques éléments de réponse, Claude Serfati

77

LECTURE

La finance mondialisée, notes de lecture de l'ouvrage dirigé par F. Chesnais, Alain, de Montfermeil

82

DISPARITION

Notre camarade Jean Lefèvre est mort

volonté de marchandisation complète de la culture et de soumission absolue des médias à la tâche de glorification du capital et de ses représentants, sont des questions qui taraudent tout « prolétaire » qui s'éveille à la conscience politique, quand ce n'est pas par elles que sa prise de conscience commence ;

□ **les caractères spécifiques du capitalisme et de l'impérialisme contemporains**, les rêves d'appropriation et de domination qu'ils nourrissent dans certaines fractions nationales ou « fonctionnelles » du capital, rêves « sans limites » comme la guerre du même nom, qui entrent en contradiction avec les problèmes quotidiens de bouclage du cycle du capital comme de sa reproduction élargie sur l'échelle requise par les ponctions rentières, et enfin les formes de « fuite en avant » politiques qui en naissent (voir le début de débat dans ce numéro à propos de l'impérialisme et de la guerre) ;

□ **les difficultés et la lenteur obligatoire de la recomposition des salariés comme « classe pour soi »**, c'est-à-dire comme un ensemble d'individus, unis par des solidarités fortes et guidés par une projet d'avenir clair pour eux-mêmes comme pour l'ensemble des exploités et des opprimés. Les salariés ont subi, au même moment, les effets conjugués d'une crise subjective et des impacts destructeurs des nouvelles stratégies capitalistes de recherche de la plus-value et d'exploitation. La crise subjective est celle de la prise de conscience à retardement de l'ampleur des défaites que le stalinisme a fait subir au prolétariat en URSS et partout dans le monde, de sorte que l'idée même du socialisme est vomie par un très grand nombre d'exploités. La crise objective résulte de la dislocation des formes de travail et des solidarités sous l'effet des poli-

tiques gouvernementales et des stratégies d'entreprise permises par la libéralisation, la déréglementation et la mondialisation.

Mener un travail de réflexion et de synthèse autour de ces axes ne signifie nullement arrêter les formes d'intervention politique qui ont été les nôtres à *Carré Rouge* au cours des dernières années. D'où le débat sur le résultat des élections de mars 2004 (voir *Carré Rouge* n° 29 et celui-ci), le retour sur le bilan du mouvement de mai-juin 2003 (voir les contributions dans ce numéro de *Carré Rouge* et les textes mis en débat sur le site www.carre-rouge.org) et le début de discussion sur les racines de l'échec, comme à l'EDF, de la lutte des salariés contre leurs directions syndicales et donc contre le gouvernement (voir la première partie de l'article sur EDF dans ce numéro),

Il n'est pas question non plus de nous mettre en marge de la lutte des classes et de ses réfractions au niveau politique au sens courant actuel de ce terme. Dans le numéro 29 de *Carré Rouge*, nous avons exposé les raisons pour lesquelles le **Non** à la « constitution européenne » a pour nous le sens d'un *Non au capitalisme et aux politiques de libéralisation* qui accroissent de jour en jour la précarité des salariés et le niveau d'exploitation auquel ils sont soumis. Notre **Non** à la « constitution européenne » ne peut se limiter à la revendication d'une vague « Europe sociale », encore moins d'une formule encore plus vague comme celle d'« une autre Europe ». Il se fonde sur la perspective des Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe, dans des termes dont les salariés de l'Europe décideront du contenu. Notre prise de position nous conduit à exprimer notre appui aux courants et militants qui se regroupent dans les partis, y compris main-

tenant au Parti socialiste, et dans les syndicats autour du **Non** à la « constitution européenne ».

La victoire du **Non** à la « constitution européenne » en France serait un fait positif pour les salariés et les chômeurs. Il désorganiserait fortement les dispositifs économiques et politiques mis en place par la collaboration étroite entre les partis conservateurs et les partis et dirigeants sociaux-démocrates européens, à commencer par ceux dont la direction du PS continue plus que jamais à défendre l'action. Il constituerait un point d'appui pour les prolétaires, pas seulement en France, mais aussi en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Ecosse et en Angleterre ... Il serait un encouragement à reprendre le combat contre tout ce qui a été décidé à Maastricht, à Amsterdam, à Lisbonne, à Séville, à Nice et ailleurs. Ce combat est devenu difficilement dissociable du combat contre le capital comme tel. *Carré Rouge* en est partie prenante.

Nous ne concevons pas le travail de réflexion, de discussion et de synthèse qu'il faudra mener autour des axes proposés plus haut comme pouvant être mené seul. Nous allons donc voir de quelle manière des courants et des militants hors de France pourraient accepter de s'y associer, et en France même, nous allons explorer les possibilités de travail commun avec d'autres revues ou bulletins. Nous en rendrons compte dans le prochain numéro de *Carré Rouge*. Sur la base des réponses que nous aurons reçues, nous esquisserons alors un plan de travail plus précis.

Tout cela exige des moyens financiers, dont l'un des socles sont les abonnements. **Exprimez-nous donc votre soutien en vous abonnant !**

□